

L'OFFICE DU BLÉ

THESE POUR LE DOCTORAT EN DROIT

Présentée et soutenue le 17 décembre 1937, à 14 heures

PAR

M. de BRESSON

JURY { *Président* : M. NOGARO
 { *Suffragants* : { M. Roger PICARD
 M. NOYELLE



LIBRAIRIE TECHNIQUE ET ECONOMIQUE
3, RUE SOUFFLOT
PARIS (5°)

1937

L'OFFICE DU BLE

UNIVERSITE DE PARIS — FACULTE DE DROIT

L'OFFICE DU BLÉ

THESE POUR LE DOCTORAT EN DROIT

Présentée et soutenue le 17 décembre 1937, à 14 heures

PAR

M. de BRESSON

JURY	{	Président : M. NOGARO
		Suffragants : { M. Roger PICARD M. NOYELLE



LIBRAIRIE TECHNIQUE ET ECONOMIQUE

3, RUE SOUFFLOT

PARIS (5°)

1937

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses ; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.



AVANT-PROPOS.

Il est caractéristique de voir comment le titre d'Office du Blé est, à notre époque, peu fait pour surprendre.

Le terme d'« Office » est d'un usage courant à l'étranger, où il désigne les grands services, qui, nombreux dans les pays à régime autoritaire, sont directement placés sous l'autorité des Pouvoirs Publics.

L'Office est « national », parce que depuis le cloisonnement des échanges, toute politique de défense est limitée au territoire protégé par un même tarif douanier. Il est « interprofessionnel », parce qu'il est de plus en plus difficile de limiter la réglementation à une seule profession.

L'institution n'est donc pas inconnue. Mais c'est la première fois en France que le marché d'un produit aussi important se trouve définitivement soustrait aux lois de la concurrence.

PREMIERE PARTIE

Origine de la loi du 15 août 1936

L'Office National Interprofessionnel du Blé, créé par la loi du 15 août 1936, s'est présenté en France comme une institution entièrement nouvelle. Il importe de préciser dans quelles circonstances le législateur a été amené à prendre une initiative qui, sous l'aspect doctrinal comme dans ses conséquences pratiques, apparaît d'une portée exceptionnelle.

Il faut étudier d'une part quelles étaient les conditions particulières du marché du blé au moment du vote de la loi et, d'autre part, quelle avait été auparavant l'attitude du législateur.

CHAPITRE PREMIER.

LA SITUATION DU MARCHÉ DU BLÉ EN AOUT 1936.

Avant d'examiner la situation particulière de la France, il est nécessaire de déterminer quelles sont les conditions générales du marché.

SECTION I.

Les Conditions Générales du Marché.

Le Blé est un produit d'importance mondiale, et la crise qui l'atteint est générale.

§ I. — CARACTÉRISTIQUES DU MARCHÉ DU BLÉ.

Le Blé est cultivé et consommé dans toutes les parties du monde. Il constitue avec le riz la base de l'alimentation humaine et, dans la plupart des pays, l'épi de blé est symbole de prospérité.

Ce produit d'une importance universelle devait naturellement donner lieu à un commerce international, de sorte qu'il existe un marché mondial du blé.

M. Nogaro a fait remarquer ⁽¹⁾ que le marché du blé est mondial pour trois raisons principales :

— Le blé donne lieu à de très importants échanges internationaux.

— Son cours tend à se fixer en fonction de l'offre et de la demande universelles.

— Il est essentiellement une marchandise de bourse..

Ces conditions générales du marché sont de nature à exercer une influence profonde sur le fonctionnement d'un office national.

Il faut remarquer en premier lieu que l'Office du Blé se trouve placé dans un important circuit d'échanges. M. de Hevesy estime ⁽²⁾ que les échanges internationaux de blé sont annuellement de l'ordre de 150 millions de quintaux, soit, pour une récolte qui varie entre 1.100 millions et 1.300 millions de quintaux, une proportion de 12 % de la production totale.

(1) « Les prix agricoles mondiaux et la crise », par B. NOGARO, p. 51.

(2) « Le problème mondial du blé ».

Tour à tour importatrice et exportatrice de blé, la France doit suivre avec attention l'évolution de ce marché international. Elle se trouve actuellement en présence de trois groupes de pays.

1) Le groupe des pays extra-européens, grands exportateurs de blé, qui comprend, par ordre d'importance : le Canada, l'Australie, les Etats-Unis et la République Argentine. Ces pays ont doublé leur production pendant les années qui ont suivi la guerre.

2) Le groupe des pays européens exportateurs. Il comprend essentiellement les pays danubiens qui, l'Autriche et la Tchécoslovaquie mises à part, dépendent tous pour leur prospérité, de leurs exportations agricoles.

3) Le groupe des pays importateurs d'Europe, qui comprend l'Autriche et toutes les nations de l'Europe occidentale et nordique.

Les relations que la France entretient avec tous ces pays sur le plan économique sont très complexes. De nombreux traités limitent la liberté d'action des Pouvoirs Publics, ces traités étant souvent eux-mêmes subordonnés à des questions d'ordre politique.

Il faut tenir compte, en second lieu, du fait que le blé est un produit qui a un cours mondial. Sans doute, les conditions de la production sont-elles très variables d'un pays à l'autre. Sans doute aussi, les prix sont-ils eux-mêmes très différents d'une nation à l'autre, en raison de barrières douanières très importantes. Mais il est indéniable que l'offre et

la demande universelles continuent à exercer leur action, et qu'une certaine solidarité se manifeste entre les grands marchés d'échanges, tels que Liverpool et Winnipeg (1).

Les dirigeants de la politique du blé en France ne peuvent ignorer ces données. Ils seront dans l'avenir amenés à en tenir compte, non seulement pour déterminer le volume des exportations à opérer par l'intermédiaire de l'Office National, mais aussi pour déterminer le prix du blé sur le marché intérieur. Il faudra demander une marge de protection douanière suffisante, si le prix intérieur est inférieur au cours mondial et, éventuellement, faire bénéficier les producteurs nationaux d'une hausse des cours mondiaux.

La détermination d'un cours mondial est facilitée par le fait que le blé, produit aisément négociable, constitue la marchandise de bourse par excellence. L'Office National se trouve être en relation avec un marché libre, ce qui pose la délicate question de la liaison entre un système d'économie dirigée et un marché soumis à la loi de l'offre et de la demande.

Or, au moment où la loi du 15 août 1936 était votée, un état de crise exceptionnel exerçait son influence déprimante sur les cours mondiaux du blé.

§ II. — LA CRISE DU BLÉ DANS LE MONDE.

La chute des cours du blé a pris, pendant la crise générale une ampleur tout à fait exceptionnelle.

(1) « Les prix agricoles mondiaux et la crise », B. NOGARO, p. 52.

La période de l'après-guerre peut être divisée en quatre phases successives :

1) Jusqu'en 1925, les cours sont demeurés élevés, malgré une baisse passagère en 1922. En 1920, à Chicago, ils atteignaient le chiffre de 252 cents le bushel et ils étaient encore à 177 cents en 1925. Mais l'agriculture tout entière était déjà entrée en période de crise.

2) De 1925 à 1929 une politique de résistance à la baisse des cours a été organisée par les puissants « pools » des pays exportateurs. Ces cours se sont à peu près maintenus.

3) De 1929 à 1932, une chute violente des cours a rendu inefficaces tous les efforts d'organisation antérieurs. En 1932, le blé était coté 53 cents à Chicago.

4) Depuis 1932, la tendance est à nouveau à la hausse des cours.

Si l'on examine les circonstances dans lesquelles s'est produit cet effondrement des prix, il faut remarquer que les quantités de blé produites et consommées ont peu varié.

La production mondiale, au total, est restée **très stable** au cours des années de crise. Le blé étant produit dans les deux hémisphères, l'influence des facteurs climatiques est réduite, et les bonnes récoltes compensent les mauvaises. Par ailleurs, les grands pays exportateurs extra-européens ont réussi à réduire leurs emblavures au moment où les pays importateurs, désireux d'accroître leur indépendance économique, s'efforçaient de développer leur production.

Le rendement annuel de la récolte mondiale n'a presque

pas été modifié. Les progrès de la science agraire ont permis d'obtenir de très hauts rendements en Europe, mais par contre, en raison du développement de la culture extensive, le rendement a faibli dans les pays extra-européens.

La consommation également est demeurée assez stable. Les mesures prises par les Pouvoirs Publics pour développer la consommation humaine n'ont nulle part été très efficaces. La consommation animale est plus variable, car elle dépend beaucoup plus étroitement des fluctuations des cours, mais il est impossible de la développer d'une manière importante sans nuire au marché des céréales secondaires.

La baisse des prix est donc survenue, malgré la remarquable stabilité des principaux éléments du marché.

M. Nogaro explique cette situation en prenant en considération les stocks de blé, constitués dans chaque pays, et dont le volume n'a pas cessé de croître au cours de la crise ⁽¹⁾. Il constate que, le volume de la production et celui de la consommation variant peu, la production a pu rester excédentaire d'une façon faible mais constante, au cours des années de crise. Cet excédent, quoique peu considérable, a suffi à provoquer une augmentation continue des stocks, et à déterminer la baisse des cours. « Il semble bien, dit M. Nogaro, que les stocks agissent sur les prix, plus encore que le montant des disponibilités, et c'est pourquoi, sans doute, nous apercevons, entre l'évolution des prix du blé et celle

(1) « Les prix agricoles mondiaux et la crise », B. NOGARO, p. 60.

des stocks, une correspondance qui apparaît digne d'être retenue. »

Pendant toute cette période, l'offre est restée constamment supérieure à la demande et, la production étant demeurée stable, ce sont les prix qui se sont effondrés.

En France, en raison de circonstances particulières, les stocks étaient très considérables.

SECTION II.

Le Marché Français.

La situation des producteurs de blé s'est révélée difficile en France. De nombreuses mesures ont été prises par les Pouvoirs Publics pour leur venir en aide. Elles se retrouveront dans la législation créée par l'Office du Blé.

§ I. — SITUATION DES PRODUCTEURS DE BLÉ EN FRANCE.

L'étude de l'évolution du marché français, en ce qui concerne le volume de la production, d'une part, et la valeur de la récolte, d'autre part, permettra de préciser la situation devant laquelle se trouve le nouvel Office National.

A. — Le volume de la production.

La superficie des surfaces emblavées en France a une tendance certaine à diminuer. La régression est faible et difficile à observer sur l'espace de quelques années, mais elle

apparaît nettement si l'on se rapporte aux chiffres d'avant-guerre.

Jusqu'en 1890, la superficie des terres ensemencées en blé a augmenté d'année en année, jusqu'à atteindre le chiffre de 7.000.000 d'hectares. Depuis cette date, le chiffre des surfaces emblavées est en nette décroissance.

Pour la première fois en 1903, les surfaces emblavées ont été inférieures à 6.500.000 hectares. Elles étaient de 6.000.000 d'hectares en 1914, chiffre qui n'a plus jamais été atteint depuis.

Il est plus difficile de tirer des conclusions précises de l'évolution récente, en raison de l'instabilité des conditions économiques après la guerre. La superficie des terres ensemencées en blé a diminué très rapidement, au cours des hostilités, pour des raisons évidemment indépendantes de l'état du marché :

1914	6.060.360 ha.
1915	5.489.230 ha.
1916	5.030.080 ha.
1917	4.191.450 ha.
1918	4.448.710 ha.

Jusqu'en 1925, les conditions générales ont été favorables à un nouvel accroissement des superficies emblavées. Pourtant, en 1925, les surfaces ensemencées étaient encore nettement inférieures aux chiffres de 1914 :

1919	4.603.710 ha.
------------	---------------

1920	5.003.570 ha.
1921	5.382.270 ha.
1922	5.289.970 ha.
1923	5.533.080 ha.
1924	5.511.910 ha.
1925	5.613.840 ha.

La diminution des surfaces emblavées a été très brusque après 1925, et cette tendance s'est assez bien maintenue au cours des années suivantes :

1926	5.249.350 ha.
1927	5.287.150 ha.
1928	5.243.330 ha.
1929	5.397.000 ha.
1930	5.374.070 ha.
1931	5.196.090 ha.
1932	5.434.410 ha.
1933	5.464.300 ha.
1934	5.404.120 ha.
1935	5.362.640 ha.

Cette tendance à une lente régression des superficies emblavées est très importante. Elle apparaît encore plus clairement si l'on prend, pour chaque année, la moyenne des 10 années précédentes. En procédant de cette façon, l'évolution apparaît avec un certain retard, mais les variations annuelles se trouvent éliminées.

1907	6,67 millions d'hectares.	
1908	6,63	»
1909	6,59	»
1910	6,56	»
1911	6,53	»
1912	6,53	»
1913	6,53	»
1914	6,49	»
1915	6,39	»
1916	6,24	»
1917	6,00	»
1918	5,79	»
1919	5,59	»
1920	5,44	»
1921	5,34	»
1922	5,21	»
1923	5,11	»
1924	5,32	»
1925	5,34	»
1926	5,08	»
1927	5,20	»
1928	5,28	»
1929	5,36	»
1930	5,38	»
1931	5,36	»
1932	5,38	»
1933	5,37	»
1934	5,36	»
1935	5,34	»

Aussi le volume total de la récolte a-t-il marqué une nette régression depuis la période d'avant-guerre, bien que les rendements se soient maintenus à un niveau élevé.

Le volume de la production varie beaucoup d'une année à l'autre, en raison des conditions climatériques changeantes, mais cette tendance à la diminution ressort nettement si l'on calcule le total de la récolte en faisant la moyenne de 10 années consécutives :

Moyenne des années 1895 à 1905 : 89.122.240 q.

Moyenne des années 1905 à 1915 : 84.920.070 q.

Moyenne des années 1915 à 1925 : 65.036.770 q.

Moyenne des années 1925 à 1935 : 79.959.340 q.

Mais il faut remarquer que, en dépit de cette situation, la position des producteurs ne s'est pas améliorée, car la demande a baissé au moment où l'offre diminuait.

La consommation, évaluée avant la guerre à 240 Kgs par habitant, ne dépasse pas à l'époque actuelle le chiffre de 190 Kgs par tête.

En résumé, la situation devant laquelle s'est trouvé l'Office du Blé au moment de sa création, était la suivante :

— Les besoins permanents de la métropole s'élèvent approximativement à 86 millions de quintaux de blé par an.

— La production indigène annuelle a varié, au cours des 7 années précédentes, entre 72 et 98 millions de quintaux. Les blés nord-africains, offerts chaque année sur le marché français, sont compris entre 3 et 8 millions de quintaux.

— La périodicité des bonnes et mauvaises récoltes était, en général, d'une bonne récolte pour trois ou quatre mauvaises. Mais cette périodicité a été modifiée en 1933 et 1934, lorsque deux récoltes excédentaires successives ont jeté sur le marché un important stock de blé invendu, qui a pesé lourdement sur les cours.

B. — *La valeur de la récolte.*

L'agriculture se trouvait en fait dans une situation difficile, en France, au moment de la création de l'Office du Blé.

L'évolution des prix ne suffit pas à en donner une idée exacte, car il est normal que les prix varient d'une année à l'autre, suivant que la récolte est plus ou moins abondante, et sans que la situation réelle des producteurs en soit modifiée. Il est préférable d'examiner la valeur de la récolte annuelle, c'est-à-dire la recette brute obtenue en multipliant le chiffre de la production par la moyenne des cours.

Malheureusement, les chiffres sont difficiles à interpréter, en raison des modifications apportées à la définition de l'unité monétaire.

Une première approximative peut être obtenue en modifiant les chiffres donnés par les statistiques pour les exprimer tous dans une même unité monétaire.

La « Statistique Générale de la France » donne les indications suivantes :

Campagnes	Volume de la production	Cours moyens
Moyenne des campagnes		
1911-12, 1912-13, 1913-14	88.600.000 q.	27.64
1927-28	75.150.000 q.	161.43
1928-29	76.550.000 q.	136,40
1929-30	91.780.000 q.	137,32
1930-31	62.080.000 q.	171,91
1931-32	71.880.000 q.	161,44
1932-33	90.770.000 q.	108,48
1933-34	98.610.000 q.	110,00
1934-35	92.120.000 q.	91,38
1935-36	77.550.000 q.	95,00

Soit, pour la valeur de la récolte :

Campagnes	Valeur en francs 1914	Valeur en francs 1936 après la dévaluation du 26 septembre
1911-12, 1912-13, 1913-14	2.449 millions	16.408 millions
1927-28	2.426 »	16.254 »
1928-29	2.394 »	16.039 »
1929-30	2.520 »	16.884 »
1930-31	2.134 »	14.297 »
1931-32	2.310 »	15.544 »
1932-33	1.969 »	13.192 »
1933-34	2.167 »	14.518 »
1934-35	1.683 »	11.276 »
1935-36	1.463 »	9.802 »

En réalité, la diminution de la valeur de la récolte n'est pas aussi forte que ce tableau semble l'indiquer. Il est impossible, en effet, d'éliminer aussi complètement l'influence des dévaluations monétaires successives. La dépréciation intérieure du franc doit rester inférieure à sa dépréciation extérieure, et elle l'est restée en fait, malgré d'autres causes de hausse des prix ⁽¹⁾.

Il faut, pour obtenir une évaluation plus juste, ne tenir compte que de la diminution du pouvoir d'achat intérieur de la monnaie. Mais il est difficile de connaître d'une façon précise la dépréciation intérieure d'une monnaie. Il faudrait connaître la nature exacte des charges d'une exploitation agricole : main-d'œuvre, machines, objets de consommation courante...

Le tableau suivant permet de comparer les variations de la valeur de la récolte, et celles de l'indice général du coût de la vie, établi, il est vrai, pour une famille ouvrière.

Campagnes	Valeur en francs de la récolte	Années	Indice général du coût de la vie à Paris
1911-12, 1912-13,			
1913-14	2.249 millions	1914	100
1927-28	12.131 »	1928	519
1928-29	10.441 »	1929	556
1929-30	12.603 »	1930	581

(1) Cf. « Le problème de la dévaluation en France », B. NOGARO. § IV, p. 34.

1930-31	10.672	»	1931	569
1931-32	11.604	»	1932	526
1932-33	9.846	»	1933	520
1933-34	10.847	»	1934	516
1934-35	8.417	»	1935	483
1935-36	7.367	»	1936	507

Quelle que soit la manière de calculer la valeur de la récolte, il faut remarquer que le pouvoir d'achat qu'elle représente est demeuré, jusqu'en 1914, remarquablement stable. A partir de 1934, au contraire, la valeur de la récolte s'est rapidement effondrée.

D'après le dernier tableau, la dépréciation du pouvoir d'achat qui en est résultée pour l'ensemble des producteurs de blé ressort à plus du tiers.

§ II. — L'ÉTAT DE LA LÉGISLATION LORS DE LA CRÉATION DE L'OFFICE DU BLÉ.

Le législateur s'est efforcé, au cours des années récentes, de venir en aide à l'agriculture en réduisant ses charges, en facilitant l'écoulement de la répartition, et en améliorant le crédit.

A. — *Allègement des charges pesant sur la production agricole.*

De nombreux aménagements fiscaux sont intervenus en faveur de la classe agricole.

L'impôt cédulaire sur les bénéfices des exploitations agricoles est calculé sur une base forfaitaire qui est presque toujours favorable au cultivateur, lorsque le revenu cadastral de ses terres est inférieure à 3.000 francs. Le tarif général est, de plus, réduit de moitié lorsque le revenu déclaré est inférieur à 10.000 francs. Il y a une exonération à la base de 2.500 francs. Le rendement infime de l'impôt indique d'ailleurs que la charge en est légère.

La taxe à la circulation ne frappe ni le blé ni le pain qui sont exonérés. Elle n'atteint pas non plus les transports de céréales effectués en petite vitesse.

Les droits de mutation sont réduits de moitié en faveur des ventes de biens meubles appartenant à une exploitation agricole.

De plus, les coopératives et syndicats d'achat et d'approvisionnement en commun sont exonérés de l'impôt cédulaire sur les bénéfices industriels et commerciaux. Ils ne sont pas assujettis à la patente si leurs opérations portent exclusivement sur des produits ou instruments nécessaires aux exploitations agricoles.

B. — Recherche de meilleures conditions de répartition.

Depuis longtemps, les Pouvoirs Publics s'étaient efforcés de favoriser la création des coopératives agricoles, destinées à jouer un rôle capital dans le fonctionnement du nouvel Office du Blé.

Un régime juridique très précis a été édicté en ce qui

concerne ces coopératives par la loi du 5 août 1920 (1). Seules peuvent prendre le titre de « coopératives agricoles », les sociétés qui se constituent conformément à ce régime.

Aucune condition particulière n'est exigée quant à la forme de ces sociétés. Mais leur fonctionnement est strictement réglementé.

Les fonctions d'administrateur sont gratuites.

Les statuts doivent être approuvés par le Ministre de l'Agriculture.

Les membres ne peuvent être que des agriculteurs.

S'il est créé un capital social, les parts sont obligatoirement nominatives et ne peuvent être cédées qu'avec l'agrément de la société.

L'intérêt est limité, et la distribution de dividendes interdite.

Les excédents annuels doivent être répartis entre tous les membres, proportionnellement aux opérations faites par eux avec la société. A la liquidation de la société, l'excédent de l'actif net sur le capital social effectivement versé, est obligatoirement dévolu à une œuvre d'intérêt général agricole.

La Bourse de Commerce a été réorganisée par un arrêté ministériel (2).

Aucun spéculateur ne pourra, à l'avenir, faire une opération sans la faire enregistrer à la Caisse de Liquidation, c'est-à-dire sans verser une caution pour chaque ordre donné.

(1) Complétée par les lois du 30 décembre 1922 et du 12 juillet 1923 et par le décret-loi du 8 août 1935.

(2) Arrêté du 30 juillet 1930.

Les commissionnaires n'ont plus le droit de traiter pour leur propre compte.

Ils doivent déclarer chaque jour au Commissaire du Gouvernement les quantités qu'ils ont traitées.

Il leur est interdit de pratiquer la contrepartie ou le contrat indirect.

C. — Le Comité National d'organisation et de contrôle du marché des céréales.

La loi du 10 juillet 1933 a créé des comités consultatifs chargés d'émettre des avis sur les mesures prises par le Gouvernement en ce qui concerne l'organisation du marché des céréales, et de suggérer les réformes qui leur paraîtraient souhaitables.

Ces comités ont un rôle exclusivement consultatif, et ne peuvent pas être considérés comme constituant un précédent pour l'Office du Blé. Mais il est intéressant de constater que leur organisation était déjà à peu près la même.

Ces comités comprennent deux échelons : national et départemental.

Ils sont composés non seulement de représentants des producteurs et de la meunerie, mais aussi de représentants de l'Etat et des consommateurs.

§ III. — OCTROI DE FACILITÉS DE CRÉDIT.

Des facilités de crédit ont été accordées aux cultivateurs. Des dispositions de faveur ont été prises en ce qui concerne le paiement des dettes agricoles.

A. — Facilités de crédit proprement dites.

L'agriculteur a le choix entre deux opérations : il peut s'adresser aux caisses régionales affiliées à la Caisse Nationale de Crédit Agricole, ou s'adresser à la Banque de France.

Pour bénéficier des prêts du crédit agricole, le producteur doit être membre d'une caisse locale. La caisse locale accorde une avance et fait escompter l'effet par la Caisse Nationale. Celle-ci dispose à cet effet de ses disponibilités propres, provenant des dépôts qu'elle reçoit, et des crédits budgétaires mis à sa disposition par la loi. Ces crédits lui sont fournis par l'Etat sur les fonds de la Caisse des Dépôts et Consignations (1). La Banque de France, par ailleurs, a ouvert des crédits spéciaux à la Caisse Nationale de Crédit Agricole en vue de réescompter son papier, si le besoin s'en faisait sentir (2).

La Banque de France est elle-même à la disposition des agriculteurs pour répondre, dans les conditions habituelles, aux demandes de crédit qui lui sont adressées. Elle accorde des crédits à trois mois, renouvelables pour 9 mois au maximum, soit aux coopératives, soit directement aux agriculteurs.

(1) Pour le financement de la récolte de 1936, par exemple, les crédits budgétaires mis à la disposition de la Caisse Nationale se sont élevés à 800 millions, se décomposant ainsi : 300 millions jusqu'à fin novembre, et 500 millions jusqu'au 31 décembre 1936.

(2) Le total des prêts consentis pour le financement des récoltes de blé de 1931, 1932, 1933 et 1934 atteignait, au 31 janvier 1935, 1 milliard 220 millions de francs.

D'autre part, le nombre des warrants sur céréales ou bestiaux a été de 22.225 en 1934.

La valeur totale des produits warrantés a atteint cette année-là 1.025 millions. Les sommes empruntées se sont élevées à 473 millions.

Or, pour cette année-là, les prêts sur céréales ont représenté 66 % des opérations de warrantage. 315 millions ont été ainsi prêtés aux producteurs, en majeure partie sur blés.

*B. — Facilités exceptionnelles accordées aux débiteurs,
pour le remboursement de leurs dettes.*

La loi du 25 mars 1936 et celle, plus libérale encore, du 20 août 1936, ont accordé des délais de grâce aux producteurs agricoles pour le paiement de leurs dettes, à condition que ces dettes aient été contractées pour les besoins de leur exploitation.

Les débiteurs malheureux, s'ils sont de bonne foi, peuvent obtenir des délais de grâce qui, de un an dans la première loi, ont été portés à deux ans par la seconde loi.

Il ne s'agit pas, évidemment, de mettre en cause le bien fondé de la dette, ni d'obtenir en faveur du débiteur, un allègement de ses obligations. Il s'agit seulement de reculer l'échéance. C'est le Juge de paix ⁽¹⁾ du domicile du débiteur qui, sans statuer sur le fond même de la dette, sera, en tout état de cause et pour n'importe quelle somme, compétent pour accorder des délais de grâce et ⁽²⁾ les imposer au créancier.

Bien plus, ces débiteurs, contraints à se faire accorder des délais de grâce, peuvent obtenir des prêts des caisses agricoles, afin de rembourser leurs dettes moratoriées ⁽³⁾.

Par le même mécanisme, des dettes à court terme peuvent être transformées en dettes à moyen terme, et des dettes à moyen terme en dettes à long terme.

(1) Dans la première loi du 25 mars 1936, c'était le juge des référés.

(2) Toutefois le juge de paix n'aura pas qualité pour accorder une remise d'adjudication lorsque la date en aura été fixée par le Tribunal.

D'autre part, ne bénéficient pas de cette législation : les dettes relatives aux salaires, ni les sommes dues aux artisans pour entretien de matériel agricole.

(3) Loi du 20 août 1936.

Ces mesures sont, évidemment, temporaires. Même prorogées, elles demeurent dans l'esprit des Pouvoirs Publics des mesures exceptionnelles, destinées à atténuer provisoirement quelques difficultés, mais non à résoudre tout le problème des dettes agricoles.

« C'est la revalorisation des produits agricoles qui doit donner à ce problème une solution définitive. » ⁽¹⁾

(1) Déclaration du Ministre de l'Agriculture à la Chambre des Députés le 7 août 1936. (Débats Parlementaires, p. 2520.)

CHAPITRE II.

**LA POLITIQUE DE REVALORISATION
DU COURS DU BLÉ.**

Une politique de soutien en faveur de l'agriculture a nécessairement pour but la revalorisation des cours. Alors que les revenus industriels dépendent en grande partie du volume de la production, les revenus agricoles dépendent exclusivement du niveau des prix, puisque, en cette matière, la production ne peut pas être à volonté développée.

En France, de plus, en raison du grand nombre de petites exploitations (1), le prix du blé revêt une signification particulière : le niveau des cours a la même importance sociale que le niveau des salaires dans l'industrie.

Aussi, dès le début de la crise, les Pouvoirs Publics se sont-ils efforcés de soutenir le cours des produits agricoles. Avant la création de l'Office du Blé, une réglementation très poussée avait déjà été instaurée.

Il convient de distinguer trois périodes successives.

SECTION I.

Une première période va de 1929 au milieu de 1933.

La revalorisation des cours a été recherchée dans un ren-

(1) Il y a plus de 120 millions de parcelles, et l'on trouve plus de 4 millions de familles cultivant de 1 à 50 hectares.

forcement de la protection douanière, puis, à partir de 1930, dans une certaine organisation du marché.

§ I. — MESURES DE PROTECTION DOUANIÈRE.

Les Pouvoirs Publics ont cherché à donner au marché intérieur une situation favorable vis-à-vis de l'étranger en élevant le tarif des droits de douane protecteurs.

Avant la guerre, les prix français n'étant que faiblement supérieurs aux prix mondiaux, une protection douanière modérée constituait une sécurité suffisante. Le principe de la « loi cadenas » permettait d'intervenir instantanément pour faire face aux difficultés qui pouvaient résulter des conditions changeantes de la production.

Avec la baisse des prix intérieurs, la protection ainsi obtenue est devenue rapidement insuffisante.

Après la bonne récolte de 1929, les droits de douane ont été relevés de 50 à 80 francs par quintal.

A partir de la fin de l'année 1929 ⁽¹⁾, des mesures nouvelles ont été prises, dans le but de réaliser une protection indirecte du marché intérieur.

1) Un véritable contingentement a été réalisé, à une époque où le mot n'était pas encore employé, par ce que l'on a appelé « le pourcentage des exotiques », c'est-à-dire par la limitation de la quantité de blé étranger incorporable à la

(1) Loi du 1^{er} décembre 1919.

farine française. Fixé à 3 % ⁽¹⁾ au début, ce taux d'incorporation a été porté en 1930 à 10 % ⁽²⁾.

2) Le contrôle de l'admission temporaire a été renforcé. De nouveaux types de farines et de semoules ont été établis. Un décret ⁽³⁾ a déterminé pour les blés étrangers un taux de rendement officiel.

3) Des primes à l'exportation ont été accordées aux producteurs français ⁽⁴⁾.

§ II. — MESURES D'ORGANISATION DU MARCHÉ.

A partir de 1930, l'intervention de l'Etat sur le marché du blé se fait plus précise : intervention en 1930, puis action directe en 1933.

La loi du 30 avril 1930 impose aux cultivateurs le stockage avec vente échelonnée. Cette mesure a pour objet de remédier à l'instabilité des cours en évitant que les prix ne baissent exagérément lorsque les cultivateurs, au début de la campagne, jettent au même moment leur blé sur le marché. Une certaine quantité de blé est obligatoirement réservée, et sera remise en circulation par petites quantités échelonnées sur toute l'année ⁽⁵⁾.

La loi du 11 janvier 1933 organise le report des blés. A

(1) Décret du 10 décembre 1919.

(2) Décret du 10 juillet 1930.

(3) Décret du 30 mai 1930.

(4) 317 millions de francs ont été accordés, en plusieurs lois successives, aux exportateurs, à titre de prime, au cours des années 1929 et 1930. De nouvelles ristournes ont été consenties en 1934 et 1935.

Le même système de primes à l'exportation a été adopté en faveur des beurres et des produits résineux.

(5) L'échelonnement a été du $\frac{1}{4}$ par trimestre.

la différence du stockage, qui n'a d'autre but que de niveler les cours, le report tend directement au relèvement des prix, en allégeant effectivement le marché d'un certain nombre de quintaux de blé destinés à être reportés sur la campagne suivante. L'idée de nivellement des cours reste d'ailleurs contenue en puissance dans la formule du report : cette opération n'est possible que si le marché peut, l'année suivante, absorber la quantité de blé ainsi reportée, sans que les cours descendent au dessous du niveau actuel, considérée comme un minimum. Le report, en effet, n'est concevable que s'il réussit à remédier à l'instabilité des cours d'une année à l'autre.

A partir de l'année 1933, les Pouvoirs Publics ont recours à l'action directe. La loi du 26 janvier 1933 autorise le Ministre de l'Agriculture à constituer des stocks de blé pour un montant de 300 millions de francs. L'intendance est chargée de procéder à ces achats en s'adressant directement au marché.

La même loi du 16 janvier 1933 a organisé le mode de financement de ces diverses opérations.

D'une part, des crédits ont été ouverts au Ministre de l'Agriculture :

- 1) 300 millions pour constitution de stocks.
- 2) 30 millions pour primes de conservation des blés soumis au stockage et au report. Ces primes représentent les frais d'entretien du blé soustrait à la circulation. Leur taux

varie en suivant le taux de l'escompte de la Banque de France.

D'autre part, la loi a mis à la disposition de la Caisse Nationale de Crédit Agricole une somme de 300 millions de francs en la chargeant d'accorder des avances aux agriculteurs dont le blé se trouve immobilisé. La Caisse des Dépôts et Consignations a été chargée de fournir les sommes nécessaires ⁽¹⁾.

SECTION II.

Une seconde période va de juillet 1933 à l'année 1935.

Au cours de la période précédente, les Pouvoirs Publics ont pris deux initiatives qui vont être poussées jusqu'à leurs ultimes conséquences : la politique de soutien des cours se poursuivra jusqu'à l'établissement d'un prix minimum ; l'aide financière accordée par l'Etat, nécessitera la création de ressources supplémentaires.

§ I. — Etablissement d'un prix minimum.

Il apparaît dès le début de la campagne 1933-1934 que les mesures de soutien des cours risquent de se trouver insuffisantes. Sans abandonner tout à fait le principe de la loi de l'offre et de la demande, les Pouvoirs Publics prétendent en

(1) Deux comptes spéciaux ont été créés, jouant l'un avec l'autre : Compte « Avances consenties par la Caisse des Dépôts et Consignations », Compte « Avances à la Caisse Nationale du Crédit Agricole ».

limiter l'application en fixant un prix minimum au-dessous duquel les cours ne devraient pas descendre.

En ce qui concerne l'année 1933 ⁽¹⁾, le cours minimum a été fixé par la loi. Le prix minimum de 115 francs a été décidé. Ce cours est valable pour toute la campagne, mais augmenté à partir du 13 septembre, d'une prime mensuelle de 1,50 fr. par quintal de blé.

En 1934, au contraire, il a été décidé ⁽²⁾ que le prix minimum serait fixé par un simple arrêté du Ministre de l'Agriculture.

§ II. — RENFORCEMENT DES MESURES D'ORGANISATION DU MARCHÉ.

Les deux mesures prises au cours de la période précédente, le stockage et le report, continuent à être appliquées.

Leurs modalités d'application sont perfectionnées. Les cultivateurs doivent désormais déclarer la surface de leurs terres ensemencées, et la quantité de blé qu'ils ont récoltée ⁽³⁾. Les blés et les farines ne peuvent plus circuler sans être accompagnés d'un titre de mouvement.

Les minotiers sont tenus de moudre une partie de la récolte de l'année précédente, afin d'assurer des débouchés aux blés stockés et reportés.

Pour couvrir des frais qui deviennent considérables, une organisation financière nouvelle est créée. Le Ministre de

(1) Loi du 11 juillet 1933.

(2) Loi du 25 décembre 1934.

(3) Loi du 24 décembre 1934.

l'Agriculture prélèvera les fonds qui lui sont nécessaires sur deux comptes spéciaux institués à cet effet :

Le compte n° 1, alimenté par les ressources suivantes :

— 1/3 du produit des droits de douane sur les blés importés.

— Le produit des amendes.

— Le produit de quatre nouvelles taxes :

1) Taxe de 2 fr. par quintal sur les céréales secondaires et le riz.

2) Taxe à la mouture, perçue sur les quantités mises en œuvre par les minotiers, suivant un tarif progressif.

3) Taxe à la production perçue au moyen d'une retenue faite par le minotier, sous réserve d'une exonération de 3 quintaux par personne pour le blé broyé à façon.

4) Taxe de 0,05 ‰ sur les opérations de bourse effectuées sur le blé.

L'ensemble de ces ressources ne doit pas, toutefois, dépasser 300 millions. Au delà de ce chiffre, les sommes perçues iraient au budget général.

Le compte n° 2 est destiné à jouer si le compte n° 1 n'atteint pas le montant de 300 millions. Il est alimenté par des avances de la Caisse Nationale de Crédit Agricole, celle-ci étant autorisée à émettre des obligations dans la limite de 400 millions.

Par ailleurs, des mesures sont prises pour agir indirectement sur les cours en limitant les offres sur le marché et en développant la demande.

Il est interdit de cultiver le blé sans pratiquer l'assolement.

Des primes sont accordées pour favoriser la dénaturation des grains. L'emploi des succédanés du blé, tel que la farines de fèves, est interdit. L'emploi de blés étrangers dans la mouture est également prohibé.

SECTION III.

Une troisième période comprend les années 1935 et 1936.

La loi du 24 décembre 1934 marque un moment décisif dans l'évolution de la politique du blé en France.

A la fin de l'année 1934, il apparut évident que la ligne de conduite adoptée par les Pouvoirs Publics ne pouvait être maintenue plus longtemps. C'était là une constatation de fait, indépendante de toute question d'ordre doctrinal.

La situation était en effet la suivante :

La récolte de 1931 avait été particulièrement déficitaire, et la récolte de 1932 avait été tardive. La soudure entre les deux récoltes avait exigé une forte importation de blé étranger.

Or, les trois récoltes suivantes : 1932, 1933, 1934 ont été excédentaires, ce qui est un fait exceptionnel. En l'espace de 3 ans, 280 millions de quintaux ont été jetés sur le marché.

Un effort, d'une ampleur exceptionnelle, a été fait au cours de cette période, pour alléger le marché :

10 millions de quintaux ont été dénaturés ;

12 millions de quintaux ont été exportés.

Un stock de sécurité de 5.400.000 quintaux a été constitué.

21 millions de quintaux ont fait l'objet de contrats de report ⁽¹⁾.

Le financement de ces opérations s'est opéré dans les conditions suivantes :

Jusqu'en 1933, le financement a été effectué grâce à des crédits budgétaires, dont le total s'est élevé à 220 millions de francs.

A partir de cette époque, le financement des divers contrats de stockage, d'exportation, de dénaturation, de report et d'achat direct devient beaucoup trop considérable pour être supporté par les ressources annuelles ou permanentes du budget. On en effectue la couverture par des emprunts, et on assure le service de ceux-ci par des ressources spéciales à la charge des intéressés. En effet, le « compte spécial de défense du marché du blé », sur lequel sont prélevées les sommes nécessaires, est principalement alimenté par le produit de deux taxes — à la mouture et à la production — destinées à être maintenues jusqu'au remboursement complet des sommes empruntées au compte spécial, c'est-à-dire jusqu'à l'assainissement définitif du marché.

Les producteurs de blé se trouvaient à la fin de 1937 supporter presque intégralement la charge financière d'une politique de revalorisation qui aboutissait à un échec : le blé

(1) Ces chiffres appellent les remarques suivantes :

1) Ils ne comprennent pas le résultat des blés ayant l'objet de contrats de stockage avec vente échelonnée, ceux-ci n'étant pas véritablement soustraits du marché.

2) Pour obtenir le montant des blés effectivement soustraits au marché, il ne faut pas additionner purement et simplement ces chiffres, une partie des blés reportés ayant été eux-mêmes exportés ou dénaturés.

se traitait à des cours très inférieurs au prix minimum, imposé par la loi, mais impossible à faire respecter.

Les Pouvoirs Publics se sont trouvés devant la nécessité d'assainir le marché du blé par des mesures non plus provisoires, mais définitives, et d'adopter une nouvelle politique en ce qui concerne les prix.

§ I. — L'ASSAINISSEMENT DÉFINITIF DU MARCHÉ.

La loi du 24 décembre 1934 a prévu deux catégories de mesures : liquidation des excédents pour le passé ; aménagement de l'offre pour l'avenir.

a) *Liquidation du passé.*

La résorption des excédents résultant de la politique de report pratiquée au cours de la période précédente, a été effectuée de la façon suivante :

1) L'Etat est intervenu directement sur le marché en procédant à des opérations de dénaturation et d'exportation, et en constituant un stock de sécurité.

2) Les blés de la récolte 1933 sont demeurés soumis au régime ancien, c'est-à-dire soumis aux règles de stockage, de report et de prix minimum.

3) Les blés de la récolte 1936 ont bénéficié d'une garantie de prix de 97 francs le quintal. Leur écoulement a été assuré par un pourcentage obligatoire d'incorporation à la farine.

Les sommes nécessaires à la résorption de ces excédents ont été évaluées à 1.500 millions. Elles ont été fournies à l'Etat suivant le procédé adopté à partir de 1933 pour le financement des opérations de stockage, report et achats directs : l'emprunt est effectué par la Caisse Nationale de Crédit Agricole, il est remboursé sur le produit de la taxe à la production, relevée de 3 à 4 fr. par quintal.

b) Aménagement de l'offre.

Les Pouvoirs Publics prennent des mesures qui doivent empêcher à l'avenir la surproduction.

La pratique du report étant abandonnée, de même que la réglementation du taux des farines, il est nécessaire que ces mesures soient sévères.

Il est désormais interdit d'augmenter les superficiesensemencées en blé, par rapport à la moyenne des trois années précédentes. Les récoltes et les surfacesensemencées sont déclarées. Certaines semences à gros rendement sont interdites.

Si ces mesures se révèlent insuffisantes, un décret pris en Conseil des Ministres, après enquête faite par les commissions départementales, pourra ordonner le blocage d'une partie de la récolte.

Le Gouvernement, par ailleurs, continue à pratiquer le stockage en passant avec les coopératives des contrats de vente échelonnée. Les groupements de producteurs s'engagent à répartir leurs ventes suivant un programme déterminé.

Ils reçoivent en contre-partie l'intérêt des sommes immobilisées et une prime forfaitaire par quintal ⁽¹⁾.

Les mesures de restrictions imposées en 1934 aux producteurs ont été, en 1935, étendues aux minotiers. Il leur a été interdit de créer de nouveaux moulins et d'écraser dans les moulins existants une quantité de blé supérieure à celle traitée en moyenne au cours des trois années précédentes. De plus, un comité interprofessionnel est chargé de déterminer les quantités que chaque moulin doit écraser pour se conformer aux règles ainsi formulées.

§ II. — LA POLITIQUE DES PRIX.

La politique du prix minimum était vouée à un échec, tant que les producteurs n'étaient pas assurés de trouver un débouché à leur production. La surveillance du marché était impossible, de sorte qu'une réglementation des prix était inutile si le prix fixé était bas, et inefficace si ce prix était suffisamment rémunérateur.

Deux solutions s'offraient au législateur : supprimer le libre commerce du blé, c'est-à-dire créer un monopole au profit de l'Etat, ou rendre, au contraire, au marché, une liberté totale.

La seconde méthode a été adoptée par la loi du 24 décembre 1934, qui a supprimé purement et simplement le prix

(1) C'est ainsi que le stockage a été organisé pour la récolte de 1935, dont le placement était pourtant assuré, afin d'éviter que les blés ne soient jetés brutalement sur le marché, après la moisson.

Le décret du 2 août 1935 a prévu une prime de 5 frs par quintal.

minimum établi pour les récoltes précédentes, sous réserve d'une période de transition de trois mois. Les prix varient librement, sur un marché assaini.

Au contraire, la première solution est celle de la loi du 15 août 1936, qui crée un Office National Interprofessionnel du Blé : un prix légal est fixé, et le marché est réglementé de telle façon que ce prix soit respecté.

DEUXIEME PARTIE.

L'Office National Interprofessionnel
du Blé

L'originalité de la législation nouvelle réside toute entière en ce fait, que le commerce du blé est érigé en Service Public.

CHAPITRE PREMIER.

L'ORGANISATION DU SERVICE PUBLIC.

L'Office du Blé n'est pas directement acheteur de la récolte. La loi du 15 août 1936 a prévu que la haute direction des opérations serait assurée par des organes administratifs, mais que les achats et les ventes seraient effectués par des intermédiaires contrôlés.

SECTION I.

Les Organes Administratifs.

Il a été créé un organe central, qui est l'Office National Interprofessionnel du Blé, et des organismes décentralisés, qui sont les Comités Départementaux. Tous ces organismes sont des établissements publics.

§ I. — L'OFFICE NATIONAL INTERPROFESSIONNEL DU BLÉ.

L'Office du Blé jouit de la personnalité civile et de l'autonomie financière.

Il est placé sous le contrôle du Ministre des Finances pour

ses opérations financières, et sous le contrôle du Ministre de l'Agriculture pour sa gestion technique.

Le personnel de l'Office du Blé est constitué, comme celui de tout établissement public, par un directeur nommé par décret, un conseil d'administration et un contrôleur financier placé sous les ordres du Ministre des Finances.

Le budget de l'Office est rédigé par le directeur, soumis au conseil délibérant, et proposé à l'approbation du Ministre des Finances et du Ministre de l'Agriculture. Un agent comptable, nommé par accord entre les deux ministres, est chef de la comptabilité. Il est justiciable de la Cour des Comptes, et soumis aux vérifications de l'Inspection des Finances.

L'Office du Blé constitue une administration importante, qui comprend un pouvoir exécutif et des organes délibérants.

I. — *Le Pouvoir Exécutif.*

Le pouvoir exécutif est détenu par le Directeur de l'Office, nommé par décret sur la proposition du Ministre de l'Agriculture, et assisté d'un nombreux personnel ⁽¹⁾.

Le Directeur est administrateur de l'Office. Il exécute les décisions des organes délibérants. Il peut, par délégation générale, exécuter de lui-même certains actes peu importants : il passe les marchés et approuve les décomptes se montant à une somme inférieure à 50.000 fr. Il signe les baux de moins de 20.000 fr. dont la durée n'excède pas 9 ans. Il peut

(1) Le premier directeur nommé a été M. Mathonnet. La direction centrale a son siège à Paris. C'est la Maison du Blé, 28, Boulevard Raspail.

Les effectifs du personnel et sa rémunération ont été fixés par décrets ratifiés par les Chambres. Le personnel comprend 181 agents.

effectuer des ventes de meubles pour une valeur inférieure à 10.000 fr. et transiger jusqu'à concurrence de 15.000 fr.

Le Directeur représente l'Office en justice. Il accomplit toutes les formalités de main-levée, et représente l'Office dans les faillites et les liquidations judiciaires. Il accepte provisoirement les dons et legs.

Par ailleurs, il assiste avec voix consultative aux délibérations du Conseil Central.

II. — *Les Organes Délibérants.*

L'assemblée délibérante est le Conseil Central. Un Comité d'Administration, plus restreint, assure une liaison permanente entre le Conseil et le Directeur.

A) Le Conseil Central.

Le Conseil Central joue dans la marche du Service Public un rôle essentiel, puisque sa compétence, qui est absolument générale, s'étend à tout ce qui intéresse le fonctionnement administratif et financier de l'Office National et des Comités Départementaux. Aussi importe-t-il de préciser la façon dont sont désignés ses membres et les conditions dans lesquelles sont prises ses décisions.

Le Conseil Central de l'Office du Blé est composé de 52 membres :

- 30 représentants des producteurs,
- 9 représentants des consommateurs,

9 représentants de la meunerie,

4 représentants de l'Administration.

Cette répartition prétend représenter d'une façon aussi exacte que possible l'importance respective des différents intérêts mis en jeu par la législation nouvelle. Les discussions parlementaires ont été vives, lorsqu'il s'est agi de concilier les intérêts opposés des producteurs, des consommateurs et de la meunerie. Les amendements apportés au projet primitif ont abouti à renforcer la situation des producteurs à l'intérieur du Conseil.

A l'intérieur de chaque catégorie, les délégués sont désignés par les groupements intéressés. Les désignations sont faites de telle sorte qu'à l'intérieur de chaque délégation les différents groupements soient tous représentés.

Les consommateurs sont représentés par trois membres nommés par la fédération nationale des Coopératives de consommation, trois membres nommés par la Confédération générale du Travail et trois membres nommés respectivement par la Confédération Française des Travailleurs Chrétiens, la Fédération Nationale des Associations de Familles nombreuses, et la Confédération Nationale de l'Artisanat Français. Les représentants de la meunerie sont désignés par les organisations professionnelles de la meunerie petite, moyenne et grande, de la boulangerie rurale et urbaine, des pâtes alimentaires, de la semoulerie et des négociants en grains. Sur 30 représentants des cultivateurs, 11 sont désignés par l'assemblée permanente des Présidents des Chambres d'Agriculture et 18 par les Coopératives de Blé. Six d'entre ces der-

niers doivent être pris dans les départements de petite production. Enfin, les représentants de l'Administration sont nommés respectivement par les quatre Ministères intéressés : Agriculture, Finances, Economie Nationale et Intérieur.

Les fonctions sont gratuites. Les membres sont nommés pour trois ans et renouvelables par tiers chaque année. Ils peuvent être démis d'office pour absence inexcusée à trois séances consécutives du Conseil.

Le Conseil élit un bureau composé d'un Président et de trois Vice-Présidents. Il se réunit, soit d'office aux périodes déterminées par la loi ⁽¹⁾, soit sur convocation de son Président ou du Directeur de l'Office.

Les conditions dans lesquelles le Conseil Central doit prendre ses décisions ont été précisées par le décret d'application de la loi du 15 août 1936 ⁽²⁾.

Les décisions sont prises à la majorité absolue des membres présents, la voix du Président étant prépondérante en cas de partage.

Un quorum de 26 membres est exigé pour que le Conseil puisse valablement délibérer. Si ce nombre n'est pas atteint, une seconde réunion a lieu dans les quinze jours, sans qu'il soit, cette fois, exigé aucun quorum.

Lorsqu'il s'agit de déterminer le prix du blé ou de déci-

(1) Soit quatre sessions ordinaires : une session avant le 1^{er} février, une session dans la deuxième quinzaine de juin, une autre dans la deuxième quinzaine d'août, et une dernière avant le premier novembre.

(2) Décret du 26 août 1936, complété par le décret du 26 juillet 1937.

der d'effectuer des importations ou exportations, la décision n'est exécutoire que si les quatre cinquièmes des membres étaient présents et si elle a réuni les trois quarts des suffrages exprimés. Si cette majorité n'est pas réalisée, la décision appartient au gouvernement et doit être prise en Conseil des Ministres.

Ainsi les cultivateurs, qui disposent de 30 voix, pourraient-ils théoriquement imposer leur volonté pour toutes les décisions qui n'intéressent ni le prix du blé, ni l'importation, ni l'exportation.

Dans ces matières, au contraire, ce serait toujours le Gouvernement qui devrait prendre les décisions importantes, si des oppositions d'intérêts irréductibles devaient se manifester entre les différentes catégories de membres composant le Conseil.

B) Le Comité d'Administration.

Le Comité d'Administration est une émanation du Conseil Central. Il comprend les mêmes catégories de membres, mais les cultivateurs n'y disposent plus que de la moitié des voix moins une.

Le Comité d'Administration est, en effet, composé de 13 membres : le Président du Conseil Central, qui est en même temps président du Comité, six représentants des producteurs et six autres membres, dont deux représentent les consommateurs, deux autres la meunerie et deux autres l'Administration.

Ces membres sont désignés pour un an et pris dans le

Conseil Central, chaque catégorie élisant au scrutin secret ceux de ses membres qui la représenteront au Conseil d'Administration.

Le Comité se réunit au moins une fois par mois, et plus fréquemment si le Président du Conseil Central ou le Directeur le jugent utile. Un quorum de six membres est exigé pour que les délibérations soient valables, faute de quoi une seconde réunion doit être organisée.

Le Comité d'Administration présente le double avantage d'être d'une composition restreinte, et de se réunir périodiquement. Aussi le Conseil Central lui délègue-t-il une grande partie de ses attributions. Le Comité a délégation générale pour examiner le budget et les comptes, autoriser toutes les opérations effectuées en matière d'immeubles et de baux, et recevoir les dons et legs.

§ II. — LES COMITÉS DÉPARTEMENTAUX.

L'organisation départementale du service est copiée sur l'organisation centrale.

I. — *Le Pouvoir Exécutif.*

L'exécution matérielle des décisions prises par le Comité Départemental et par l'Office National est assurée dans chaque département par le Directeur des Services Agricoles, aidé par un personnel administratif nommé par le Préfet.

II. — *Les Organes Délibérants.*

L'assemblée délibérante est le Comité Départemental. Un bureau permanent, plus restreint, assure une représentation permanente du Comité.

A) Le Comité Départemental.

La composition du Comité Départemental est obligatoirement copiée sur celle du Conseil Central de l'Office du Blé. Les mêmes catégories doivent s'y retrouver. Le nombre des membres de chaque catégorie est déterminé par le Préfet, mais les conditions de nomination doivent être les mêmes que celles qui ont été déterminées pour l'Office National.

Le Comité Départemental comprend en plus deux membres de droit, qui ont tous les deux voix délibérative : le Directeur des Services Agricoles du département, et le Directeur des contributions directes. Le Président de la Caisse de Crédit Agricole régionale assiste également aux délibérations, mais avec voix consultative.

Le Comité élit son Président. Il se réunit comme le Conseil Central en sessions ordinaires, quatre fois par an, ou en sessions extraordinaires, sur convocation du Directeur des Services Agricoles, ou du Directeur de l'Office National.

Le budget, voté par le Comité, doit être approuvé par arrêté ministériel. L'agent comptable est le Trésorier Payeur Général du département.

Le Comité Départemental exécute les décisions législatives

et les ordres qui lui sont donnés par le Directeur de l'Office National.

Mais le Comité a également un rôle propre : il contrôle le marché en réglant le rythme des ventes, et peut émettre des avis, en particulier en ce qui concerne la régularisation des cours, et l'organisation de la production.

Les décisions que le Comité Départemental se trouve amené à prendre ne sont jamais définitives. D'une façon générale, toute décision du Comité peut, dans les dix jours, faire l'objet d'un recours intenté par le Directeur de l'Office National, et jugé par le Conseil d'Administration. De plus, les coopératives et les négociants peuvent s'élever en appel contre une décision qui les intéresse. L'appel est jugé par le Conseil Central. Il lui est soumis par l'intermédiaire du Directeur de l'Office qui donne son avis. L'appel doit intervenir dans les quinze jours de la notification de la décision à l'intéressé. Il est suspensif.

B) Le Bureau Permanent.

Un bureau permanent se réunit au moins une fois par mois pour régler les questions urgentes. Il est composé de cinq membres : le Président et les deux Vice-Présidents du Comité Départemental, le Directeur des Services Agricoles et le Directeur des Contributions Indirectes du département.

SECTION II.

**Organismes interposés
entre le Producteur et le Consommateur.**

Les organes administratifs n'interviennent pas directement dans les opérations d'achat ou de vente du blé. Mais le commerce du blé n'est pas libre. Le projet de loi sur l'Office du Blé prévoyait que seules les coopératives seraient habilitées à effectuer ces opérations. Les Chambres ont entendu sauvegarder les droits des négociants en blé; en leur permettant de continuer l'exercice de leur commerce, à la condition de se soumettre à une sévère réglementation.

Il en résulte que tout producteur de blé doit obligatoirement, pour vendre sa récolte, passer par l'intermédiaire d'une coopérative ou d'un négociant agréé.

§ I. — LES COOPÉRATIVES DE BLÉ.

Si les coopératives ne jouent pas dans la législation le rôle exclusif qui était primitivement prévu pour elles, elles y jouent, malgré tout, un rôle essentiel.

Répondent à la qualification de coopérative, les groupements suivants :

1) Les coopératives de blé, de meunerie et de meunerie-boulangerie ⁽¹⁾, constituées conformément à l'article 22 de la loi du 5 août 1920.

(1) Les coopératives de meunerie et de boulangerie ont été assimilées aux coopératives de blé par le décret du 16 juillet 1937.

2) Les groupements constitués en conformité de la même loi, c'est-à-dire les sociétés d'intérêt collectif agricole.

3) Les mêmes coopératives ou groupements qui modifieraient leurs statuts pour admettre des usagers. La loi du 15 août 1936, en effet, a prévu que les coopératives peuvent, sans perdre le bénéfice de la loi du 5 août 1920 et du décret-loi du 8 août 1935, s'adjoindre de simples usagers.

Pour les usagers, le lien coopératif est très faible. Ils doivent seulement participer aux frais de gestion proportionnellement aux quantités de blé livrées par eux à l'organisme. Ils peuvent très bien n'être pas eux-mêmes cultivateurs, mais se trouver détenir du blé, reçu, par exemple, en paiement de fermage ou de service. Au cours de la discussion parlementaire, le Ministre de l'Agriculture a fait observer qu'il y avait là un moyen de rallier à une coopérative des cultivateurs peu enclins à donner une adhésion complète.

La loi du 15 août 1935 précise que les Comités Départementaux décideront s'il y a lieu de provoquer et de faciliter la création de nouvelles coopératives de blé. Au moment du vote de la loi, il existait, en effet, 630 coopératives, chiffre très insuffisant si l'on considère que la coopérative doit être l'organe essentiel du Service Public nouvellement créé.

Mais il importe aussi d'éviter qu'à la faveur de la loi des groupements hâtifs et non viables ne se créent. Aussi est-il prévu, que toute création nouvelle ⁽¹⁾ devra être agréée par

(1) Soit toute création postérieure au 1^{er} janvier 1936.

le Comité Départemental compétent. Une circulaire ⁽¹⁾, adressée par le Directeur de l'Office du Blé aux Présidents des Comités Départementaux, a précisé que cet agrément était toujours un cas d'espèce, et qu'il ne pouvait être refusé sans avoir été examiné, pour la seule raison que l'organisation existante serait déjà suffisante.

La tendance est, en effet, à favoriser le développement de la coopération. Il a été précisé qu'une coopérative ne peut refuser d'accepter un usager qui acquitte régulièrement sa part des frais de gestion ⁽²⁾. Par ailleurs, aux exemptions fiscales dont bénéficiaient déjà les coopératives (impôt foncier, bénéfices commerciaux, chiffre d'affaires), s'ajoute une exemption nouvelle de tous droits de timbre et d'enregistrement sur leurs actes et écrits.

Enfin, il est créé une Caisse de Garantie, destinée à couvrir les pertes éventuelles jusqu'à concurrence de 70 %, et un Fonds Spécial destiné à l'attribution de primes aux coopératives pour l'acquisition ou la construction de silos. Le montant des cotisations est déterminé par le Conseil Central de l'Office.

§ II. — LES NÉGOCIANTS EN BLÉ.

Malgré l'opposition du Gouvernement et de la Chambre des Députés, le Sénat a rétabli dans la loi les droits du commerce du blé. A côté des coopératives, les négociants en blé

(1) Circulaire S.A. n° 2.222 du 5 décembre 1936.

(2) Circulaire S.A. n° 3.333 C 15 du 15 février 1937.

continuent à servir d'intermédiaires entre les cultivateurs et la meunerie. Mais ils sont soumis à une réglementation sévère.

Les négociants qui désirent exercer le commerce du blé doivent souscrire une déclaration auprès du Comité Départemental, qui tient un registre à cet effet.

Le Comité Départemental accepte d'office les déclarations des négociants établis avant le premier janvier 1936, à condition qu'elles n'émanent pas d'un meunier ou d'un boulanger, ceux-ci n'étant pas admis à exercer, en même temps que leur industrie, la profession de négociant. En ce qui concerne la création d'un fonds de commerce nouveau ou l'extension d'un fonds de commerce existant, le Comité Départemental a la faculté de donner ou de refuser son agrément ⁽¹⁾.

Les commerçants qui sont condamnés pour infraction à la législation du blé, ceux qui sont condamnés à des peines correctionnelles et ceux qui sont en état de faillite ou de liquidation judiciaire doivent être rayés du registre des déclarations.

Par ailleurs, les négociants en blé ne peuvent exercer leur profession que dans le cadre du service public nouvellement créé.

Ils ne peuvent acheter, stocker et livrer le blé qu'aux mêmes conditions et prix que les coopératives, et en respectant l'échelonnement des ventes prévu par la loi.

Ils doivent payer la cotisation imposée aux coopératives

(1) Recours peut être formé auprès du Conseil Central de l'Office du Blé.

en faveur de la Caisse de Garantie et du Fonds Spécial, dont pourtant ils ne peuvent pas profiter.

Ils sont enfin soumis à la surveillance des organes administratifs créés par la loi nouvelle. Leurs opérations sont étroitement contrôlées par le Comité Départemental et, en cas de fraude, très sévèrement pénalisées. Sans préjudice des pénalités attachées à la loi du 15 août 1936, toute infraction aux décisions du Comité Départemental entraîne une sanction qui peut aller jusqu'à l'interdiction de poursuivre l'exercice de la profession. Les différends survenant entre un négociant et son client au sujet de la qualité du blé sont obligatoirement arbitrés par le Comité Départemental qui, en ce cas, décide sans appel.

Par mesure de contrôle, le paiement du blé aux producteurs ne peut être fait directement. Il est obligatoirement effectué par l'intermédiaire d'une Caisse de Crédit Agricole.

Une question d'application s'est posée à propos des courtiers en grains. Il a été décidé ⁽¹⁾ que leurs déclarations seraient acceptées, à condition qu'ils puissent stocker effectivement, et pour leur propre compte, les blés dont ils se rendent acquéreurs, le cumul de la position de négociant et de celle de courtier dans deux départements étant interdite ⁽²⁾.

(1) Circulaire S.A. n° 3.000 C 12 du D² de l'Office du Blé, le 25 janvier 1937.

(2) Circulaire S.A. n° 3.333 C 15 du D² de l'Office du Blé, le 15 février 1937.

CHAPITRE II.

LA POLITIQUE DU BLÉ.

Un service public ne se conçoit pas sans une idée directrice qui l'inspire. En ce qui concerne le blé, la création d'un service public a correspondu à la volonté de lutter contre la crise de l'agriculture par d'autres moyens que ceux employés auparavant. La nouvelle politique du blé a pour objet de remplacer la libre détermination des prix par un système de fixation administrative.

Quelles qu'aient été les restrictions apportées à la liberté du commerce du blé, le principe restait, avant la loi du 15 août 1936 : la détermination des prix par la loi de l'offre et de la demande, avec son corrolaire : la libre concurrence.

La politique nouvelle poursuit la réalisation de deux objectifs essentiels, et d'ailleurs inséparables : la détermination administrative du prix du blé, et l'organisation du marché.

SECTION I.

La détermination du prix du blé.

La portée profonde d'une loi qui supprime la liberté du marché est facile à saisir. Mais, pour en prévoir les répercussions pratiques, il est nécessaire d'étudier les conditions dans lesquelles le prix du blé est déterminé.

§ I. — EPOQUE DE LA FIXATION DU PRIX DU BLÉ.

Si le prix du blé est fixé par un organe administratif, en l'espèce le Conseil Central de l'Office, il n'est pas pour cela invariable. Lors du vote de la loi, plusieurs amendements ont été déposés, tendant à faire spécifier que le prix du blé serait modifié en cours d'année, pour tenir compte soit d'une modification apportée à la définition de l'unité monétaire, soit d'un changement notable survenu dans la situation générale, constaté par exemple par la hausse de l'indice des prix de gros ⁽¹⁾. Ces amendements n'ont pas été votés, mais il a été précisé ⁽²⁾ qu'il entrerait dans les attributions du Conseil Central de modifier le prix du blé lorsque les circonstances le demanderaient.

Il semble cependant que le prix du blé doive en pratique rester invariable pendant l'année entière, à moins de circonstances exceptionnelles ⁽³⁾. La détermination de ce prix est faite en deux temps.

Dans la deuxième quinzaine de juin, le Conseil Central établit une prévision du rendement de la récolte nationale. Ce sont évidemment les Comités Départementaux qui lui fournissent les éléments d'étude. Les Comités Départementaux connaissent, en particulier, les déclarations d'emblavement faites entre le 15 avril et le 1^{er} mai par les cultivateurs.

(1) Voir en ce sens l'amendement soutenu par M. Goussu à la Chambre des Députés, séance du 3 juillet 1936.

(2) L'assurance en a été donnée par M. le Président de la Commission de l'Agriculture à la séance de la Chambre des Députés du 3 juillet 1936.

(3) Le prix du blé n'a pas été modifié à la suite de la dévaluation monétaire effectuée en 1936.

Puis, dans la deuxième quinzaine d'août, le Conseil Central établit le prix du blé (1).

§ II. — LA DÉTERMINATION DU PRIX DU BLÉ.

Les conditions dans lesquelles est établi le prix du blé résultent de l'article 9 de la loi du 15 août 1936, article capital dans une loi qui est avant tout une loi de revalorisation d'un produit agricole. L'étude de cet article permet déjà d'apercevoir les répercussions que la création de l'Office du Blé est perceptible d'avoir sur la vie économique de la nation.

La décision que prend le Conseil Central de l'Office a une portée générale, en ce sens que le prix du blé est valable pour le pays entier, ou tout au moins pour toute une région. Rien ne s'oppose théoriquement à ce que le Conseil ne décide de prix différents pour des places différentes, mais, dans la pratique, les différences de cours ne pourraient excéder le montant des frais de transport d'une place à l'autre sans risquer que la fraude ne se développe. Par ailleurs, le Conseil ne pourrait tenir compte que des conditions très générales qui seraient susceptibles de favoriser certaines régions au détriment des autres ; il ne peut matériellement pas pousser très loin l'étude de ces différences (2). Le prix

(1) Du moins le prix du blé tendre, car le prix du blé dur, cultivé exclusivement en Algérie, est fixé avant le 15 juillet.

(2) La discussion parlementaire a été, à cet égard, instructive (cf. Débats Parlementaires du Sénat, séance du 24 juillet 1936) :

M. Georges Monnet, Ministre de l'Agriculture. — ...Il est évident que l'idée

du blé a été déterminé pour la première fois en 1936 pour la totalité du territoire.

La décision que prend le Conseil Central doit, en second lieu, réunir l'adhésion des trois-quarts des suffrages exprimés, les quatre-cinquièmes des membres du Conseil étant effectivement présents. Au cas où ces deux conditions ne seraient pas réalisées, c'est au Gouvernement de prendre la décision, par décret en Conseil des Ministres.

Le projet de loi prévoyait que la décision devrait être prise à l'unanimité, faute de quoi interviendrait l'arbitrage du Gouvernement ⁽¹⁾. Au cours de la discussion parlementaire, il a été proposé par voie d'amendement que la décision soit prise, au contraire, à la majorité. Les adversaires du projet craignaient, en effet, que la décision, faute de pouvoir réunir l'unanimité, ne finisse par être prise chaque année par le Gouvernement, dont la volonté se substituerait à celle du Conseil Central. Les partisans du projet de loi arguaient, au contraire, de ce qu'il est impossible de laisser à une simple majorité la responsabilité de trancher une question d'intérêt

qui, à priori, semble la seule équitable est de fixer des prix régionaux...

M. Hervey. — ET même par ferme !

M. Georges Monnet. — ...en vertu de cette considération que si nous voulons garantir à chaque travailleur la légitime rémunération de son travail, il faut en effet d'efforcer de serrer de près la réalité.

Allant plus loin, M. Hervey m'interrompait en disant qu'il faudrait arriver à une fixation du prix par ferme. Conclusion : impossibilité totale !

M. Hervey. — Eh oui !

M. Georges Monnet. — Quelle est la seule voie possible ? C'est de faire en sorte de respecter l'usage établi : avoir un prix qui s'étende à toute la nation, avec le correctif qu'on a indiqué, déterminé par l'écart qui peut exister d'une région à l'autre, écart limité aux frais de transport.

(1) Le texte du projet de loi est le suivant :

« Si pour la fixation du prix du blé, l'accord n'est pas réalisé entre les membres du Conseil Central, la décision sera prise par le Gouvernement en Conseil des Ministres. »

général. Une solution transactionnelle a été adoptée, après plusieurs navettes entre la Chambre et le Sénat

Le texte définitif est le suivant :

« Toutes les décisions du Conseil Central et des Comités départementaux sont prises à la majorité absolue de leurs membres.

» Toutefois, les décisions concernant la fixation du prix du blé ne sont prises que si les quatre-cinquièmes des membres du Conseil Central sont présents. Elles ne sont exécutoires que si elles ont réuni les trois-quarts des suffrages exprimés. »

Il résulte de la rédaction définitive de l'article 9, que les représentants des producteurs ne peuvent à eux seuls obtenir la majorité nécessaire, mais qu'aucune majorité ne peut se former sans comprendre une partie au moins d'entre eux.

La décision prise par le Conseil ou par le Gouvernement doit obligatoirement tenir compte de certains éléments énumérés par la loi.

La décision doit être prise en fonction de la quantité totale de la récolte. Ainsi le Conseil obtiendra un premier élément d'approximation en divisant le chiffre qu'il estimera être le revenu normal d'une récolte, par le nombre de quintaux de blé effectivement récoltés.

En partant de cette donnée, le prix du blé sera déterminé par application au prix moyen des récoltes 1911, 1912 et 1913, d'un coefficient, qu'il appartient au Conseil de fixer. Mais le Conseil n'est pas absolument libre, car ce coefficient ne pourra pas être inférieur « au coefficient de majoration

moyen par rapport à 1914 de l'indice pondéré du prix de la vie, du taux des salaires » et, en général, de l'ensemble des charges pesant sur les exploitations agricoles (1).

Un certain parallélisme est ainsi établi entre l'évolution des cours et le mouvement général des prix.

§ III. — L'ECHELONNEMENT DES VENTES.

Le législateur s'est efforcé d'éviter les réalisations massives, au moment de la récolte, en rendant obligatoire l'échelonnement des ventes, et en accordant une prime de conservation au blé maintenu hors de la circulation.

Lorsque, dans la deuxième quinzaine de juin, le Conseil Central établit les prévisions de rendement de la récolte nationale, il doit déterminer en même temps les quantités de blé que les cultivateurs sont autorisés à livrer à la vente. Il s'agit là d'un blocage provisoire, qui sera rendu définitif lorsque le montant exact de la récolte sera connu. Les cultivateurs qui produisent moins de 100 quintaux en sont exemptés (2).

Avant le 1^{er} novembre, le Conseil Central doit déterminer l'échelonnement définitif, c'est-à-dire fixer les quantités de blé que les producteurs sont autorisés à vendre de mois en

(1) Ce texte résulte d'un amendement soutenu par M. Guy La Chambre. Le projet primitif ne prévoyait aucun coefficient minimum. Dans un sens opposé, plusieurs amendements ont proposé soit un prix minimum, soit un coefficient fixe.

(2) Au cours de la discussion parlementaire, le Ministre de l'Agriculture a précisé que les 9/10 des producteurs récoltent moins de 100 quintaux, et que ces petits producteurs font, au total, la moitié de la récolte.

mois. Cet échelonnement ne doit pas s'étendre au delà du 30 juin de l'année suivante ⁽¹⁾.

Mais cette mesure aurait été insuffisante si le cours du blé avait été déterminé par un seul chiffre pour toute l'année. Les cultivateurs auraient eu avantage à vendre immédiatement les quantités de blé détenues par eux et laissées libres par l'échelonnement, afin de pouvoir profiter de l'intérêt des sommes qui leur auraient été versées. Aussi le Conseil Central doit-il prévoir que le prix du blé sera chaque mois majoré d'une certaine somme destinée à couvrir les frais d'entretien du blé conservé par le cultivateur. Cette somme est la « prime mensuelle de magasinage, d'entretien et de gestion », déterminée par le Conseil Central en même temps que le prix du blé, et appliquée à partir du 1^{er} septembre ⁽²⁾.

§ IV. — ÉTABLISSEMENT DE BARÈMES, TENANT COMPTE DE LA QUALITÉ DU BLÉ.

Le prix du blé, tel qu'il est fixé par le Conseil Central de l'Office, ne peut être un chiffre unique. Il est nécessaire de prévoir des barèmes tenant compte du poids du blé à l'hecto-

(1) La première année du fonctionnement de l'Office, il a été décidé que les producteurs pourraient vendre mensuellement, au cours des mois de septembre octobre 1936, le 1/10 de leur récolte.

Des décisions ultérieures ont également prévu un échelonnement du 1/10 de la récolte pour les mois de novembre, décembre, janvier.

Il est bien entendu que les 100 premiers quitaux ne sont jamais soumis à l'échelonnement, la quotité du 1/10 se calculant sur le reste de la récolte.

(2) La prime mensuelle a été fixée pour 1936-1937 à 1 fr. du 1^{er} septembre au 31 janvier, et à 1 fr. 50 pour les autres mois.

Exemple : le blé a été payé 140 frs le quintal avant le 1^{er} septembre, et 148 fr. 50 en avril.

litre, d'une part, et de la présence d'impuretés, d'autre part.

Le prix fixé par le Conseil Central vaut pour le blé de qualité moyenne, c'est-à-dire faisant un certain poids à l'hectolitre. Suivant que le blé pèse plus lourd ou moins lourd à l'hectolitre que le blé dit de qualité moyenne, le prix sera majoré ou diminué suivant certains barèmes ⁽¹⁾. Au-dessous d'un certain poids, le blé est invendable.

Lorsque le blé présenté à la vente contient des impuretés, il y a lieu d'opérer des réductions sur le prix d'achat ⁽²⁾. Il y a toujours une marge de tolérance, et il y a souvent une limite au delà de laquelle le blé est déclaré invendable.

(1) C'est ainsi que, pour 1936, le prix de 140 frs par quintal était le prix du blé pesant 72 kg. l'hectolitre.

Au-dessus de ce poids des bonifications étaient allouées, à partir de 73 kg. par hectolitre.

Exemple : le blé pesant 77 kg. l'hectolitre était majoré de 5 fr. par quintal. Au-dessous de ce poids des réfections étaient opérées à partir de 71,5 kg. l'hectolitre.

Exemple : le blé pesant 68 kg. l'hectolitre donnait lieu à une réfaction de 1 fr. 50 par quintal.

Il en est de même pour le blé dur. Le prix de 145 frs le quintal s'est appliqué en 1936 au blé pesant de 78,5 kg. à 80 kg. l'hectolitre.

Des bonifications et des réfections étaient opérées de la même façon que pour le blé tendre.

Exemple : le blé dur pesant 82 kg. à l'hectolitre bénéficiait d'une prime de 3 frs par kilogramme.

Le blé dur pesant 82 kg. à l'hectolitre subissait une dépréciation de 1 fr. 25 par 500 grammes.

(2) Le prix de 140 frs par quintal s'appliquant au blé tendre de « qualité loyale et marchande », le prix payé a subi en 1936 une réduction de 1 fr., 2 frs ou 3 frs, suivant qu'il contenait plus de 2 %, 3 % ou 4 % d'impuretés. Au delà de 5 % le blé était invendable.

Les Comités Départementaux avaient à examiner des barèmes de réduction lorsque le blé contenait des matières inertes ou des grains nuisibles.

Des barèmes identiques ont été fixés pour le blé dur.

Exemple : 5 % de grains tendres dans le blé dur donnait lieu à une réduction de 0,75 % en valeur.

Des réductions étaient ainsi opérées pour les matières inertes, les grains mitadinés, les graines farineuses, les graines nuisibles (ivraie, ail, fenugrec), en cas de carie en grains, de blés boutés, mouchetés, charbonnés, piqués ou charançonés.

SECTION II.

L'organisation du marché.**§ I. — LA DIRECTION DU MARCHÉ.**

Les prix étant déterminés par voie d'autorité et la libre concurrence n'exerçant plus son action régulatrice sur les cours, l'organisation du marché devient une nécessité.

La surveillance du marché entre dans les attributions du Conseil Central et, plus particulièrement, dans celles du Comité d'Administration. Ces organes disposent des renseignements que recueillent les Comités Départementaux. Ces derniers ont, en effet, un rôle général de surveillance du marché local, avec le droit d'émettre des avis, en particulier en ce qui concerne la régularisation des cours et l'organisation de la production.

L'article 15 de la loi du 15 août 1936 précise, que le Conseil Central doit s'occuper de faciliter la répartition des blés des régions excédentaires vers les régions déficitaires.

Mais la surveillance du marché intérieur ne saurait suffire. Pour que l'Office du Blé ait vraiment la direction du marché, il est nécessaire qu'il contrôle les échanges extérieurs. Aussi la loi du 15 août 1936 a-t-elle donné à l'Office le monopole de l'importation et de l'exportation des blés, farines, semoules et sous-produits du blé.

§ II. — LE MONOPOLE DE L'IMPORTATION ET DE L'EXPORTATION.

L'importation et l'exportation peuvent être faites, soit à titre privé par une industrie de transformation, qui se fournit de blé étranger, soit à titre public, lorsque l'équilibre du marché intérieur l'exige.

Aux termes de l'article 16 de la loi du 15 août 1936, « le régime de l'admission temporaire des blés tendres et des blés durs est supprimé ». Ce régime était très impopulaire dans les milieux agricoles, où l'on estimait qu'il était à l'origine d'une fraude importante ⁽¹⁾. Mais, au cours de la discussion parlementaire, le Gouvernement a insisté sur la nécessité de laisser subsister les industries qui travaillent le blé pour l'exportation à l'étranger, en particulier, aux colonies. Aussi le régime de l'admission temporaire, a-t-il été seulement remplacé par un régime d'« exportation préalable », qui permet d'obtenir les mêmes résultats en supprimant le risque de non-réexportation. Le minotier qui im-

(1) Le Ministre de l'Agriculture a précisé sa position au cours de la séance de la Chambre des Députés du 3 juillet 1936 :

« Il est certain que l'opinion rurale a toujours été émue par ce qu'on lui a affirmé à propos de l'admission temporaire.

» Récemment, M. Briquet voulait bien rappeler devant la Commission de l'agriculture, lorsque celle-ci délibérait en ma présence sur cette question, qu'il avait dans la précédente législature, fait partie d'une commission d'enquête parlementaire qui, s'étant rendue partout où elle aurait pu relever des fraudes, n'en avait constaté nulle part.

» Elle avait étudié toutes les dénonciations. Elle n'avait trouvé sur aucun point la confirmation que l'admission temporaire donnait lieu aux fraudes dont on avait parlé. Il reste que, dans l'opinion rurale, le régime de l'admission temporaire donne toujours le sentiment que les blés exotiques importés avec possibilité de séjourner durant deux mois sur notre territoire, peuvent permettre toutes sortes de fraudes.

» ...Je me suis rallié à la position prise par la Commission de l'agriculture quand elle a dit : " Finissons-en avec ce régime „ „ »

porte du blé étranger, devra prouver avoir exporté, au préalable, une quantité de grains ou de produits farineux équivalente.

Ses opérations sont effectuées à titre privé, mais elles doivent être faites par l'intermédiaire de l'Office du Blé et sous son contrôle.

Des licences sont accordées pour une quantité de blé proportionnelle à la moyenne des exportations effectuées l'année précédente par le requérant, sans pouvoir excéder, pour trois mois, 10 % des quantités mises en œuvre par lui le trimestre précédent. Ces licences sont octroyées dans la limite d'un contingent global ⁽¹⁾. Un versement provisionnel est exigé.

La compensation du blé en grain par la farine ou les produits farineux est effectuée conformément à des barèmes officiels. Des échantillons types de farine sont établis.

L'exportation a évidemment lieu aux cours mondiaux. Le prix du blé importé est déterminé par l'Office National. La prime octroyée à l'importateur, destinée à compenser les droits de douane, ne pourra jamais être supérieure ⁽²⁾ à ceux-ci.

En dehors de ces opérations, qui n'affectent pas la situation du marché intérieur, l'Office du Blé doit lui-même se préoccuper d'équilibrer l'offre et la demande de blé, c'est-à-dire décider des quantités qu'il est nécessaire d'importer,

(1) 800.000 quintaux pour 1936. Arrêté B du 5 novembre 1936.

(2) La ristourne a été fixée pour 1936 à 81.70 frs.

si la récolte est déficitaire, ou d'exporter, si la récolte est excédentaire.

Cette décision doit intervenir avant le 1^{er} février, mais elle est toujours sujette à révision. Elle doit être prise dans les mêmes conditions de majorité que celles qui sont exigées pour la fixation du prix du blé.

En cas de récolte excédentaire, le Conseil Central doit décider que le surplus de la récolte sera stocké ou exporté. Il est très important de préciser à quel prix sera payé le blé exporté, et quels producteurs fourniront ce blé. En effet, suivant que le blé est acheté par l'Office, au cours intérieur ou au cours mondial, le producteur profite intégralement de l'accroissement de sa récolte ou, au contraire, participe aux risques de surproduction. Le second système a été adopté : le blé exporté doit être payé à un « prix différentiel », fixé par le Conseil Central et qui sera vraisemblablement le cours mondial (1).

Il importe, dès lors, de savoir à qui incombera la charge de fournir ce blé d'exportation. Il a été décidé que cette charge serait supportée par les responsables de la surproduction, c'est-à-dire par les producteurs ayant développé leurs cultures. A cet effet, l'Office établira pour chaque producteur un contingent de production, en supposant son assolement normal. Ce calcul est possible, puisque l'Office connaît les quantités de blé produites l'année précédente par

(1) Un système mixte a été adopté, par mesure transitoire, en ce qui concerne les récoltes de 1936 et 1937. En cas de récolte excédentaire, le blé fourni pour l'exportation ne pouvait être payé moins de 20 % du prix officiel.

chaque cultivateur. L'excédent à exporter sera demandé aux producteurs qui auront dépassé le contingent assigné. Il sera réparti entre eux suivant un barème progressif, les producteurs ayant vendu, l'année précédente, moins de 50 quintaux ⁽¹⁾ étant exemptés du prélèvement ⁽²⁾.

En cas de récolte déficitaire, c'est le Conseil Central qui déterminera la quantité de blé qu'il sera nécessaire d'importer et le prix auquel ce blé sera cédé à la consommation.

Toute une série de précautions ont été prises, pour que cet apport extérieur soit limité au chiffre strictement nécessaire. Comme pour l'exportation, le Conseil Central prend, à la majorité des 3/4, et avant le 1^{er} février, une décision toujours susceptible d'être rectifiée suivant les indications nouvelles qui peuvent parvenir à l'Office. De plus, il ne pourra y avoir importation qu'en cas d'insuffisance quantitative ou qualitative des blés français, dûment reconnue par le Conseil Central de l'Office. Il faut que tous les autres moyens aient été épuisés : il faut, par exemple, que les blés durs africains aient été utilisés, et que l'opportunité de mettre sur le marché le stock de sécurité, ait été envisagée.

(1) Le projet de loi faisait état du chiffre de 100 quintaux. Mais le Ministre s'est rallié à la correction faite par la Commission de l'Agriculture, car ce chiffre aurait eu pour conséquence de laisser la charge de l'exportation à 1/10 seulement des producteurs.

(2) Par mesure transitoire, pour les récoltes de 1936 et 1937, l'excédent à exporter devait être réparti entre tous les producteurs ayant vendu plus de 100 quintaux l'année précédente, au prorata de la moyenne des trois dernières récoltes.

CHAPITRE III.

LE COMMERCE ORGANISÉ DU BLÉ.

Il est difficile de parler de commerce du blé là où il existe un prix légal. Mais les intermédiaires qui, avant la loi du 15 août 1936, mettaient en rapport les producteurs et les meuniers, n'ont pas disparu dans la législation nouvelle. Au contraire, leur intervention est devenue obligatoire.

Le rôle essentiel du commerce dans un régime de libre concurrence, est de participer à l'établissement des cours et, par suite, à l'équilibre automatique de la production et de la consommation. Ce rôle a disparu avec la création d'un service public, puisque le prix du blé est fixé de façon invariable, et que l'équilibre de la production est assuré par un organisme officiel.

Le rôle des intermédiaires — coopératives et négociants en blé — se borne désormais à centraliser matériellement le blé produit pour le mettre à la disposition de l'industrie de transformation du blé en farine.

Il convient de préciser quels sont désormais les droits et les devoirs du producteur qui vend son blé, d'une part, et du transformateur qui achète ce blé, d'autre part.

SECTION I.

Position du producteur vis-à-vis du Service Public.

Il est imposé des obligations très strictes au producteur qui désire vendre sa récolte, mais celui-ci a, en contre-partie, le droit absolu au paiement de son blé dans les conditions et délais déterminés par les lois en vigueur.

§ I. — OBLIGATIONS IMPOSÉES AUX PRODUCTEURS.

Les producteurs doivent déclarer leur récolte. Ils ne peuvent en disposer librement.

I. — *Les déclarations.*

Deux déclarations sont exigées des cultivateurs : une déclaration d'emblavement et une déclaration de récolte.

La déclaration d'emblavement doit être faite entre 15 avril et le 1^{er} mai. Le cultivateur doit indiquer la superficie des terres labourables qu'il a ensemencées en blé. Cette déclaration sert à une double fin : elle donne à l'Office un renseignement essentiel pour l'établissement d'une prévision de la récolte nationale ⁽¹⁾, et sert à contrôler la déclaration de récolte qui sera faite ultérieurement par le cultivateur.

La déclaration de récolte doit être faite avant le 30 septembre. Le cultivateur doit déclarer le montant total de sa

(1) Prévision faite par le Conseil Central dans la deuxième quinzaine de juin.

récolte (1). Si les battages ne sont pas encore terminés au 30 septembre, c'est une déclaration provisoire que fait le cultivateur. Il devra la rectifier avant le 15 juin de l'année suivante.

Ces déclarations sont faites à la mairie de la commune, où se trouve le siège de l'exploitation (2). Elles y seront affectées.

Le cultivateur reçoit un récépissé de ses déclarations. Ces récépissés devront être présentés lors de la première vente à une coopérative ou à un négociant.

Des amendes sanctionnent le défaut de déclaration et l'inexactitude des renseignements fournis (3).

II. — *Vente de la récolte.*

A) Régime de droit commun.

Les cultivateurs ne peuvent vendre leur blé qu'à une coopérative (4) ou un négociant en blé agréés.

Cette règle est essentielle. Il peut paraître excessif de faire supporter à des blés des frais de transport élevés pour les amener d'abord de la ferme au magasin coopératif, puis du

(1) Tous les cultivateurs sont soumis à ces deux déclarations. Il n'est pas fait d'exception pour ceux qui consommeraient intégralement leur blé.

La déclaration de récolte doit comprendre tout le blé récolté, c'est-à-dire additionner aussi bien le blé destiné à la vente, que celui réservé aux semences, à la consommation familiale, ou au paiement du fermage.

La déclaration de récolte doit indiquer la coopérative ou l'organisme assimilé auquel le producteur désire vendre sa récolte.

(2) La déclaration de récolte doit indiquer s'il est fait des déclarations en d'autres mairies.

(3) Amende de 50 à 100 frs, majorée du quintuplé des droits fraudés.

(4) Ou les organismes créés en conformité de l'article 22 de la loi du 5 août 1920.

magasin coopératif au moulin. Mais c'est là le seul moyen d'éviter des marchandages, que l'on pourrait redouter à juste titre, si des relations directes entre le minotier et le cultivateur pouvaient être maintenues.

Il importe, toutefois, de ne pas faire renaître entre les organismes acheteurs, la concurrence que la loi a précisément pour but de faire disparaître. D'une part, un détenteur de blé ne peut être membre ou usager que d'une seule coopérative pour chacune de ses exploitations ⁽¹⁾, de même qu'il ne peut vendre qu'à un seul négociant. D'autre part, les coopératives et les négociants sont tenus d'acheter tout le blé offert. Il fallait éviter, en effet, qu'un organisme acheteur puisse « écrémer » la production en n'acceptant que la meilleure partie de la récolte ⁽²⁾.

Les organismes acheteurs doivent envoyer régulièrement au Comité Départemental des bordereaux mensuels, donnant le détail de leurs opérations d'entrée et de sortie des blés et la désignation des acheteurs et des vendeurs. Ces bordereaux serviront au contrôle des opérations de l'organisme acheteur et des déclarations de récolte faites par les cultivateurs.

(1) Mais il peut s'adresser à la coopérative de son choix, si éloignée soit-elle du lieu de son exploitation.

(2) Par contre le cultivateur reste libre de vendre une partie de sa récolte à un négociant, et l'autre partie à une coopérative dont il est adhérent ou usager.

Il n'y a qu'un cas où le négociant peut refuser d'acheter la totalité de la récolte qui lui est offerte : c'est lorsqu'il déclare cesser ses opérations faute de ressources suffisantes. Mais en ce cas, la Caisse de Crédit Agricole régionale est avertie, et elle doit refuser de servir d'intermédiaire pour toute autre opération intervenant avant la fin de la période annuelle. Le négociant a perdu tout droit d'acheter à nouveau du blé.

B) Régimes dérogatoires au droit commun.

a) Régime de l'échange.

Par exception, il peut y avoir échange ou livraison directe de blé, dans des cas strictement déterminés par la loi.

La possibilité d'échanger du blé contre de la farine ou du pain, ou d'échanger de la farine contre du pain, sans passer par l'intermédiaire d'un organisme agréé, a été prévue par la loi. Mais cette faculté est un privilège accordé en raison d'usages anciens, et les textes doivent être interprétés restrictivement.

Il faut, pour que le privilège joue, que l'échange existe déjà sous forme d'usage local, cet usage étant reconnu par arrêté préfectoral (1).

Peuvent se prévaloir de ce privilège, quatre catégories de personnes :

1) Les habitants de certaines régions montagneuses qui ne pratiquent pas la culture du blé.

2) Ceux qui récoltent eux-mêmes leur blé : fermiers, métayers, producteurs propriétaires de leur exploitation.

3) Ceux qui sont habituellement payés en blé : ouvriers agricoles et artisans ruraux. Il faut faire constater, que ce mode de paiement constitue bien une habitude et non une innovation.

4) Le propriétaire, dont le fermage est payable en blé,

(1) Un amendement Harent avait proposé au Sénat que ce privilège soit généralisé à toute la France. Il a été repoussé, comme risquant de soustraire une trop grande quantité de blé à la réglementation légale.

s'il est domicilié dans la commune de l'exploitation, ou dans une commune limitrophe. Le père et la mère qui auront abandonné leur propriété à leurs enfants, sous réserve de recevoir annuellement le blé nécessaire à leur consommation.

Il s'agit d'un privilège familial, calculé à raison de 4 quintaux par an pour chaque personne vivant sous le même toit, en y comprenant les personnes qui, sans habiter la maison familiale, y travaillent d'une façon régulière ⁽¹⁾.

Pour bénéficier de ce privilège, les intéressés feront à la mairie une déclaration, indiquant les quantités de blé qui seront échangées, les personnes qui justifient ce droit d'échange, et le boulanger qui fournira le pain. Cette déclaration, visée par le maire, sera remise au boulanger ou au meunier échangiste, tenu, à son tour, de justifier des quantités de blé reçues ou mises en œuvre par lui ⁽²⁾.

b) La livraison directe à la meunerie.

Pour des raisons analogues, il a fallu prévoir, dans certains cas, la livraison des blés aux meuniers.

Trois dérogations sont prévues par la loi du 15 août 1936.

1) Le producteur, qui possède un moulin sur son exploitation, reste libre ⁽³⁾ de traiter directement son blé. Il n'en reste, d'ailleurs, pas moins tenu de faire les déclarations pré-

(1) Il faut se reporter à la loi du 17 mai 1934.

(2) Le décret du 26 août 1936 oblige les meuniers et boulangers échangistes à tenir des comptes individuels mentionnant les quantités entrées et les quantités sorties au titre de l'échange, avec un répertoire alphabétique.

(3) Encore faut-il qu'il se fasse autoriser par la coopérative dont il dépend. (Circulaire S.A. n° 2222 du Directeur de l'Office du Blé, le 5 décembre 1936.)

vues par la loi et de participer à l'échelonnement des ventes et, éventuellement, aux mesures d'exportation.

2) Les coopératives de meunerie et de boulangerie sont assimilées aux coopératives de blé, afin que leurs membres puissent livrer directement leur blé au moulin coopératif. Mais il faut que la coopérative de meunerie ait pour objet exclusif d'écraser le blé provenant de la récolte de ses propres adhérents.

3) Les coopératives peuvent elles-mêmes autoriser la livraison directe des blés à la minoterie, pour éviter des frais de transport ou de manipulation. Dans ce cas, la coopérative conserve le contrôle de l'opération et elle effectue elle-même le paiement.

Il a été précisé que ces autorisations doivent demeurer exceptionnelles ⁽¹⁾, et qu'elles ne peuvent, en aucun cas, être accordées par les négociants ⁽²⁾.

En outre, les meuniers doivent acquitter une taxe égale à la marge de rétrocession déterminée pour les coopératives. Le produit de cette taxe est affecté à la Caisse de Garantie.

§ II. — LE PAIEMENT DU BLÉ PRÉSENTÉ A LA VENTE.

I. — *Epoque du paiement.*

Pour se représenter la situation du détenteur de blé, il faut tenir compte, d'une part, de la date à laquelle celui-ci

(1) Circulaire S.A. n° 2222 du Directeur de l'Office, le 5 décembre 1936.

(2) Circulaire S.A. n° 777 du Directeur de l'Office, le 14 octobre 1936.

a présenté son blé à la vente et, d'autre part, des possibilités de stockage de la coopérative.

Il se peut, que le producteur entende vendre immédiatement son blé, faculté qui ne saurait lui être refusée. Mais il se peut aussi, que le producteur diffère sa vente, soit qu'il ne soit pas pressé de vendre ⁽¹⁾, soit qu'il ne puisse pas vendre, étant soumis à l'échelonnement obligatoire.

Il se peut, par ailleurs, que les coopératives ne soient pas à même de prendre livraison immédiate de tout le blé qui leur est présenté. Si elles ne peuvent refuser de régler tout de suite ce blé, du moins peuvent-elles exiger qu'il soit provisoirement conservé chez le producteur ⁽²⁾.

En combinant les dispositions légales avec les cas d'espèces qui résultent de la pratique courante, il est possible de prévoir trois situations différentes.

1) Le producteur présente son blé à la vente et la coopérative est disposée à en recevoir livraison immédiate.

Cinquante quintaux doivent être payés comptant, soit en espèces, soit par chèque. Ce chiffre peut être porté à soixante-quinze quintaux par le Conseil Central, lorsque la récolte est déficitaire.

(1) Le producteur peut n'être pas pressé de vendre, puisque le prix du blé s'augmente, de mois en mois, d'une prime d'entretien.

(2) Au cours de la séance du 3 juillet 1936 à la Chambre des Députés, le Ministre de l'Agriculture a pris l'engagement de veiller à ce que les coopératives usent de cette faculté d'une façon équitable sans favoriser aucun membre.

Pour le surplus, la coopérative ne verse qu'un acompte, s'élevant aux deux-tiers de la valeur du blé livré ⁽¹⁾.

2) Le producteur présente son blé à la vente, mais la coopérative en diffère la livraison.

La coopérative est tenue de payer comptant la valeur de cinquante ou soixante-quinze quintaux, suivant les années.

Le surplus de la récolte ne sera payé au producteur que le jour de la livraison effective. Il sera réglé au cours du jour, c'est-à-dire compte tenu de la majoration mensuelle.

Mais le vendeur, qui se voit imposer une livraison différée, peut exiger de la coopérative un acompte qui peut aller jusqu'aux trois-quarts de la valeur actuelle du blé proposé à la vente. Cet acompte est accordé par la coopérative sans intérêts ⁽²⁾. Les frais de surveillance du blé, stocké chez le producteur, incombent à la coopérative ⁽³⁾.

3) Le producteur ne présente pas immédiatement son blé à la vente.

La vente n'étant pas demandée, le producteur ne recevra évidemment aucun acompte.

Le producteur supporte les risques de détérioration de la

(1) La coopérative ne pourrait d'ailleurs pas payer la valeur totale de la récolte, car la réduction du prix que le producteur doit éventuellement supporter en cas d'exportation forcée, n'est pas encore déterminée. On sait que c'est précisément à partir de cinquante quintaux que le producteur est soumis à l'exportation forcée.

(2) Il s'agit d'un acompte, et non d'un prêt. Le point a été précisé par la Commission de législation du Sénat. (Débats Parlementaires, séance du 24 juillet 1936, p. 863.)

(3) La coopérative devra elle-même faire figurer à ses frais généraux la taxe de surveillance prévue à la charge des producteurs qui conservent leur blé sans le présenter à la vente. Il importe, en effet, que les frais occasionnés par l'insuffisance des locaux soient également supportés par tous les membres.

récolte, et doit payer, s'il fait warranter sa récolte, une taxe de surveillance, destinée à compenser les frais de contrôle que la coopérative engage pour s'assurer de l'existence et de l'état de conservation des blés.

Mais le producteur a la possibilité de se faire accorder une avance par la Banque de France, pour une valeur qui peut atteindre les deux tiers de la valeur de la récolte. Il ne s'agit plus d'un acompte, mais d'un véritable prêt, portant intérêt. Cette avance est accordée sous la forme suivante : un warrant ou un effet est souscrit par l'emprunteur, c'est-à-dire par le détenteur de blé, à l'ordre de la coopérative dont il relève. Ce warrant est avalisé par l'Office du Blé, et peut être immédiatement escompté auprès de la Banque de France.

II. — *Modalités de paiement.*

Les modalités de paiement n'ont pas, en général, été précisées par la loi du 15 août 1936. Elles sont indiquées dans les décrets d'application de la loi, les arrêtés ministériels et, surtout, dans les circulaires adressées, par le Directeur de l'Office du Blé aux présidents des Conseils Départementaux. A défaut de texte, il faut s'en référer aux usages régionaux ⁽¹⁾.

Il ne devrait pas y avoir de discussion sur le prix du blé, qui est déterminé par des barèmes officiels. Ces barèmes

(1) C'est ce qu'il ressort des discussions parlementaires. Le Ministre de l'Agriculture a insisté à plusieurs reprises sur le fait qu'il n'entendait pas légiférer contre les usages admis et qu'il voulait au contraire laisser à ce sujet une certaine liberté d'interprétation aux Comités Départementaux.

sont obligatoirement affichés à la mairie, dans les locaux des coopératives et organismes assimilés, et chez les négociants. Le prix est, en principe, le prix du blé « rendu gare ou magasin de l'acheteur par les moyens habituels de l'agriculteur ». Il n'en serait autrement qu'en cas « d'usages locaux constatés et reconnus par le Comité Départemental » (1).

Mais il peut y avoir discussion sur la qualité du blé proposé à la vente. Les barèmes officiels donnent le prix du blé en fonction de son poids spécifique, étant convenu qu'il s'agit du poids du blé naturel et non du poids du blé brossé. En cas de désaccord sur la qualité, c'est le Comité Départemental qui arbitre, sans appel, le différend.

Des circulaires du Directeur de l'Office du Blé (2) ont précisé qu'il y avait avantage pour les Comités Départementaux, à faire appel à des experts. Les frais sont imputés, comme il est d'usage, à la partie perdante pour tout ou partie, suivant qu'elle est elle-même déboutée pour tout ou partie (3).

SECTION II.

Position du Meunier vis-à-vis du Service Public.

Le meunier, qui désire acheter du blé pour le transfor-

(1) Circulaire S.A. n° 2222 du D² de l'Office le 5 décembre 1936.

(2) Circulaires S.A. n° 168 du 15 août 1936 et S.A. n° 777 du 14 octobre 1936 qui conseillent notamment comme experts : le Directeur du Service Agricole du département déjà membre du Comité ; les experts agréés près les Cours et Tribunaux ; les courtiers assermentés près la Bourse de Commerce ; les experts en douane, adjoints et commisaires en douane de l'article 90 du Code des Douanes ; elles conseillent le recours aux laboratoires et stations d'essais.

(3) Circulaire S.A. n° 3333 du D² de l'Office le 15 février 1937.

mer en farine, se trouve en présence d'un service public. Il lui faut, en conséquence, se soumettre aux règles qui déterminent les conditions de vente, et aux dispositions de contrôle prises pour assurer la bonne exécution de ces règles.

§ I. — RÉGLEMENTATION DES OPÉRATIONS.

Les règles édictées par la loi ont pour objet de mettre en jeu le monopole de la vente, institué au profit des organismes agréés, et d'assurer une répartition convenable des commandes dans le temps.

I. — *Le monopole de la vente.*

Les coopératives et les négociants en blé agréés sont les intermédiaires, imposés par la loi, entre les cultivateurs qui produisent le blé, et les minotiers qui le traitent. Il en résulte une obligation pour les minotiers et semouliers de s'approvisionner exclusivement auprès de ces organismes.

A) Prix de vente du blé.

C'est le Conseil Central de l'Office qui fixe le prix de rétrocession du blé à la meunerie.

Cette décision doit être prise aux mêmes conditions de majorité que la décision concernant le prix d'achat du blé aux producteurs. Une telle décision, en effet, est très grave, car elle comporte une détermination indirecte du prix de la farine et du pain. La majorité des trois-quarts est requise,

les quatre-cinquièmes des membres du Conseil étant présents (1).

B) Réception en qualité et paiement du prix.

Pour éviter toutes contestations, la réception en qualité est obligatoirement effectuée au départ des magasins des coopératives et des négociants.

Les coopératives sont tenues d'exiger le paiement comptant de leurs blés par les minotiers.

II. — *Rythme des livraisons.*

D'après la loi du 15 août 1936 (2), « le Conseil Central de l'Office doit régler le rythme des livraisons des différents organismes vendeurs, de manière à assurer un écoulement proportionnel des blés détenus par chacun d'eux ».

Cette disposition entre bien dans les attributions du Conseil Central, puisque celui-ci doit organiser et régulariser le marché.

Il faut remarquer que, d'après ce texte :

— Tous les organismes vendeurs, quels qu'ils soient, coopératives ou négociants, sont soumis au rythme des ventes.

— Un contingent sera déterminé pour chaque organisme en particulier.

(1) En vertu de la décision prise par le Conseil Central en fin août 1936, le prix de rétrocession du quintal de blé à la menuiserie est fixé à 2 francs au-dessus du prix d'achat valable pour le mois en cours, tel qu'il résulte du prix officiel du blé.

(2) Article 18, alinéa 1^{er}.

— Ce contingent devra être proportionnel à l'activité commerciale de chaque organisme.

En pratique, le rythme des livraisons a été appliqué dès la première année du fonctionnement de l'Office. Il a été mis sur pieds de la façon suivante :

a) Le Conseil Central a déterminé la cadence d'écoulement des blés entre les coopératives ou négociants et les meuniers, pour la campagne 1936-37.

Cette cadence a été fixée aux trois-douzièmes de la récolte totale pour le trimestre septembre-octobre-novembre, puis au douzième de la récolte par mois, jusqu'à la fin de la campagne.

Cette cadence a été fixée aux trois-douzièmes de la récolte de l'année dans le département considéré. Le montant de la récolte est connu par les déclarations faites par les producteurs.

b) Les Comités Départementaux ont été chargés de répartir le contingent ainsi déterminé pour le département, entre les différents organismes vendeurs.

Pour cette répartition, ce n'est plus le montant de la production qui est pris en considération : ce sont les disponibilités existant effectivement dans les magasins des organismes vendeurs ⁽¹⁾. Un contingent est déterminé pour cha-

(1) Dans le cas où certains organismes, disposant de magasins importants, auraient emmagasiné des blés de leurs adhérents ne pouvant être mis en vente en raison des règles de l'échelonnement des ventes, le stock constitué par ces livraisons anticipées ne devrait pas être pris en considération.

Par contre, en cas de livraison différée, le $\frac{1}{4}$ des quantités placées sous ce régime doit être pris en considération.

(Circulaire S.T. n° 314 du Directeur de l'Office du Blé du 30 octobre aux Présidents des Comités Départementaux.)

cun de ces organismes, proportionnellement aux quantités détenues par eux au cours du trimestre précédent.

Pour éviter que les blés ne se trouvent bloqués au début de chaque mois, avant que l'autorisation de livrer ne parvienne aux organismes, un contingent provisoire peut être accordé, égal aux deux-tiers ou aux trois-quarts du contingent du mois précédent ⁽¹⁾.

§ II. — CONTRÔLE DES OPÉRATIONS.

Pour assurer la régularité des opérations, effectuées par les meuniers, un double contrôle a été prévu, à la circulation et chez le meunier.

I. — *Contrôle à la circulation.*

A partir du moment où les blés quittent les magasins des coopératives ou des négociants et, d'une façon plus générale, à partir du moment où les blés quittent les centres de stockage, ils entrent dans le « circuit commercial », et ne peuvent circuler qu'accompagnés d'un titre de mouvement.

Toute introduction de blé au moulin doit, en conséquence, pouvoir être justifiée. Cette justification consistera, soit ⁽²⁾ :

— Dans un titre de mouvement, délivré par l'Administration des Contributions Directes ⁽³⁾.

(1) Avis paru au J. O. du 13 septembre 1936, page 9795.

(2) Circulaire S.T. n° 1028 du Directeur de l'Office du Blé du 11 février 1937 aux Présidents des Comités Départementaux.

(3) Les titres sont délivrés à la recette ruraliste. Des registres de congés peuvent être remis contre paiement du prix des timbres aux personnes qui justifient de la qualité d'expéditeurs en blés.

Ces titres de mouvement ne seront délivrés que si les dispositions, arrêtées par le Comité Départemental, en ce qui concerne l'écoulement des blés, sont respectées.

Les blés d'importation circulent également avec un titre de mouvement, la main levée en douane ne pouvant être obtenue que sur présentation du titre.

— Dans une autorisation de « livraison directe », délivrée par la coopérative qui autorise cette opération ⁽¹⁾.

— Dans une déclaration du cultivateur ou une attestation du boulanger en cas de « blés d'échange ».

La circulation des blés non loyaux et marchands se fait également sous titre de mouvement, bien que ces blés ne soient pas soumis aux règles de l'échelonnement des ventes. Les livraisons figurent sur des registres spéciaux et les titres portent la mention : « Blé non loyal et marchand ».

II. — *Contrôle chez le Meunier.*

A) Déclarations d'existence.

Tout exploitant de moulin doit prendre position de minotier, par une déclaration d'existence, faite à la recette buraliste, indiquant notamment la capacité de production du moulin ⁽²⁾.

(1) Des dispositions complémentaires doivent intervenir.

(2) La déclaration faite par le meunier doit indiquer : son nom — la situation du moulin — la nature de la production — la capacité de production par 24 heures.

B) Tenue de registres.

Le minotier doit tenir des registres, cotés et paraphés, sur lesquels sont portées toutes opérations.

Trois colonnes doivent être prévues, dans lesquelles sont portées les opérations concernant respectivement le blé loyal et marchand, le blé non loyal et marchand, le blé de semences.

Toutes les entrées et les sorties doivent être portées sur les registres, avec référence au titre de mouvement obtenu.

Une récapitulation de la quantité de blé mise en œuvre et de la quantité de pain obtenue doit être faite chaque jour ⁽¹⁾.

Les stocks doivent être calculés chaque mois.

Tous les registres doivent être conservés cinq ans.

(1) Les minotiers doivent acquitter la taxe à la mouture en raison du nombre de quintaux de farine destinée à la consommation humaine qu'ils produisent.

La loi du 15 août 1936 en a modifié le tarif dans la mesure suivante :

	Décret de codification du 24 avril 1936, art. 29	Loi du 15 avril 1936
Exonération à la base	10.000 q ^x	8.000 q ^x
Meuniers produisant plus de :		
8.000 quintaux par an	3,20 frs/q.	4,00 frs/q.
70.000 quintaux par an	3,60 frs/q.	4,50 frs/q.
100.000 quintaux par an	4,00 frs/q.	5,00 frs/q.

CHAPITRE IV.

L'ORGANISATION FINANCIERE.

Les coopératives jouent, dans l'organisation nouvelle du marché du blé, un rôle essentiel, puisqu'elles sont chargées d'assurer, non seulement l'écoulement de la récolte au prix fixé par le Conseil Central, mais aussi le financement de cette récolte. Achetant et vendant le blé à des cours et dans des conditions déterminées par voie administrative, les coopératives ont très peu de liberté pour organiser leur Trésorerie. Elles doivent, en plus, se procurer les ressources nécessaires pour consentir aux producteurs des avances sans intérêts.

L'organisation financière doit permettre de couvrir les frais de gestion des coopératives et les frais d'administration de l'Office.

SECTION I.

L'organisation financière des Coopératives.

Les coopératives peuvent recevoir immédiatement le blé, qu'elles achètent, ou en différer la livraison. Dans le premier cas, elles couvrent, en principe, leurs dépenses, grâce à leur propre Trésorerie. Dans le second cas, elles ont recours à des ressources spéciales.

§ I. — DÉPENSES AFFÉRENTES AU BLÉ EFFECTIVEMENT REÇU.

Les dépenses des coopératives sont de trois ordres : frais de premier établissement, frais de conservation du blé, frais de financement de la récolte.

Les charges de premier établissement sont appelées à être considérables. Le mouvement coopératif est favorisé par les Pouvoirs Publics, la livraison différée reste un procédé peu satisfaisant : il sera nécessaire de construire un grand nombre de greniers et de silos. Les coopératives, nouvellement créées, se trouvent dans une position défavorable vis-à-vis des coopératives anciennes, qui possèdent déjà leurs installations. Aussi un fonds spécial a-t-il été créé, destiné à fournir des subventions aux coopératives qui ont à supporter les charges d'intérêts et d'amortissement des capitaux investis dans ces installations. Ce fonds spécial est alimenté par une cotisation perçue en même temps que celle de la Caisse de Garantie.

Les frais de conservation de la récolte engrangée dans les magasins des coopératives, sont portés aux frais généraux. La Caisse de Garantie est destinée à couvrir les pertes résultant de cas fortuits ou de force majeure ⁽¹⁾.

Les frais de financement de la récolte sont également portés aux frais généraux. Les coopératives règlent comptant

(1) La Caisse de Garantie et le Fonds Spécial sont alimentés par un prélèvement opéré au moment du paiement du blé au producteur. Ce prélèvement a été fixé pour l'année 1936 à 0,50 frs par quintal de blé, dont les deux-tiers destinés à la Caisse de Garantie, et un tiers destiné au Fonds spécial. Ce prélèvement est imposé aussi bien aux négociants qu'aux coopératives. Il est recouvré en même temps que la taxe de la production.

la valeur de 50 quintaux de blé et, pour le surplus, accordent un acompte qui peut aller jusqu'aux deux-tiers de la valeur du blé proposé. Elles se procurent les sommes nécessaires en créant des traites « sur blés détenus dans les magasins ». Ces traites sont avalisées par l'Office du Blé, et escomptées par les caisses locales de Crédit Agricole. Elles peuvent être réescomptées par les caisses locales, soit auprès de la Caisse Nationale de Crédit Agricole, soit directement ⁽¹⁾ auprès de la Banque de France.

Le budget des coopératives s'établit donc, en ce qui concerne les dépenses afférentes au blé effectivement reçu, de la façon suivante : aux dépenses figurent les frais d'achat et de conservation du blé, et les charges d'intérêts correspondant aux traites émises. Aux recettes figurent les sommes provenant de la vente du blé à la meunerie. La différence entre le prix de vente et le prix d'achat du blé doit, en principe, être suffisante pour permettre aux coopératives de couvrir leurs frais de gestion. Cette différence résulte de la prime « d'entretien, de magasinage et de gestion », qui majore chaque mois le prix du blé, et de la « marge de rétrocession » du blé à la meunerie, déterminée « ne varietur » par le Conseil Central.

En cas de difficultés exceptionnelles, les coopératives peuvent recevoir, de l'Office du Blé, des subventions leur permettant de faire face à leurs frais de gestion.

(1) Le réescompte direct auprès de la Banque de France a été prévu par un amendement des Rotours (Sénat, 14 juillet 1936) pour tenir compte de la situation des Caisses libres de Crédit Agricole, qui n'ont pas la faculté d'escompter d'abord leurs traites auprès de la Caisse Nationale.

**§ II. — DÉPENSES AFFÉRENTES AU BLÉ
DONT LA LIVRAISON A ÉTÉ DIFFÉRÉE.**

Les coopératives supportent, pour les blés à livraison différée, les mêmes charges de financement que pour les blés dont la livraison a été acceptée. Elles créent des traites analogues « sur blés acquis avec livraison différée et détenus par les adhérents », qui sont escomptées comme les traites sur le blé détenu dans les magasins. Mais les frais d'intérêts sont à la charge de l'Office National.

Les coopératives ont, par ailleurs, des frais de contrôle de l'existence et de l'état de conservation des blés à livraison différée. Pour couvrir ces frais, elles sont autorisées à retenir, lors du règlement définitif, une taxe dont la quotité est fixée par le Comité Départemental (1).

Il est important de remarquer que les coopératives ont, en cas de livraison différée, comme en cas de warrantage, des garanties juridiques précises.

En cas de livraison différée, le vendeur demeure dépositaire de la marchandise non livrée (2). Il a l'obligation de veiller sur elle comme sur son bien personnel. C'est à lui qu'incombe la charge de la preuve en cas de perte par cas fortuit. Il est passible des peines qui répriment l'abus de confiance en cas de revente occulte du blé détenu.

En cas de warrantage, les coopératives disposent, en garantie de leur créance envers le vendeur, d'une hypothèque

(1) Cette taxe est répartie pour plus de justice, entre tous les adhérents de la coopérative.

(2) Cela a été précisé par la Commission de législation du Sénat.

sur les immeubles, et d'un privilège général sur les meubles, qui prend rang après les privilèges fiscaux ⁽¹⁾.

SECTION II.

L'organisation financière de l'Office.

L'Office National du Blé a pour mission de gérer un service public. Il faut que son équilibre financier soit assuré.

Des ressources spéciales lui ont été affectées, afin de lui permettre de faire face aux obligations qui lui incombent.

§ I. — LES CHARGES DE L'OFFICE.

Les dépenses de l'Office sont de deux sortes et correspondent à son double rôle : organisme chargé d'organiser le marché, et organisme chargé de financer la récolte annuelle.

A. — Dépenses d'administration.

Ces dépenses ont été évaluées à 20 millions de francs, dont la moitié représente des frais de personnel.

Il s'agit des dépenses nécessitées par le fonctionnement administratif et, en particulier, des frais de contrôle de l'Office sur les coopératives de blé, les moulins coopératifs, les négociants et autres organismes prévus par la loi. Cette surveillance incombe, en effet, à l'Office National et, d'une fa-

(1) Décret du 16 juillet 1937.

çon plus particulière, aux Comités Départementaux, qui doivent s'assurer que les dispositions établies par la loi sont bien respectées. Les Comités Départementaux s'assurent que les barèmes, fixés pour le cours du blé, sont effectivement appliqués et ils veillent à ce que soient observées les règles d'échelonnement des ventes.

B. — Dépenses de financement de la récolte.

L'Office du Blé ne se porte pas acheteur de la récolte. Il n'effectue, par lui-même, aucune opération d'ordre commercial. Mais il doit aider les coopératives et leur faciliter l'exercice de leur activité.

A cet effet, l'Office accordera aux coopératives une aide financière pour leur permettre, d'une part, de faire face à leurs frais de gestion et, d'autre part, de consentir aux producteurs les facilités de crédit que la loi a prévues en leur faveur.

Des subventions peuvent être accordées par les Comités Départementaux aux coopératives de leur ressort, afin de leur permettre de couvrir leurs frais de gestion. L'Office National accorde, à son tour, une aide financière aux Comités Départementaux qui ont accordé ces subventions.

L'Office National inscrit, par ailleurs, à son budget, les frais d'escompte des traites souscrites par les coopérateurs, en représentation des avances faites sans intérêts en cas de livraison différée de blé.

Les dépenses de financement ont été estimées à vingt millions, dont 12 millions de frais d'escompte. Le volume des

opérations financières nécessitées par le fonctionnement de l'Office devrait osciller entre deux et trois milliards de francs, suivant l'importance de la récolte et le prix du quintal de blé.

§ II. — LES RESSOURCES DE L'OFFICE.

Si l'on évalue à 40 millions l'ensemble des charges de l'Office, et à 80 millions de quintaux la récolte moyenne, c'est une charge de 0 fr. 50 par quintal de blé, qui doit être supportée par l'agriculture pour que l'équilibre financier de l'Office soit assuré.

Le budget de l'Office étant divisé, comme celui de tous les établissements publics, en deux sections ordinaire et extraordinaire, il y a lieu de distinguer les recettes ordinaires du budget et les recettes extraordinaires.

A. — *Les recettes ordinaires.*

Les recettes ordinaires comprennent :

— Les bénéfices que l'Office retire de l'exploitation du monopole de l'importation et de l'exportation des blés, farines et semoules.

— Les revenus des biens meubles et immeubles appartenant à l'Office.

— Le produit des recettes spéciales qui ont été affectées à l'Office, à savoir :

1) La taxe à la production, prévue par l'article 25 de la loi du 15 août 1936.

Cette taxe est perçue par les soins du Comité Départemental, pour le compte et au profit de l'Office National, auprès des coopératives ou des caisses de crédit agricole par l'intermédiaire desquels sont effectués les paiements.

La taxe est progressive par tranches, la tranche de 100 quintaux étant exonérée.

Pour la fraction comprise

entre	0 et	100 quintaux :	exonération,
entre	101 et	200 quintaux,	1 franc par quintal,
entre	201 et	400 quintaux,	2 francs par quintal,
entre	401 et	600 quintaux,	3 francs par quintal,
entre	601 et	800 quintaux,	4 francs par quintal,
entre	801 et	1.000 quintaux,	5 francs par quintal.

Pour la fraction au-dessus de 1.000 quintaux, 6 francs par quintal.

En réalité, la taxe est recouvrée par l'administration des contributions indirectes, agissant au nom des Comités Départementaux. Le barème appliqué tient compte d'une tranche intermédiaire, de telle sorte que le taux de la taxe varie de 0,50 fr. en 0,50 fr. et non de 1 fr. en 1 fr.

La taxe est retenue directement au moment du paiement définitif du blé au producteur. Elle est recouvrée comme en matière de contributions indirectes. En particulier, un compte est ouvert à chaque producteur passible de la taxe, et tenu par la coopérative ou le négociant chargé de l'opération.

2) Une taxe de 15 centimes est prélevée sur chaque quintal de blé vendu par les coopératives et les négociants.

Cette taxe est recouvrée comme la taxe à la production.

Son produit est affecté pour moitié à l'Office National et pour moitié aux Comités Départementaux.

3) Un prélèvement de 15 % sur le produit de la taxe à la mouture.

4) Des droits de douane :

L'intégralité du produit des droits de douane sur les blés importés en compensation d'exportations préalables.

Les droits de douane seront affectés à l'Office dans une proportion qui sera déterminée, chaque année, par la loi de Finances. Un minimum de 400 millions est assuré à l'Office.

5) La moitié des amendes fiscales appliquées pour infractions à la loi du 15 août 1936.

B. — *Les recettes extraordinaires.*

Il s'agit de toutes les recettes présentant un caractère accidentel : subventions et fonds de concours, produit des dons et legs, aliénations de biens et valeurs, etc...

Il a figuré au premier budget de l'Office :

— Une avance exceptionnelle de 20 millions, remboursable en 2 ans et prélevée sur le Compte Spécial du Blé.

— Le produit de la taxe compensatrice instituée sur les stocks de blés possédés au 1^{er} août 1936, par les détenteurs de blé ou de farine autres que les cultivateurs et les coopératives (1).

(1) Cf infra, chap. IV, section I.

CHAPITRE V.

QUESTIONS SUBSIDIAIRES.

SECTION I.

Régimes transitoires.

A. — *La transition entre le régime ancien
et le régime nouveau.*

La loi du 15 août 1936 stipule que tous les marchés, portant sur le blé, la farine ou les produits dérivés du blé, sont résiliés à la demande de l'une quelconque des parties, s'ils comportent livraison après le 15 juin 1936. A cette date, en effet, le commerce du blé a cessé d'être libre, circonstance qui affecte le marché d'une façon trop grave pour que les contrats en cours puissent être respectés.

La loi du 15 août 1936 a, par ailleurs, déterminé le régime du blé ancien détenu, au moment de l'entrée en vigueur de la loi, soit en grains, soit sous forme de farine.

Il a été décidé que ce blé serait purement et simplement incorporé à la récolte de 1936. Il allait donc bénéficier de la hausse des cours, ce qui donnait une recette supplémentaire au détenteur de blé 1935 ou de farine faite avec du blé 1935.

Cette recette a été laissée aux cultivateurs et aux coopératives, mais elle a été récupérée en ce qui concerne les négociants, les meuniers et les boulangers, sous la forme d'une taxe compensatrice.

Aucune déclaration, en effet, n'a été exigée pour le blé, détenu par les cultivateurs ou stocké en coopérative. Il est entré en compte dans la récolte de 1936, et s'est trouvé soumis aux règles de l'échelonnement des ventes. Il a supporté la taxe à la production.

Au contraire, le blé, et la farine stockés chez les négociants, les meuniers et les boulangers, ont fait l'objet d'une déclaration à la recette ruraliste. La taxe compensatrice a été recouvrée par l'administration des contributions indirectes. Son montant a été égal à la différence entre la valeur du blé au cours officiel, et la valeur du blé stocké, calculée au cours moyen de l'année 1935.

B. — *La transition entre deux campagnes successives.*

Il a fallu organiser, de même, le passage d'une campagne à l'autre, lorsque le prix du blé pour la nouvelle récolte est supérieur au prix en vigueur à la fin de la campagne précédente, compte tenu de la majoration mensuelle.

La loi est moins libérale qu'elle ne l'a été lors de la création de l'Office. Les producteurs ne conservent pas pour eux le bénéfice éventuel d'une augmentation de la valeur des stocks.

Si le prix du blé pour la nouvelle récolte est supérieur

au prix en vigueur à la fin de la campagne écoulée, la plus-value constatée, chez tous les détenteurs de blé ou de farine, leur est enlevée sous la forme d'une taxe compensatrice, perçue par l'administration des contributions indirectes. Cette taxe est affectée à la Caisse de Garantie, jusqu'à concurrence de la moitié au moins de son produit et, pour le reste, aux subventions pour frais de gestion des coopératives.

Par contre, si le prix du blé pour la nouvelle récolte est inférieur au prix en vigueur à la fin de la campagne écoulée, le Conseil Central peut imposer aux industries de transformation un pourcentage d'emploi du blé et de la farine provenant de la récolte ancienne.

SECTION II.

Champ d'application de la loi du 15 août 1936.

La loi du 15 août 1936 s'applique, non seulement aux blés français, mais aussi aux blés de l'Afrique du Nord. Il faut entendre par là, que ces blés sont assimilés aux blés de la métropole dès qu'ils pénètrent sur le territoire français. En particulier, il ne peuvent y être vendus qu'au prix légal, et ils ne peuvent être introduits sur le marché que dans la mesure où l'échelonnement des ventes est respecté.

Des décrets ultérieurs ont précisé les conditions d'application de la loi, compte tenu des régimes politiques et douaniers existant.

La loi du 15 août 1936 s'applique pleinement à l'Algérie, placée sous le régime de l'assimilation. Rien n'est changé au principe que le blé entre en franchise en France, s'il est transporté sous pavillon national.

Les mêmes Comités Départementaux fonctionnent en Algérie et dans la métropole. Mais il est constitué, en plus, une Section Algérienne de l'Office National Interprofessionnel du Blé, placée pour ses opérations financières sous l'autorité du Gouverneur Général de l'Algérie, assisté d'un représentant permanent délégué par l'Office National.

C'est le Gouverneur Général qui administre cette Section Algérienne. Il nomme un Directeur et doit réunir un Comité Consultatif.

La Section Algérienne sert d'intermédiaire entre la métropole et l'Algérie. Elle remplit certaines fonctions dévolues au Conseil Central, notamment en ce qui concerne l'arbitrage des conflits et l'aval des warrants.

Les coopératives et les négociants en blé jouent le même rôle en Algérie que dans la métropole. Mais le Comité Départemental peut leur substituer la société de prévoyance indigène (1).

(1) A cette occasion, le Conseil d'administration des Sociétés de Prévoyance Indigène a été organisé. Il comprend désormais :

1° Le Président. C'est un agent nommé par le préfet sur présentation du conseil municipal, dans les communes de plein exercice. C'est l'un des administrateurs, dans les communes mixtes.

2° Le Conseil d'Administration :

Le ou les caïds de la commune.

Les présidents des conseils de section, ou, à défaut de conseils de section, quatre notables indigènes algériens nommés par le préfet.

Deux notables français, jouissant de leurs droits civils, nommés par le préfet sur présentation du sous-préfet.

La capacité d'acquérir des Sociétés de Prévoyance Indigène est étendue aux immeubles nécessaires à leur fonctionnement.

Les mêmes déclarations sont exigées des producteurs en Algérie et dans la métropole.

La circulation des blés entre la France et l'Algérie est organisée de la façon suivante :

La Section Algérienne règle elle-même le rythme de livraison des différents organismes vendeurs de blé à l'intérieur de l'Algérie.

Elle donne son avis au Conseil Central de l'Office National sur les quantités à importer en Algérie, en cas de récolte déficitaire ou à exporter, en cas de récolte excédentaire.

Elle donne également son avis, lorsqu'il y a lieu d'exporter, pour déterminer le rythme des expéditions sur la France et leur égale répartition entre les différents organismes vendeurs.

Une certaine collaboration a ainsi été réalisée entre la Section Algérienne et le Conseil Central de l'Office National. Les décisions importantes sont prises par le Conseil Central, mais celui-ci doit solliciter l'avis de la Section Algérienne.

La Tunisie est placée sous le régime de l'union douanière. Le blé, comme toutes les céréales, bénéficie de l'exemption des droits de douane, à condition de transport sous pavillon français.

En ce qui concerne l'application de la loi du 15 août 1936, le régime est le même que celui de l'Algérie.

Une Section Tunisienne est créée par décret beylical.

La Banque de l'Algérie assure, pour l'Algérie et la Tu-

nisie, les obligations que la Banque de France assume pour la métropole.

En ce qui concerne le Maroc, les exportations vers la France ne sont effectuées en franchise que dans la limite d'un contingent, fixé annuellement pour certains produits, dont le blé.

A partir de 1937, le décret annuel, qui fixe le chiffre du contingent, déterminera aussi le rythme des expéditions vers la France.

SECTION III.

Ajustements nécessités par la création de l'Office du Blé.

Le commerce du blé étant érigé en service public, la liaison entre ce secteur organisé de l'économie rurale et le secteur resté libre, a posé un certain nombre de problèmes délicats, dont quelques-uns ont reçu une solution dans la loi du 15 août 1936.

§ I. — LE COMMERCE DES BLÉS DE SEMENCE.

Le principe est que la multiplication des blés de semence reste libre, mais que le commerce en est réglementé.

La législation de l'Office du Blé ne s'étend pas, en effet, aux blés de semence. La loi du 15 août 1936 a précisé, que les opérations de multiplication restent libres, conformément aux lois et décrets en vigueur.

Les blés de semence circulent sans titre de mouvement, les producteurs ne sont pas soumis à l'échelonnement des ventes et les intermédiaires ne sont pas assujettis à respecter le rythme, établi pour les livraisons de blé.

Mais il a été nécessaire de prendre un certain nombre de mesures, destinées à empêcher la fraude à laquelle pourrait donner lieu la coexistence d'un marché réglementé pour le blé destiné à la consommation, et d'un marché libre pour les blés de semence.

Il faut veiller à ce que les blés de semence ne soient pas frauduleusement livrés à la meunerie.

La livraison, faite par le producteur à un autre agriculteur, est absolument libre, car aucune fraude n'est à craindre. Si la livraison est faite à un groupement de producteurs, elle doit être faite conformément aux statuts de ce groupement.

Lorsque c'est un sélectionneur de profession qui reçoit la livraison, il doit pouvoir présenter un contrat.

Le prix du blé de semence est celui déterminé par l'Office du Blé pour un blé de même poids spécifique, augmenté d'une prime de multiplication. Le blé peut être revendu par le sélectionneur, augmenté d'une prime de sélection.

Si le sélectionneur est en même temps négociant en blé, des précautions supplémentaires ont été prises. Il doit demander au Comité Départemental l'autorisation de pratiquer le triage des blés de semence. Ses registres d'entrée et de sortie des blés doivent comprendre trois colonnes pour

les blés de semence, les blés de meunerie et les blés non loyaux et marchands.

La législation de l'Office du Blé s'applique, évidemment, aux blés qui sont reversés à la consommation : blés de semence non vendus ou blés éliminés au triage. La livraison directe à la meunerie est interdite d'une façon absolue. L'échelonnement et le rythme des ventes doivent être respectés.

§ II. — LE PAIN ET LA FARINE.

Le blé se négociant au cours légal, il en résulte que les prix de la farine et du pain se stabiliseront à un certain niveau au-dessous duquel ils ne pourront pas descendre.

Les préfets et les maires conservent le droit de fixer les cours de la farine et du pain ⁽¹⁾, mais ils ne peuvent pas imposer à la boulangerie de produire à perte.

Le prix du pain dépend ainsi, en définitive, de la décision que le Conseil Central de l'Office prend au sujet du prix du blé. Le Conseil ne comprenant que 9 représentants des consommateurs, la majorité nécessaire pour prendre la décision, peut être obtenue sans eux. C'est donc aux 4 représentants des différents ministères qu'il incombe de veiller à ce que le prix du blé n'entraîne pas une hausse exagérée de la farine.

Les Pouvoirs Publics ont, toutefois, un moyen de vendre à la boulangerie de la farine à un taux moindre que le cours

(1) Loi du 19-22 juillet 1789 et loi du 13 août 1924.

normal. En cas de récolte déficitaire, le stock de sécurité, constitué en application de l'article 6 de la loi du 24 décembre 1934, peut être mis sur le marché, après avis du Conseil Central de l'Office. Ce stock de sécurité peut être utilisé comme volant régulateur du cours de la farine.

En ce qui concerne la qualité du pain, il faut veiller à ce que la détermination d'un cours légal du blé n'ait pas pour conséquence de faire négliger la valeur boulangère des grains. En effet, les barèmes de bonifications ou de réfections sont établis par le Conseil Central de l'Office, en raison du poids spécifique du blé, ou des impuretés qu'il contient, mais ces barèmes sont exclusifs de toute considération concernant la valeur boulangère des blés. C'est aux Comités Départementaux qu'il incombe d'encourager la culture des meilleures variétés ⁽¹⁾.

§ III. — LES BAUX EN NATURE.

Lorsque les baux sont stipulés payables en blé livré, rien ne s'oppose, dans la législation nouvelle, à ce que le locataire remette le blé à son propriétaire. Ce dernier sera détenteur de blé et, comme tel, soumis à la législation de l'Office du Blé.

Mais il peut y avoir une question délicate à résoudre, en ce qui concerne le prix du bail, qu'il soit stipulé payable en argent ou payable en blé livré. La loi du 15 août 1936 donne, en effet, au fermier le droit de déduire, du prix du

(1) Circulaire S.A. n° 777 du Président du Comité Central aux Présidents des Comités Départementaux le 14 octobre 1936.

bail, le montant de la taxe progressive à la production qui le frappe.

Cette taxe ne frappe pas les fermiers récoltant moins de 100 quintaux. Il n'y a pour eux aucune difficulté : si le prix est stipulé payable sur la base d'un certain nombre de quintaux à l'hectare, ces quintaux seront évalués d'après le cours officiel du blé, sans déduction d'aucune sorte.

Mais en ce qui concerne les fermiers récoltant plus de cent quintaux à l'hectare, le calcul peut être délicat. La taxe étant progressive, il faut procéder à une ventilation pour déterminer la charge que le propriétaire doit supporter. La loi du 11 août 1936 donne les bases de calcul. Le prix du bail sera calculé sur le prix moyen du quintal vendu.

Une circulaire du Président du Conseil Central de l'Office a précisé la façon dont le calcul devait être effectué (1) :

Le prix moyen est le prix du quintal de blé, moins une certaine somme, obtenue en divisant le montant de la taxe payée par le nombre de quintaux récoltés.

Soit, par exemple, 1.000 quintaux, ayant supporté une taxe de 2.900 fr.

La taxe moyenne est 2,90 fr. par quintal.

Si le fermage est de 100 quintaux, le fermier peut défalquer :

$$2,90 \times 100 = 290 \text{ fr.}$$

Si le fermage est payable en argent, le prix stipulé sera réduit de 290 fr.

Si le fermage est payable en blé, le fermier pourra soustraire des 100 quintaux, une quantité de blé d'une valeur de 290 fr.

(1) Circulaire S.A. n° 777 du 14 octobre 1936.

TROISIEME PARTIE.

La portée profonde
de la loi du 15 août 1936

La portée réelle d'une loi dépend beaucoup de l'esprit dans lequel elle est appliquée. Pour porter un jugement sur la loi du 15 août 1936, il est nécessaire de l'étudier successivement sous l'aspect pratique et sous l'aspect doctrinal.

CHAPITRE PREMIER.

LE FONCTIONNEMENT PRATIQUE D'UN SERVICE PUBLIC.

Il est possible de connaître, dès maintenant, les premières applications du principe nouveau, telles qu'elles se présentent, soit à l'étranger, soit en France.

SECTION I.

La Législation étrangère.

Dans un pays comme l'Allemagne, les problèmes que posent la production et la répartition des richesses, sont directement réglés par les Pouvoirs Publics (1).

Mais il existe en Italie et en Tchécoslovaquie des organismes qui s'interposent, comme l'Office français, entre les producteurs et les consommateurs.

(1) Voir l'étude de M. RAYMOND BERTRAND : « La Corporation Agricole et l'Organisation des Marchés en Allemagne ». Paris, 1937.

En Italie, un Office du Blé, dont la structure est très semblable à celle de l'institution française, a été créé, un mois seulement avant le vote de la loi du 15 août 1936. Il est possible de comparer les deux organismes.

En Tchécoslovaquie, au contraire, l'organisation du monopole est très différente de celle qui est prévue par la loi française. Mais elle est plus ancienne et il est possible de connaître ses premières conséquences pratiques.

§ I. — L'OFFICE DU BLÉ ITALIEN.

Le Gouvernement italien a supprimé définitivement, par décret royal du 15 juin 1936 ⁽¹⁾, la liberté du commerce du blé. Cette mesure a constitué le terme logique de l'intervention de l'Etat dans ce domaine.

Il est intéressant de remarquer que deux institutions semblables ont été créées, en France et en Italie, pour répondre à des situations très différentes. Alors qu'en France l'Office du Blé a été voté dans un but de revalorisation des prix, l'Office italien, au contraire, a été institué pour éviter une hausse excessive des prix. Mais les deux institutions poursuivent un même but de nivellement des cours d'une année sur l'autre.

Jusqu'à ces dernières années, l'Italie devait acheter à l'étranger d'importantes quantités de blé. Depuis son arrivée au pouvoir, le Gouvernement fasciste s'est efforcé de

(1) Gazette Officielle du 7 juillet 1936.

développer la culture du blé, afin d'assurer l'indépendance économique du pays.

Au début, la hausse des cours, provoquée par la limitation des importations, a secondé les efforts du Gouvernement. La superficie des terres emblavées a augmenté, et le rendement à l'hectare s'est amélioré. C'est ainsi que, dès 1933, à la faveur de circonstances climatiques exceptionnelles, la récolte a atteint 81 millions de quintaux, chiffre correspondant à peu près aux besoins du pays.

A cette récolte exceptionnelle ont succédé des années déficitaires ⁽¹⁾ et, en vue de combattre les fluctuations importantes du prix du blé, le Gouvernement a été amené à favoriser la constitution de stocks par les coopératives, auxquelles des avances étaient consenties par les caisses d'épargne. Les quantités stockées sont ainsi passées de 1 million de quintaux en 1931 à 5 millions en 1933 et ont atteint 8 millions en 1935 ⁽²⁾.

Cette situation ayant provoqué une hausse très considérable des prix, le Gouvernement a été conduit, en 1936, à décréter la cession obligatoire aux organismes de stockage, de tout le blé récolté en 1935, ces organismes étant seuls

(1) La situation était la suivante :

Consommation : 80 à 85 millions de quintaux.

Nombre d'hectares ensemencés : 5 millions environ.

Volume de la récolte : 1933 : 81 millions de quintaux.

1934 : 71 millions de quintaux.

1935 : 75 millions de quintaux.

(2) C'est au mois de décembre 1933 que les caisses d'épargne furent autorisées à avancer aux agriculteurs qui apporteraient leur blé aux organismes de stockage des avances à raison de 80 livres par quintal de blé tendre, et 90 livres par quintal du blé dur, jusqu'à concurrence de 3 millions de quintaux. Par la suite, ce maximum fut progressivement élevé. Les caisses d'épargne avaient la garantie du Gouvernement pour les prêts effectués par elles, et le Gouvernement devait, en cas de baisse des prix du blé, solder la perte.

autorisés à vendre le blé, sous la direction d'un « Office Central du Blé », constitué auprès du ministère de l'Agriculture.

L'économie générale de la réforme consiste dans la suppression du commerce libre du blé, l'achat et la vente étant réservés à l'Office Central, et le financement des opérations étant effectué par des avances des caisses d'épargne et des caisses de crédit agricole.

I. — *L'organisation comparée de l'Office français et l'Office italien.*

A) L'Office Central.

Auprès de l'Office italien est placée une commission qui est chargée d'examiner les questions importantes et qui est, comme le Conseil Central de l'Office français, très largement recrutée. Mais les représentants des consommateurs y sont remplacés par des délégués du Parti Fasciste et son président est un membre du Gouvernement.

Cette commission est présidée par le ministre de l'Agriculture. Elle comprend des représentants des différents ministères, des délégués des différentes corporations intéressées et des délégués du Parti. Il lui est adjoint un représentant de la Fédération des Coopératives Agricoles et un représentant de la Banque d'Italie.

Le chef de l'Office est le Directeur Général de la production agricole.

B) Les organismes régionaux.

Aux Comités départementaux français correspondent des « centres provinciaux », dont la composition est copiée sur celle de la Commission centrale, et qui dirigent et contrôlent, conformément aux directives de l'Office Central, l'activité des organismes locaux.

II. — *La mise en jeu du monopole.*

Tout producteur ou dépositaire est dans l'obligation de livrer son blé aux organismes de stockage, aussitôt la récolte. Les producteurs conservent seulement les quantités nécessaires à la consommation familiale, soit trois quintaux par tête, qu'ils ne peuvent aliéner.

Le blé doit être livré, dans les trente jours du battage, aux organismes chargés du stockage, qui sont, de droit, les coopératives agricoles et les associations légalement constituées.

Les organismes administratifs dirigent et contrôlent, comme en France, l'activité des organismes de stockage. L'Office Central a pour rôle d'« assurer l'approvisionnement en blé du pays et la distribution du blé à l'intérieur, ainsi que de garantir aux producteurs un prix rémunérateur ». Il a également le monopole de l'importation et de l'exportation.

Il faut seulement noter que le récoltant reste propriétaire du blé livré par lui aux stocks. Les organismes intermédiaires sont des dépositaires responsables, qui ont reçu un mandat, d'ailleurs irrévocable, pour la vente. Les droits éventuels des

tiers sur les blés livrés, ne peuvent s'exercer que sur le prix de vente.

III. — *La détermination du prix du blé.*

C'est là que réside la différence essentielle entre l'Office français et l'Office italien. C'est le Gouvernement qui, en Italie, fixe le prix du blé, après avis du Comité permanent du blé, et du Comité des Ministres institué pour la défense de l'épargne et l'exercice du crédit ⁽¹⁾.

Le même système qu'en France est appliqué en ce qui concerne les bonifications, les réfections et la prime d'entretien ⁽²⁾.

IV. — *Le financement de la récolte.*

Le cultivateur peut se faire accorder des avances par la coopérative à laquelle il a livré son blé. Ces avances sont consenties suivant un pourcentage dégressif, déterminé chaque année ⁽³⁾.

Pour le paiement de ces avances, les coopératives remettent à l'agriculteur un chèque sur la caisse d'épargne locale ou, plus rarement, sur la caisse de crédit agricole. La

(1) Pour la récolte de 1936, le prix de base a été fixé à 108 litres par quintal pour le blé tendre et à 123 litres par quintal pour le blé dur.

(2) Il y a une prime d'entretien car les coopératives ont la faculté d'autoriser le stockage du blé dans les locaux du producteur.

(3) En 1936 le taux des avances pour le blé tendre a été le suivant :

Pour les 100 premiers quintaux : 90 litres par quintal.

De 100 à 500 quintaux : 50 litres au moment de la livraison, 20 litres le 10 octobre et 20 litres le 10 décembre.

Au-dessus de 500 quintaux : 30 litres au moment de la livraison, 20 litres le 10 octobre et 40 litres le 10 décembre.

caisse d'épargne doit avancer les sommes nécessaires sur ses propres disponibilités. Ce n'est que dans le cas, où ses disponibilités seraient insuffisantes et après vérification du fait par les inspecteurs de la Banque d'Italie, que la caisse peut s'adresser à cette dernière pour obtenir les fonds nécessaires.

L'organisation d'un Office du Blé est sensiblement la même dans le régime autoritaire fasciste, et dans le régime parlementaire français. Il suffit de peu de chose pour que, dans un cas, le Gouvernement ait un rôle d'arbitrage et, dans l'autre, un pouvoir de décision.

§ II. — LA SOCIÉTÉ TCHÉCOSLOVAQUE DES CÉRÉALES.

La « Société Tchécoslovaque des Céréales » est une société anonyme, placée sous le contrôle de l'Etat et qui achète directement leur récolte aux producteurs. Son organisation est très différente de celle des Offices français et italien, mais il peut être intéressant d'étudier le jeu du monopole, qui a été établi dès 1934 ⁽¹⁾.

La société a le monopole des achats sur le marché intérieur et le monopole des relations avec l'étranger. Elle ne peut vendre qu'au premier preneur.

Le monopole s'étend à toutes les céréales.

Les cours sont fixés annuellement et déterminés, non pour l'ensemble du territoire, mais pour chaque région.

(1) La loi figure au Recueil des Lois et Décrets n° 137/1934. L'arrêté d'application figure au n° 23, VII, 1934.

Il faut étudier les premières difficultés auxquelles s'est heurtée la législation nouvelle et les remèdes qui y ont été apportés.

I. — *Les premières difficultés soulevées
par la mise en œuvre du monopole.*

Il faut remarquer que le régime des achats et de leur financement n'a pas fait l'objet de plaintes importantes.

Mais des difficultés ont surgi à propos de la détermination des prix et du contrôle des opérations.

Les grandes associations de consommateurs ont mené une importante campagne, afin d'obtenir la baisse des prix pratiqués par la société. Les groupements de producteurs, au contraire, ont, en général, insisté pour la prolongation du régime et semblent accepter un régime de contrainte qui leur assure l'écoulement de leur récolte.

En ce qui concerne le contrôle, une assemblée générale de la société, tenue le 30 décembre 1935, en présence du chef du Gouvernement, a constaté la nécessité de lutter contre des fraudes, qui tendent à se développer.

Les hauts prix pratiqués pour le blé, en particulier, ont pour résultat d'encourager un développement de la production, alors que la politique de la société est, au contraire, d'exiger une réduction des superficies cultivées.

Par ailleurs, la société constate de nombreux cas de livraison directe de céréales à la meunerie.

Aussi des modifications importantes sont-elles intervenues.

II. — *Modifications apportées à la législation primitive.*

Le contrôle a été peu à peu renforcé.

Une réduction de 8 % de la superficie des terres emblavées ayant été ordonnée, il a été dressé des tableaux de réduction par district. En même temps, il était établi, pour chaque producteur et pour tout détenteur de blé, un livret individuel, sur lequel figurent toutes les indications utiles au contrôle.

Mais le changement le plus notable est intervenu en ce qui concerne le mode de détermination des prix. Au bout d'une année d'existence, la Société des Céréales s'est vue retirer le droit de fixer elle-même le prix du blé. Depuis 1935, c'est le Gouvernement qui impose le prix de base, ainsi que le montant des majorations mensuelles.

Pour justifier son intervention, le Gouvernement a proclamé la nécessité d'éviter le renchérissement de la farine et, d'une façon générale, de concilier les intérêts des producteurs et des consommateurs. Il est apparu qu'une décision de cette importance ne pouvait être prise que par les Pouvoirs Publics.

En Tchécoslovaquie, comme en Italie, le Gouvernement fixe de sa propre autorité le cours du blé.

SECTION II.

Les premières années de l'Office Français.

Les difficultés pratiques qui s'étaient révélées au cours de la première année du régime nouveau, ont, en général, trouvé une solution. Mais, chaque année, la discussion qui s'institue au sujet du prix du blé, remet en cause toute la politique de l'Office.

§ I. — L'ORGANISATION DU SERVICE.

A. — Le mouvement coopératif.

De nombreuses coopératives ont été créées, dès la première année d'application de la législation nouvelle. Leur nombre a doublé en une seule campagne, et le mouvement a continué à se développer, recevant l'encouragement des Pouvoirs Publics. Beaucoup de ces organismes ont été fondés par apport de capitaux publics.

Le commerce libre du blé tend, au contraire, à disparaître, les négociants préférant, en général, se mettre à la disposition des coopératives, plutôt que de se soumettre à la réglementation qui les atteint.

Le résultat le plus heureux du développement du mouvement coopératif est la mise en chantier de nombreux silos. Dans ces magasins coopératifs, les blés sont conservés à l'abri de l'humidité, des rats et du charançon. Ils sont régu-

lièrement remués en cellules, ce qui évite la difficile aération mensuelle des blés en grenier privé.

La difficulté est d'éviter les rivalités politiques et la création de coopératives fondées avec trop de hâte, sans offrir de garanties suffisantes.

B. — *Le financement de la récolte.*

Le financement de la récolte a été, en général, effectué dans des conditions satisfaisantes. Les défaillances sont peu nombreuses. Si, par ailleurs, les paiements ont été faits par les coopératives avec des retards considérables au cours de la première année, les délais sont devenus par la suite plus normaux.

L'échelonnement des ventes se révèle nécessaire. La prime mensuelle est insuffisante pour inciter les producteurs à conserver leur blé au lieu de le présenter à la vente. C'est, en effet, dans les deux premiers mois que le blé subit des détériorations importantes, après quoi les pertes deviennent beaucoup plus faibles.

§ II. — LA DÉTERMINATION DU PRIX DU BLÉ.

A. — *Les principes de taxation.*

Le prix du blé est, en pratique, fixé d'une façon uniforme pour toute la France. L'inconvénient d'une taxation uniforme est que les coopératives éloignées des grands centres, obligées de vendre leur blé à des acheteurs qui subiront des

frais de transport importants, se trouvent désavantagées. Au bout de la première année, les coopératives du Finistère, de Mayenne et de Loire-Inférieure, entre autres, détenaient encore des stocks importants. Il faut remarquer, toutefois, que, si le principe de prix différentiels était appliqué, comme il l'est en Tchécoslovaquie, les différences de cours ne devraient pas dépasser le montant des frais de transport d'un centre à l'autre, sans quoi la fraude risquerait de se développer.

Le principe de la stabilité des prix, au cours d'une même campagne, a donné lieu à de nombreuses discussions. En fait, les prix ont été maintenus inchangés, malgré les dévaluations monétaires survenues en cours d'année. Il est certain, que la modification des prix serait une source de difficultés pratiques considérables. Elles ne seraient, toutefois, pas insurmontables. En réalité, le Gouvernement voit des inconvénients majeurs à ce que la décision prise par l'Office du Blé, en ce qui concerne le prix du blé, puisse être remise en cause au bout de quelques mois.

Quant au principe de la taxation en lui-même, il continuera à être discuté tant que les cours obtenus ne seront pas jugés satisfaisants par les producteurs.

B. — *Le niveau de la taxation.*

La question de la détermination des prix apparaît de plus en plus comme une question intéressant la nation toute entière.

Les milieux agricoles revendiquent des prix très supérieurs à ceux pratiqués par l'Office du Blé. Ils invoquent la hausse générale des prix, la hausse particulièrement sensible des engrais et des machines agricoles, et les augmentations de salaires qui ont été consenties à la main-d'œuvre agricole. Ils font état des promesses de revalorisation de leurs produits, et insistent sur la nécessité de rendre à nouveau l'agriculture rentable. Réclamant une hausse générale de tous les produits agricoles, les cultivateurs veulent obtenir de l'Office du Blé les cours dont ils bénéficieraient, à l'abri des tarifs douaniers existants, par le jeu de l'offre et de la demande.

En face de ces revendications, la résistance des groupements de consommateurs se précise. Si le blé est, en France, une culture d'une importance primordiale, le pain est, par contre, un produit de consommation courante. Les conflits sociaux donnent à ces discussions une acuité particulière ⁽¹⁾.

Il en résulte que l'action du Gouvernement est, en fait, prépondérante. Il est possible qu'un texte de loi modifie légèrement les règles de vote ⁽²⁾, mais il est certain que, de toutes façons, les producteurs n'obtiendront pas d'être représentés par un nombre de voix suffisant pour leur assurer la majorité. Il faudrait, pour cela, que l'institution change

(1) Comme ordre de grandeur, il faut estimer qu'une différence de cours de 27 frs correspond à une variation des prix du pain de l'ordre de trente centimes.

(2) Un projet de loi déposé au Sénat tend à n'exiger qu'une majorité des deux-tiers au lieu des trois-quarts. C'est la reprise d'un amendement qui avait échoué à la Chambre des Députés lors du vote de la loi.

complètement de sens. Dans ces conditions, les représentants des producteurs, qui ne peuvent pas décider eux-mêmes le prix du blé, se trouvent être dans une position défensive. Contre eux, le Gouvernement défend un prix moyen qui, d'une part, ne risque pas de pousser à la surproduction et, d'autre part, n'aggrave pas la tendance générale à la hausse du coût de la vie.

L'expérience montre que la discussion au Conseil Central est toujours vaine et que la décision est prise, soit directement par le Gouvernement, soit par le Conseil, dans la crainte de l'arbitrage du Gouvernement.

CHAPITRE II.

LA LOI DU 15 AOÛT 1936 SOUS L'ASPECT DOCTRINAL.

Il faut, pour juger la portée profonde de la loi nouvelle, saisir à travers les institutions qu'elle a créées, l'esprit nouveau, introduit en France.

SECTION I.

**Mesures originales,
contenues dans la Loi du 15 août 1936.**

La loi du 15 août 1936 contient, en réalité, peu de mesures qui soient vraiment nouvelles.

La taxation du blé n'était pas inconnue. Déjà pendant la guerre, puis pendant la crise, il était arrivé que les variations des cours aient été limitées par voie d'autorité. Un certain nombre de produits sont de même taxés, à l'époque actuelle. Le prix du pain, en particulier, peut toujours être déterminé par un arrêté préfectoral.

L'usage de titres de mouvement est maintenant largement répandu, en raison de la complexité de la législation fiscale.

La suppression de la concurrence est un fait acquis dans beaucoup de domaines, où existent des monopoles de fait ou de droit.

Mais deux points sont à remarquer comme plus nouveaux : l'organisation corporative d'une profession, et la représentation des intérêts généraux dans les organes de direction.

§ I. — L'ORGANISATION PROFESSIONNELLE.

La loi du 15 août 1936 s'est efforcée de généraliser l'esprit de coopération entre producteurs, en développant les institutions que l'initiative privée avait déjà fondées.

Le fonctionnement de l'Office du Blé repose tout entier sur les coopératives et la loi a donné aux Comités Départementaux la mission de provoquer la création de nouveaux organismes. Les négociants en blé ne traitent déjà plus qu'une faible partie de la récolte. Il faut, dès maintenant, prévoir que le lien coopératif peut, un jour ou l'autre, devenir obligatoire.

Il est encore trop tôt pour connaître les modifications profondes, que le développement de l'organisation coopérative est susceptible de provoquer à l'intérieur de la profession agricole. Mais il est certain que la loi nouvelle aura, sur ce point, une portée considérable.

Si individualiste qu'il soit, le paysan français n'ignore pas les avantages de la coopération. Il s'adaptera à la situation nouvelle. Les avantages matériels sont indéniables. Le plus immédiat est la création de ces greniers coopératifs qui rendent, dès maintenant, de grands services à l'agriculture. Il est difficile de prévoir quelles seront les conséquences de la participation des classes rurales à une organisation qui,

si elle tend à devenir obligatoire, ressemblera beaucoup à une administration. Tout dépend de la compétence, avec laquelle les coopératives seront gérées et de l'esprit dans lequel elles seront menées. De toutes façons, un centre de défense des intérêts professionnels agricoles est en train de se créer.

Il faut retenir l'aspect politique de la question. Les coopératives constituent déjà, en droit, une puissance considérable, puisqu'elles envoient dix-huit délégués au Conseil Central de l'Office. Elles représenteront, en fait, lorsqu'elles seront organisées, des intérêts considérables. Un groupement professionnel se développe, qui peut devenir, suivant les circonstances, une puissance dans l'Etat, ou une puissance aux mains de l'Etat.

Or, au moment où la profession agricole commence à s'organiser, les intérêts en cause se précisent.

§ II. — LA REPRÉSENTATION DES INTÉRÊTS GÉNÉRAUX DANS LES ORGANES DE DIRECTION.

Il fallait déterminer à qui incomberait la direction du service public nouvellement créé. Il a été décidé de placer, auprès du directeur, nommé par le Gouvernement, un Conseil, largement recruté.

Déjà, dans beaucoup d'administrations, la représentation des intérêts généraux avait été organisé, sous la forme de commissions consultatives. Mais, dans l'Office du Blé, le Conseil Central a, ce qui est nouveau, un rôle propre de

direction. Il ne règle par lui-même qu'un petit nombre de questions, mais c'est lui qui prend les décisions importantes, et qui détermine la politique générale de l'Office.

Il faut examiner la composition du Conseil Central et les règles de vote, pour savoir à qui revient la direction effective de la politique du blé en France.

Les représentants des producteurs disposent de trente suffrages, les industries de transformation ont neuf voix, les consommateurs neuf voix également, et les Pouvoirs Publics quatre voix.

En ce qui concerne les décisions d'importance secondaire, les votes sont acquis à la majorité absolue. Les représentants des producteurs, étant au nombre de trente sur cinquante-deux votants, disposent de la majorité nécessaire pour imposer leurs vues. Il est donc possible de considérer que, s'il s'agit de l'organisation pratique du commerce du blé, les décisions sont prises par les producteurs eux-mêmes, après consultation des divers intéressés.

Les décisions plus importantes, au contraire, sont prises à la majorité des trois-quarts. C'est-à-dire que, si tous les suffrages sont exprimés, une majorité de trente-neuf voix doit être réunie. Dans ce cas, les producteurs ne disposent pas, à eux seuls, du nombre de voix nécessaire pour imposer leur volonté et ils peuvent se trouver devant une opposition avec laquelle ils seront obligés de composer.

Les conséquences de cette organisation ne sont pas négligeables. Les affaires agricoles deviennent, dans une certaine mesure, les affaires de la collectivité. Le point le plus

délicat est, évidemment, la détermination du prix du blé. Le Conseil Central groupe les représentants d'intérêts opposés. Ces intérêts sont importants. Il est prévisible, et l'expérience le confirme, que leur confrontation donnera lieu à une discussion sévère. La délibération en conseil permettra de déterminer, sur ce point précis, l'opinion des divers groupes dont se compose la nation. Les positions seront précisées et l'opinion publique sera saisie du débat.

Or, la décision ne peut résulter que d'une solution de compromis ou d'une solution d'arbitrage. Ce point est capital dans la loi.

SECTION II.

La portée profonde de la Loi du 15 août 1936.

La liberté des transactions sur le blé, qui avait déjà subi de fortes atteintes, a été décidément supprimée en 1936.

La législation antérieure avait organisé la concurrence, la loi de 1936 la supprime. Le blé cesse d'être coté en bourse, le commerce est réglementé et des barèmes officiels sont établis.

Cet état de chose étant définitif, les principes anciens sont renversés. La taxation devient la règle et la liberté l'exception. La prévision cesse d'être individuelle.

La loi aboutit à un prix d'arbitrage, remis en question chaque année.

§ I. — UN PRIX D'ARBITRAGE.

Le législateur, en taxant le blé, a poursuivi trois objectifs principaux. Il fallait assurer un débouché à la totalité de la récolte. Il était désirable de stabiliser les cours dans l'année, afin d'éviter les réalisations massives à bas prix qui s'effectuaient en début de campagne. Mais il fallait aussi, en raison des circonstances, revaloriser les cours.

C'était donner à l'Office une lourde responsabilité. Le Conseil Central doit s'efforcer de niveler les cours d'une année à l'autre, en évitant la baisse dans les années difficiles, et en freinant la hausse au cours des années meilleures. Il a en même temps le pouvoir de décider la hausse, s'il juge que les cours ne sont pas suffisamment rendables pour l'agriculture. Il a donc pour mission de déterminer ce qu'il estime être le « juste prix ».

Une décision de cet ordre dépasse singulièrement le cadre d'une simple organisation du marché, et présente du point de vue politique et social une importance considérable. Elle est de nature à modifier le montant des revenus de toute une catégorie de producteurs, car les variations du cours du blé se répercutent sur le marché des céréales secondaires, et l'ensemble des produits agricoles peut en être influencé. Le pain entre, par ailleurs, pour une part importante dans l'alimentation humaine, et les variations de prix en sont suivies avec beaucoup d'attention, étant considérées, d'une façon peut-être quelque peu exagérée, comme un indice caractéristique de la tendance à la hausse ou la baisse du coût de

la vie. La décision du Conseil Central est, en définitive, de nature à modifier le niveau de vie des différentes classes sociales à l'intérieur de la nation.

C'est un débat difficile qui s'instituera chaque année entre les représentants des producteurs, des consommateurs et de l'Etat.

§ II. — UNE DÉCISION REMISE EN QUESTION CHAQUE ANNÉE.

La loi ne donne qu'un cadre très large aux délibérations du Conseil Central. Deux règles seulement ont été posées. Il faut tout d'abord tenir compte de l'importance de la récolte, principe de simple bon sens, qui exprime ce fait qu'il convient, en agriculture, de rechercher une certaine stabilité de la recette globale, plutôt que de s'attacher d'une façon absolue au niveau des prix. Il faut ensuite respecter un prix minimum, règle plus précise, quoique la détermination de ce prix limite donne déjà lieu à des interprétations divergentes.

En fait, le prix du blé n'est fixé qu'à la suite d'un débat où des intérêts contradictoires s'affrontent sur des données qui laissent une large marge de discussion. La décision n'est jamais prise qu'à la suite d'un compromis entre les tendances opposées représentées au Conseil.

Obtenue soit par conciliation, soit par arbitrage, la réalisation de ce compromis suppose qu'un certain équilibre ait pu être réalisé, avec ou sans l'intervention du Gouvernement, entre les principales forces en présence.

Un tel équilibre apparaît particulièrement précaire à l'époque actuelle, car il ne peut être fondé que sur des éléments qui se trouvent perpétuellement modifiés. Les classes ouvrières ont précisément obtenu, au moment du vote de la loi créant l'Office du Blé, des avantages qui se trouveront remis en cause si le coût de la vie doit augmenter. Les classes agricoles, de leur côté, n'ont pas consenti à ce que ces avantages soient accordés à leur détriment, car elles estiment que leur position, déjà difficile, ne leur permet pas de supporter un sacrifice de la sorte. Elles demandent un nouvel ajustement, qui ne peut être réalisé qu'au prix d'une hausse du coût de la vie. La hausse des salaires, se répercutant sur les frais de l'exploitation, provoque ainsi une augmentation du prix du blé, à son tour génératrice d'une nouvelle hausse des salaires.

C'est là que se révèle le danger d'une politique qui prétend réaliser un équilibre, grâce à une solution transactionnelle, et remettre périodiquement en cause le compromis obtenu. La poursuite de cette équilibre insaisissable risque, en réalité, de provoquer un perpétuel déséquilibre.



L'importance même des intérêts en cause rend illusoire toute tentative de conciliation entre des tendances opposées et, par essence, contradictoires. Par ailleurs, l'arbitrage, auquel il faut recourir, est d'autant plus délicat que les intérêts en présence sont mieux définis et plus organisés.

En réalité, il semble bien qu'une solution d'arbitrage ou

de conciliation soit insuffisante à l'époque actuelle pour résoudre les difficultés qui résultent d'une situation économique et sociale très complexe. Il n'y a plus de domaine où la valeur des produits ou des services ne soit plus ou moins directement influencée par les décisions que prennent les Pouvoirs Publics ou des organismes groupant les représentants d'intérêts multiples. Aussi apparaît-il de plus en plus nécessaire, qu'intervienne, en dernier recours, une autorité compétente pour prendre la responsabilité d'une politique des prix, et dégager l'intérêt général de la confrontation des intérêts particuliers. Il faut prévoir pour un avenir proche la réforme de l'Etat, que l'intervention croissante des Pouvoirs Publics dans la vie économique aura rendu inévitable.

Vu : Le Président de la Thèse,
B. NOGARO.

Vu : Le Doyen,
Edg. ALLIX.

Vu et permis d'imprimer :
Le Recteur de l'Académie de Paris,
G. DOUSSY.

COMPLEMENT

LOI TENDANT A L'INSTITUTION D'UN OFFICE NATIONAL INTERPROFESSIONNEL DU BLÉ

(Texte codifié le 1^{er} novembre 1937).

ART. PREMIER. — Il est créé un Office National Interprofessionnel du Blé.

Cet Office constitue un établissement public, jouissant de la personnalité civile et de l'autonomie financière. Il est placé, pour ses opérations financières, sous le contrôle du ministère des Finances et, pour sa gestion technique, sous le contrôle du ministère de l'Agriculture.

Le Directeur de l'Office est nommé et révoqué par décret, pris sur la proposition du ministre de l'Agriculture.

ART. 2. — Le budget de l'Office est soumis à l'approbation du ministre de l'Agriculture et du ministre des Finances.

L'agent comptable de l'Office est nommé par décret, pris sur la proposition du ministre de l'Agriculture et du ministre des Finances.

Il est justiciable de la Cour des Comptes et soumis aux vérifications de l'inspection générale des finances.

Un contrôleur financier, placé sous l'autorité du ministre

des Finances, exercera le contrôle du fonctionnement financier de l'Office. Sa compétence s'étendra à toutes les opérations susceptibles d'avoir une répercussion financière directe et indirecte.

ART. 3. — L'Office National Interprofessionnel du Blé est administré par un Conseil Central de cinquante-deux membres, composé comme suit :

Trente représentants des producteurs de blé, dont la profession de cultivateur est l'occupation principale et habituelle ; onze désignés par l'assemblée permanente des présidents des Chambres d'Agriculture ; dix-huit désignés par les coopératives de blé, dont les statuts ont été approuvés dans les conditions fixées par l'article 2 du décret-loi du 8 août 1935 (six d'entre ces derniers devant être pris dans les départements de petite production et un devant être désigné par les coopératives de blé de l'Algérie) ; un désigné par les sociétés indigènes de prévoyance créées par la loi du 14 avril 1893.

9 représentants des consommateurs : dont 3 seront désignés par la Fédération nationale des coopératives de consommation, 1 par la Fédération nationale des associations de familles nombreuses, 3 par la Confédération générale du travail, 1 par la Confédération française des travailleurs chrétiens, 1 par la Confédération nationale de l'artisanat français.

9 représentants de la meunerie, des industries mettant en œuvre les blés durs, de la boulangerie et du commerce, dont 3 pour la meunerie petite, moyenne et grande, 2 pour la boulangerie rurale et urbaine, 1 pour les pâtes alimentaires, 1

pour la semoulerie, 2 pour les négociants en grains, tous désignés par leurs organisations professionnelles respectives.

Tous ces membres sont nommés pour trois ans et renouvelables ; chaque renouvellement aura lieu avant le 15 juin.

1 représentant du ministre de l'Agriculture.

1 représentant du ministre des Finances.

1 représentant du ministre chargé de l'Economie Nationale.

1 représentant du ministre de l'Economie nationale.

1 représentant du ministre de l'Intérieur.

Par mesure transitoire et pour la campagne 1936-1937, les représentants des producteurs, des industries de transformation et du commerce des blés seront nommés par le ministre de l'Agriculture sur désignation des organisations professionnelles à circonscription nationale les plus qualifiées.

Pour la campagne 1937-1938, le ministre de l'Agriculture choisira, parmi les membres des organisations professionnelles à circonscription nationale les plus qualifiées, et sur proposition du Gouverneur général en ce qui concerne l'Algérie, les dix-neuf représentants des producteurs, désignés à ce titre.

Le Directeur de l'Office assiste aux séances du Conseil Central avec voix consultative.

ART. 4. — Il est institué dans chaque département un Comité d'organisation et de contrôle de la production et du commerce des céréales, chargé de répartir la vente des blés à la meunerie, d'émettre tous avis utiles sur les mesures intéressant la régularisation des cours et l'organisation de la

production des céréales et de fournir à l'Office National du Blé toutes les indications qui lui seront nécessaires.

Toutefois, il ne sera institué qu'un Comité pour les départements de Seine et de Seine-et-Oise.

Le Comité Départemental est composé de représentants des producteurs de blé, de représentants des consommateurs, de la meunerie, de la boulangerie, du commerce, de représentants de l'administration désignés par le Préfet dans les mêmes proportions et dans les mêmes conditions que les membres du Conseil Central.

Par mesure transitoire et pour la campagne 1936-1937, les représentants des producteurs de blé, des consommateurs, de la meunerie, de la boulangerie et du commerce seront nommés par le Préfet, sur désignation des organisations professionnelles à circonscription départementale les plus qualifiées.

Les mêmes dispositions seront appliquées pour la campagne 1937-1938.

Dans les Comités départementaux algériens, les producteurs de blés durs et les industriels mettant en œuvre ces blés pour la fabrication de pâtes alimentaires, seront respectivement représentés par un délégué.

Le président de la Caisse régionale de Crédit Agricole ou son représentant fera partie du Comité Départemental à titre consultatif.

Les Comités Départementaux jouiront de la personnalité civile.

Leur budget, approuvé par arrêté ministériel, comprendra,

en dehors de leurs recettes propres, les subventions des départements et communes, ainsi que celles qui pourraient leur être allouées par l'Office National Interprofessionnel du Blé. Un décret contresigné par les ministres de l'Agriculture et des Finances, déterminera les conditions de fonctionnement et de contrôle administratif et financier des Comités départementaux.

ART. 5. — Les Comités départementaux décideront, s'il y a lieu, de provoquer et de faciliter la création de nouvelles coopératives de blé, partout où le besoin s'en fera sentir et interviendront pour régler les différends pouvant se produire au sujet de la zone d'action des coopératives de blé. Les coopératives créées après le 1^{er} janvier 1936, devront être agréées par le Comité Départemental. Le Conseil Central arbitrera les désaccords qui se produiraient.

Les Comités Départementaux pourront également, et dans les mêmes conditions agréer des organismes constitués en conformité de l'article 22 de la loi du 5 août 1920.

Les coopératives pourront modifier leurs statuts et accepter comme usagers tous producteurs de blé, propriétaires exploitant eux-mêmes ou à mi-fruits, fermiers ou métayers qui ne seraient pas membres de la coopérative, ainsi que tout détenteur de blé reçu en paiement de fermage ou de service, sans perdre pour cela le bénéfice du décret-loi du 8 août 1935.

Les usagers participeront aux charges de gestion de la coopérative proportionnellement aux quantités livrées par eux.

Les cultivateurs, non encore coopérateurs, auront la pos-

sibilité de le devenir, pourvu qu'ils s'engagent à remplir les obligations statutaires.

Chaque producteur aura la faculté de s'adresser à la coopérative de blé de son choix, mais il ne pourra appartenir qu'à une seule coopérative par exploitation. Toutefois, les membres d'une coopérative de stockage auront la faculté d'adhérer également à une coopérative de semences.

Les gérants des coopératives ne pourront directement ou indirectement, par personnes interposées, se livrer à aucune exploitation commerciale.

Toutes les coopératives de blé pourront recevoir de l'Office National des subventions leur permettant de faire face à leurs frais de gestion.

Dans les communes mixtes des départements algériens, les sociétés indigènes de prévoyance créées par la loi du 14 avril 1893, seront éventuellement habilitées par le Comité Départemental à remplir le rôle dévolu aux coopératives.

ART. 6. — Sans pouvoir prétendre aux avantages fiscaux et aux subventions accordées aux coopératives de blé, les négociants en grains français et patentés — à l'exclusion des meuniers et boulangers — pourront, après en avoir fait la déclaration préalable au Comité Départemental et sous son contrôle, acheter, stocker et livrer le blé, aux mêmes conditions et prix que les coopératives et en respectant l'échelonnement des ventes, prévu à l'article 15.

Toutefois, le Comité Départemental devra rayer du registre des déclarations, les négociants qui auront été condamnés à des peines afflictives et infamantes ou à des peines

correctionnelles pour vols, escroqueries, abus de confiance ou tous autres faits contraires à la probité, ou encore qui auront été condamnés pour des infractions à la législation sur les blés, ou qui se trouvent en état de faillite ou de liquidation judiciaire.

Cette radiation, qui comportera de droit l'interdiction de pratiquer les opérations prévues au premier paragraphe du présent article, pourra donner lieu, de la part des intéressés, à un recours devant le Comité Central qui devra statuer dans le mois.

Ce recours aura le caractère suspensif.

Les négociants en grains seront tenus d'acheter la récolte entière d'un même producteur. En outre, le Conseil Central aura la faculté de décider qu'un même producteur ne pourra s'adresser qu'à un seul négociant par exploitation.

A partir de la promulgation de la présente loi, la création de tout fonds de commerce pour achat, stockage et livraison de blé devra être autorisée par le Comité Départemental, ainsi que l'adjonction de ces opérations à un fonds de commerce déjà existant, sous réserve du droit d'appel devant le Conseil Central.

Les prix officiels et les barèmes à appliquer seront affichés à la porte de la mairie dans chaque commune, ainsi que dans les magasins des négociants et au siège des coopératives à une place où ils seront facilement lus.

Les achats de blés effectués par les négociants en grains seront obligatoirement payés par l'intermédiaire de la Caisse régionale de Crédit Agricole mutuel dans la circonscription

de laquelle se trouve l'exploitation agricole ou le domicile du vendeur, s'il n'est pas agriculteur. En cas de chevauchement de circonscription de deux Caisses régionales, le vendeur devra opter pour l'une ou l'autre d'entre elles et cette option sera irrévocable pour toute la campagne en cours. Les caisses régionales qui sont autorisées, par la présente loi, à recevoir les versements et dépôts en espèces des négociants en grains, pourront, sous leur responsabilité, accréditer une caisse locale à recevoir et effectuer ces paiements. A titre de rémunération, les Caisses de Crédit Agricole pourront exercer sur ces paiements une retenue ne pouvant excéder 1 p. 1.000, et dont le Conseil d'administration desdites caisses fixera le montant.

Les coopératives et les négociants en grains adresseront régulièrement au Comité Départemental des bordereaux mensuels, portant détail et total de toutes leurs opérations d'entrée et de sortie des blés, avec désignation des vendeurs et acheteurs.

En cas de désaccord entre les vendeurs et les acheteurs sur la qualité du blé, le Comité Départemental arbitrerá sans appel.

Sans préjudice des pénalités édictées à l'article 31, toute infraction aux décisions du Comité Départemental entraînera, pour le négociant, une sanction pouvant aller, selon le caractère de l'infraction, de la suspension temporaire à la suppression de la faculté d'acheter, de stocker et de livrer du blé. Cette sanction, prononcée par le Comité Départemental,

sera susceptible d'appel devant le Conseil Central dans les conditions fixées au présent article.

ART. 7. — Sous approbation du Comité Départemental, les coopératives de blé et les organismes désignés, à cet effet, par le Comité Départemental et contrôlés par l'Office National, pourront confier au commerce local, si celui-ci n'opère pas pour son propre compte, réception, logement, stockage, conservation des blés ou autres opérations (ces dispositions ne pouvant, en aucun cas, s'appliquer aux minotiers et boulangers), ou laisser en dépôt, chez les cultivateurs, tout ou partie des blés qu'ils auront pris en charge.

Le contrôle de l'Office National s'exercera effectivement sur les Comités Départementaux, les coopératives de blé, moulins coopératifs, négociants et organismes prévus ci-dessus pour assurer la stricte application des dispositions de la présente loi, et notamment le respect de l'échelonnement des ventes, la régularité des prix et des qualités de blé.

Une somme de 15 centimes sera prélevée sur chaque quintal de blé, vendu par les coopératives et les négociants. Elle sera perçue, pour une moitié, au profit des Comités Départementaux et, pour l'autre, au profit de l'Office National du Blé, par les soins des Comités Départementaux, auprès des coopératives, dans les conditions prévues à l'article 25 et par l'Administration des Contributions directes, après des **négociants en grains**.

Toutefois, dans le cas des coopératives de meunerie ou de meunerie-boulangerie, la taxe de 15 centimes est prélevée sur chaque quintal de blé livré auxdites coopératives.

Le même prélèvement est effectué, sur tout quintal de blé importé, lors de l'introduction sur le territoire métropolitain, sauf au cas où la taxe de 15 centimes aurait été perçue au lieu de départ de ce blé, et à l'exception des importations qui pourraient être faites directement par l'Office du Blé.

Les dispositions de l'article 21 du décret de codification du 24 avril 1936 sont applicables aux opérations des coopératives de blé, des organismes prévus ci-dessus et des personnes prêtant leur entremise pour l'exécution desdites opérations, tant sur les blés que sur les produits de mouture.

ART. 8. — Dans la deuxième quinzaine de juin, le Conseil Central établira une prévision du rendement de la récolte nationale. Sur la proposition des Comités Départementaux, il fixera les quantités de blé, que chaque producteur, propriétaire exploitant lui-même ou à mi-fruit, fermier ou métayer ayant vendu plus de 100 quintaux de blé l'année précédente, pourra livrer à la vente, en attendant la fixation de l'échelonnement des ventes, prévu à l'article 15 ci-après.

Ces dispositions s'appliqueront aux propriétaires affermant leur propriété et dont le fermage est payable en blé et, en général, à tous les détenteurs de blé.

ART. 9. — Dans la deuxième quinzaine d'août, le Conseil Central examinera les propositions des Comités Départementaux et fixera le prix du blé tendre à la production, compte tenu de l'importance de la récolte, par application au prix moyen des récoltes 1911, 1912, 1913, tel qu'il résulte de la cote officielle du marché de Paris, d'un coefficient

qui ne pourra, en aucun cas, être inférieur au coefficient de majoration moyen, par rapport à 1914, de l'indice pondéré du prix de la vie, des salaires, des produits ou objets d'utilisation courante dans les exploitations rurales, et de l'ensemble des charges pesant sur la production.

Avant le 1^{er} juillet, le Conseil Central examinera les propositions de la section algérienne de l'Office et fixera le prix du blé dur, compte tenu de l'importance de la récolte, par application, au prix moyen des récoltes de blé du 1911-1912-1913, tel qu'il résulte de la cote officielle du marché d'Alger, d'un coefficient qui ne pourra, en aucun cas, être inférieur au coefficient de majoration moyen pour l'Algérie, par rapport à 1914, de l'indice pondéré du prix de la vie, des salaires, des produits ou objets d'utilisation courante dans les exploitations rurales et de l'ensemble des charges pesant sur la production algérienne.

Le prix du blé ainsi fixé, sera majoré d'une prime mensuelle de magasinage, d'entretien et de gestion, qui sera fixée par le Conseil Central.

Le Conseil Central fixera également, s'il y a lieu, le taux du blutage. La fixation du prix des farines et du prix du pain demeurera au pouvoir des préfets et des maires, conformément aux dispositions des lois du 31 août 1924 et des 19-22 juillet 1791, auxquelles il n'est pas dérogé.

Toutes les décisions du Conseil Central et des Comités Départementaux sont prises à la majorité absolue de leurs membres.

Toutefois, les décisions concernant la fixation du prix du

blé ne sont prises que si les quatre cinquièmes des membres du Conseil Central sont présents. Elles ne sont exécutoires que si elles ont réuni les trois-quarts des suffrages exprimés.

Les règles relatives aux décisions concernant la fixation du prix du blé sont applicables aux décisions visées aux articles 14 et 16 et au deuxième alinéa de l'article 21 de la présente loi.

Au cas où ces deux conditions ne seraient pas réalisées, la décision sera prise en Conseil des ministres, par le Gouvernement, qui devra tenir compte des éléments déterminés au premier alinéa du présent article.

Le prix fixé dans les conditions prévues ci-dessus s'applique à du blé de qualité loyale et marchande. Un barème établi par le Conseil Central fixera les réfections ou bonifications qui seront appliquées suivant la qualité des blés livrés.

La réception en qualité des blés livrés aux minotiers et semouliers devra être effectuée obligatoirement au départ des magasins des coopératives ou des négociants en grains ou, d'une manière générale, des centres de stockage.

ART. 10. — Tous les marchés, de quelque nature qu'ils soient, de blé, de farine, de produits dérivés, comportant livraison après le 15 juin 1936 et jusqu'à la date de fixation du prix en application des dispositions de l'article 9, seront, si la livraison n'a pas encore été faite, résiliés sans indemnité à la demande de l'une quelconque des parties.

La demande initiale en résiliation devra être formulée dans les quinze jours qui suivront la fixation du prix, conformément aux dispositions de l'article 9.

Cet article ne s'applique pas aux marchés qui ont été traités aux marchés réglementés.

Dans la semaine qui suivra la date de la fixation du prix, les meuniers, les négociants en grains et tous autres détenteurs de blé, autres que les cultivateurs et que les coopératives, seront tenus de déclarer les stocks de blé existant dans leurs magasins à la date de la fixation du prix, en les répartissant, s'il y a lieu, en trois catégories, d'après leur origine : blés libres, blés stockés et blés améliorants. Ces déclarations préciseront les quantités de blé détenues par eux dont le prix n'a pas été définitivement réglé.

Les meuniers, les boulangers et tous autres détenteurs de farine seront tenus de déclarer, dans les mêmes conditions, les stocks de farine existant dans leurs magasins.

Les déclarants seront astreints à verser, au profit de l'Office National du Blé et sur la base de leurs déclarations, une somme égale, par quintal, à la différence existant entre ce prix et le cours moyen du blé du 1^{er} août au jour de la fixation du prix par l'Office, tel qu'il résulte pour la région parisienne, de la cote officielle du marché de Paris ; pour les départements métropolitains, de la cote officielle départementale ; et pour l'Algérie, des cotes officielles fixées par les Chambres de Commerce ou les Compagnies de courtiers assermentés. Un décret, pris sur la proposition du ministre de l'Agriculture, déterminera les conditions d'application des dispositions du présent alinéa aux blés stockés, aux blés améliorants et aux diverses farines. Toutefois, pour les blés dont le prix n'aura pas été définitivement réglé, les détenteurs ne

seront tenus de verser à l'office que la différence réelle entre le prix fixé par l'Office et le prix auquel ils doivent effectuer le règlement à leur vendeur.

Le contrôle de ces déclarations et le recouvrement de cette taxe seront assurés par l'administration des contributions indirectes.

Toute fausse déclaration sera punie d'une amende fiscale égale au quintuple de la dissimulation.

ART. 10bis. — A la fin de chaque campagne, et aux dates qui seront précisées par décret, les meuniers, semouliers et négociants en grains, les coopératives, les producteurs et tous autres détenteurs de blé seront tenus de déclarer les stocks de blé tendre et dur de toute origine existant dans leurs magasins ou exploitations, en cours de transport ou détenus par des tiers pour leur compte.

Pour tous les détenteurs autres que les producteurs, cette déclaration sera reçue à la recette ruraliste des contributions indirectes. En ce qui concerne les producteurs, la déclaration ne sera obligatoire que pour ceux d'entre eux qui détiendront, dans l'ensemble de leur exploitations, une quantité de blé provenant des récoltes antérieures excédant dix quintaux ; elle sera souscrite et affichée à la mairie du siège de l'exploitation principale.

Les meuniers, semouliers, boulangers et tous autres détenteurs de farines et de semoules seront tenus de déclarer, dans les conditions prévues aux premier et deuxième alinéas du présent article, les stocks de farines et de semoules exis-

tant dans leurs magasins, en cours de transport ou détenus par des tiers pour leur compte.

1° Si, pour la nouvelle récolte, le prix du blé à la production, déterminé dans les conditions fixées par l'article 9, est supérieur au prix en vigueur à la fin de la campagne précédente, compte tenu des primes de magasinage, d'entretien et de gestion, ainsi que du poids spécifique, les déclarants seront astreints à verser, au profit de l'Office National Interprofessionnel du Blé, et sur la base de leurs déclarations, une redevance égale, par quintal de blé, à la différence existant entre ces deux prix, et dont le taux sera fixé par décret.

Le taux de la redevance applicable, d'une part, aux farines en stock et, d'autre part, aux semoules de blé dur en stock, sera fixé par décret.

Les redevances, dues par les producteurs, seront retenues par les coopératives de blé, les organismes assimilés ou les négociants inscrits, lors des premières livraisons de blé qui suivront la date fixée pour la déclaration, et reversées par eux au profit de l'Office du Blé.

Lors de la fixation du taux, par quintal de blé, de la redevance, visée au quatrième alinéa du présent article, il pourra être prévu, en ce qui concerne les blés déclarés par les coopératives de blé et les organismes assimilés, ainsi que par les négociants, que ledit taux pourra être diminué d'un abattement forfaitaire destiné à tenir compte des frais particuliers d'écoulement, afférents à ces blés. Le même abattement sera opéré, au profit des coopératives de blé et des organismes

assimilés, ainsi que des négociants, sur le montant des redevances retenues aux producteurs dans les conditions prévues au paragraphe précédent. Lors de la vente des blés ayant fait l'objet dudit abattement, une prime, égale au maximum à la réduction ainsi consentie, pourra être allouée par les bénéficiaires aux utilisateurs de ces blés.

Les sommes provenant des redevances, versées par les coopératives de blé et organismes assimilés, devront, selon les proportions fixées par le Conseil Central :

a) Etre affectées à la Caisse de Garantie et au Fonds spécial, prévus par l'article 24 ci-après, jusqu'à concurrence de la moitié au moins ;

b) Etre utilisées à l'attribution de subventions pour frais de gestion aux coopératives de blé dans les conditions prévues par le huitième alinéa de l'article 5 ci-dessus.

Les blés importés en compensation d'exportation préalable, postérieurement à la date fixée pour la déclaration de stocks susvisés et, comme suite, à des autorisations d'exportation, délivrées antérieurement à ladite date, seront assujettis, lors de leur importation, à la redevance visée au présent article. Il en sera de même des blés importés en vue de la consommation, postérieurement à la date fixée pour ladite déclaration et en vertu d'autorisation d'importation délivrées antérieurement à cette date.

Toutefois, cette redevance ne s'appliquera pas aux blés appartenant en propre à l'Etat et, notamment, à ceux du stock de sécurité, constitué en application de l'article 6 de

la loi du 24 décembre 1934, ainsi qu'à ceux appartenant à l'Office National Interprofessionnel du Blé.

2° Si, pour la nouvelle récolte, le prix du blé à la production, déterminé dans les conditions fixées à l'article 9, est inférieur au prix en vigueur à la fin de la campagne écoulée, compte tenu des primes de magasinage, d'entretien et de gestion, les meuniers, semouliers et tous autres industriels utilisant des blés destinés à la consommation humaine, pourront être tenus de réserver aux blés, déclarés en vertu des trois premiers alinéas du présent article, un pourcentage d'emploi, qui sera fixé par décret.

Ces blés devront être payés aux vendeurs au prix en vigueur au dernier mois de la campagne écoulée.

Le contrôle des déclarations, faites en vertu des trois premiers alinéas du présent article, la vérification des stocks, la constatation et le recouvrement des redevances seront assurés par l'Administration des Contributions indirectes. Les redevables pourront se libérer au moyen d'obligations cautionnées à quatre mois d'échéance dans les conditions prévues par l'article 672 du Code des Contributions indirectes.

Toute omission ou toute fausse déclaration sera punie d'une amende égale au double de la valeur des blés, farines et semoules, dont l'existence n'aura pas été déclarée ou aura été déclarée inexactement.

Les modalités d'application du présent article seront fixées par décrets contresignés par le ministre de l'Agriculture et par le ministre des Finances, ainsi que par le ministre de l'Intérieur, en ce qui concerne l'Algérie.

ART. 11. — Du 15 avril au 1^{er} mai, les cultivateurs devront déclarer la superficie des terres labourables qu'ils ont ensemencées en blé, à la mairie de la commune où se trouve le siège de leur exploitation.

Avant le 30 septembre, les cultivateurs devront déclarer leur récolte de blé dans les mêmes conditions.

Les déclarations ci-dessus seront affichées à la mairie.

Au cas où leurs battages ne seraient pas effectués, les producteurs feront une déclaration de récolte provisoire, qui sera rectifiée, lorsque leurs battages auront été terminés et, au plus tard, le 15 juin.

Un récépissé de ses déclarations sera délivré à chaque producteur.

ART. 12. — En cas de métayage, le bailleur et le métayer feront chacun une déclaration séparée, correspondant à leur part dans l'exploitation.

Le bailleur et le métayer seront, au regard de la loi, considérés comme récoltants distincts et assujettis, chacun en ce qui le concerne, à la présente loi, pour leur part respective seulement, calculée indépendamment de celle de l'autre partie.

ART. 13. — Au cas où le propriétaire posséderait plusieurs propriétés exploitées par métayage, fermage ou autre mode d'exploitation, il serait considéré comme récoltant, au regard de la présente loi, pour le total du blé destiné à la vente qu'il retire de l'ensemble de ses propriétés.

ART. 14. — Avant le 1^{er} février, le Conseil Central se réunira pour déterminer, s'il y a lieu, étant donné les résul-

tats de la récolte, la quantité de blé qui pourra être importée pour faire face aux besoins de l'année en cours jusqu'au 1^{er} septembre, ainsi qu'aux besoins des industries spéciales importatrices de blés durs.

En cas de récolte déficitaire, le stock de sécurité, constitué en application de l'article 6 de la loi du 24 décembre 1934, pourra, après avis du Conseil Central de l'Office National du Blé, être mis sur le marché.

En cas d'excédent de récolte, le Conseil Central déterminera la quantité de blé excédentaire, dont il devra assurer l'exportation ou le stockage et les dates, à partir desquelles auront lieu ces opérations, ces excédents étant fournis aux coopératives et, par leur intermédiaire, à l'Office National du Blé, à un prix d'achat différentiel qui sera fixé par le Conseil Central de l'Office.

A titre transitoire, au cas où la campagne 1937 serait excédentaire, les excédents seront fournis par les producteurs vendant plus de 50 quintaux au prorata de la moyenne de leurs trois dernières récoltes, et à un cours d'achat qui ne pourra être inférieur de plus de 20 % au prix fixé pour la récolte nationale.

Dans la fixation de la quantité de blé, que le producteur devra fournir pour l'exportation ou le stockage, il sera tenu compte de la réduction qu'aura pu subir sa récolte de l'année du fait de circonstances exceptionnelles, telles que, par exemple, calamités agricoles, destruction totale ou partielle par parasites.

A partir de la campagne 1938, il sera établi par produc-

teur, vendant plus de 50 quintaux, un contingent de production de blé correspondant à son assolement normal et les excédents seront fournis selon un barème progressif établi par le Conseil Central de l'Office, par les producteurs qui auront dépassé le contingent assigné. Toutefois, ce contingent, au cas de métayage, ne saurait affecter d'aucune manière l'assolement du ou des métayers dont le bailleur vendrait plus de 50 quintaux.

En cours d'exercice annuel, suivant les indications nouvelles qui lui seront données sur le rendement de la dernière récolte, ou la perspective de la prochaine récolte, l'Office National pourra décider une augmentation ou une diminution des quantités à exporter, à stocker ou à importer.

Le Conseil Central pourra, en cas de récolte excédentaire, prescrire aux Caisses régionales de Crédit Agricole mutuel de retenir une fraction, qui ne pourra être supérieure au quart des sommes, que les négociants leur auront versées en vue du paiement des blés acquis par eux. Les sommes ainsi retenues, ne pourront être réglées aux vendeurs qu'à l'époque fixées par l'Office du Blé.

ART. 15. — Avant le 1^{er} novembre, le Conseil Central déterminera l'échelonnement des ventes de blé appartenant aux producteurs ayant vendu, l'année précédente, plus de 100 quintaux de blé, y compris les blés de semence et de multiplication, ainsi qu'à tous les détenteurs de blé, définis à l'article 8. En tout état de cause, cet échelonnement ne pourra s'étendre au delà du 30 juin de l'année suivante. Le Con-

seil Central facilitera, en outre, la répartition des blés des régions excédentaires vers les régions déficitaires.

Des décrets, rendus après avis du Conseil Central, pourront fixer, soit pour certaines régions, soit pour l'ensemble du territoire métropolitain, les conditions dans lesquelles les producteurs ou détenteurs de blés, destinés à la consommation humaine, seront astreints à les livrer aux coopératives de blé, aux organismes assimilés ou aux négociants inscrits. Pour le territoire algérien, un arrêté du gouvernement général, après avis de la section algérienne, pourra prescrire des mesures analogues.

Toute infraction aux décisions, prises en application des dispositions de l'alinéa précédent, sera punie d'une amende de 50 francs par quintal de blé.

ART. 16. — L'Office National aura le monopole de l'importation et de l'exportation des blés, des farines et des céréales panifiables, des semoules et des sous-produits de trituration. Il ne recourra à l'importation des blés étrangers qu'en cas d'insuffisance quantitative ou qualitative des blés français dûment reconnue par le Conseil Central. En particulier, pour l'obtention des farines de coupage et pour les besoins de la semoulerie ou de la fabrication des pâtes alimentaires, il utilisera les blés tendres de force et les blés durs nord-africains.

Pour ces opérations d'importation et d'exportation, l'Office National pourra utiliser tels organismes administratifs ou intermédiaires, agents commerciaux, courtiers, qu'il jugera nécessaires à ces opérations.

Le régime de l'admission temporaire des blés tendres et des blés durs est supprimé à partir de la promulgation de la présente loi. Y seront toutefois admises, à titre transitoire, les marchandises que l'on justifiera, dans les conditions prévues par l'article 11 du Code des Douanes, avoir été expédiées directement pour la France, avant le 30 juin 1936, et qui auront été déclarées pour l'admission temporaire sans avoir été placées en entrepôt ou constituées en dépôt.

Le Conseil Central décidera les achats et marchés à passer, leur quantité, les conditions de prix, l'échelonnement des livraisons.

Il fixera le prix de rétrocession des blés importés pour la consommation.

Il fixera également le prix des blés importés, qui seront rétrocédés en compensation d'exportations préalables, soit de blés en grains indigènes, soit de farines et de produits farineux alimentaires de blés. Des décrets, pris sur la proposition de l'Office, détermineront les conditions, dans lesquelles s'effectueront ces exportations préalables, la qualité des produits qui pourront y être admis, ainsi que le rapport à établir entre les produits exportés et la quantité de blé dont la rétrocession pourrait être obtenue postérieurement du fait de ces exportations.

Les sociétés coopératives agricoles de meunerie, de meunerie-boulangerie ou de semoulerie, créées et fonctionnant sous le régime de la loi du 5 août 1920, pourront, sans perdre le bénéfice des dispositions du décret-loi du 8 août 1935, mélanger aux blés de leurs adhérents des blés exotiques, dans

la limite d'un pourcentage fixé par décret en application de l'article 1^{er} de la loi du 1^{er} décembre 1929. Ces groupements pourront également participer aux opérations d'exportation préalable et d'importation compensatrice visées ci-dessus.

Les opérations, effectuées dans ces conditions par ces coopératives avec d'autres personnes que leurs adhérents et usagers, devront faire l'objet d'une comptabilité spéciale.

Jusqu'à concurrence de 400 millions de francs, la totalité des droits de douane, perçus sur les blés importés, sera attribuée à l'Office National Interprofessionnel du Blé, compte tenu du prélèvement déjà établi au bénéfice du compte spécial du blé, ouvert par l'article 24 de la loi du 10 juillet 1933. Cette limite atteinte, la loi de finances fixera, chaque année, la proportion dans laquelle sera attribué à l'Office du Blé, le produit des droits de douane, compte tenu du prélèvement visé à l'alinéa précédent. Toutefois, en ce qui concerne les blés importés dans les conditions prévues à l'alinéa précédent, la totalité des droits de douane, perçus à l'importation, sera attribuée à l'Office.

Toutes les décisions, prises par le Conseil Central en vertu des articles 14 et 16, le seront dans les conditions fixées aux sixième, septième et huitième alinéas de l'article 9 et devront être publiées au « Journal Officiel » de la République française.

ART. 16bis. — L'Office National Interprofessionnel du Blé est et demeure autorisé à réclamer, à l'appui des demandes d'autorisation relatives aux opérations d'exportation et d'im-

portation, visées à l'article 16, un versement provisionnel qui sera restitué lors de la réalisation définitive de l'opération.

Le tarif applicable, par quintal de blé, à ce versement, sera fixé par un arrêté du ministre de l'Agriculture, après avis de l'Office du Blé.

Dans le cas où, pour quelque cause que ce soit, l'opération autorisée n'aurait pas été réalisée, ou n'aurait été réalisée qu'en partie, le versement, correspondant à la partie non utilisée de l'autorisation, restera définitivement acquis à l'Office.

ART. 17. — Les coopératives de blé et les organismes, visés à l'article 5, seront tenus de se porter acquéreurs au prix et dans les conditions fixés par l'Office National, sous réserve de respecter l'échelonnement, prévu par l'article 15, de tous les blés qui leur seront offerts.

Les coopératives seront tenues de régler en espèces ou par chèque, le prix des blés à leur livraison, jusqu'à concurrence de 50 quintaux au minimum ; pour le surplus, un acompte de trois quarts de leur valeur devra être accordé. Toutefois, le minimum de 50 quintaux pourra être porté jusqu'à 75 quintaux, avant le 1^{er} novembre, par décision du Conseil Central, lorsque celui-ci estimera qu'il n'y a pas lieu d'effectuer les prélèvements des quantités excédentaires, visées à l'article 14 de la présente loi.

Dans le cas de livraison différée, le prix de règlement applicable sera celui du mois de la livraison effective. Le vendeur, qui demeurera dépositaire de la marchandise non livrée, pourra exiger un acompte pouvant atteindre les deux-

tiers de la valeur actuelle du blé vendu. Cet acompte ne comportera pas de paiement d'intérêt.

D'autre part, la partie de la récolte qui n'a pas été immédiatement vendue ou qui a été retenue, par application de l'échelonnement, pourra faire l'objet d'un warrant, souscrit par l'emprunteur à l'ordre de la coopérative dont il relève et qui, après aval du Conseil d'administration de la coopérative et de l'Office National du Blé, sera escompté par la Banque de France ou la Banque de l'Algérie.

Toutefois, ces warrants pourront être remplacés par des effets cautionnés, souscrits par l'emprunteur à l'ordre de la coopérative, qui seront avalisés et escomptés dans les conditions prévues par l'article 23 ci-après.

Les avances, correspondant à ces warrants ou effets, pourront atteindre les deux-tiers de la valeur des blés auxquels elles se rapportent.

L'article 11 de la loi du 30 avril 1906 sur les warrants agricoles est complété comme suit :

« Pour les blés warrantés, la vente publique est remplacée par une opposition auprès de la coopérative, chargée d'en assurer l'écoulement et ce par simple pli recommandé avec accusé de réception. Cette coopérative sera désignée dès la création du warrant et dans son libellé même. »

Pour couvrir les frais de contrôle de l'existence et de l'état de conservation des blés à livraison différée, ou ayant fait l'objet d'acomptes ou d'avances, la coopérative pourra retenir, lors du règlement définitif de ces blés, le montant d'une

taxe dont la quotité par quintal sera fixée par le Comité Départemental.

Les conditions, dans lesquelles pourra s'exercer le commerce des blés de semence, seront fixées par le Conseil Central, avec le concours des organisations professionnelles, de sélectionneurs et de producteurs de ces blés. La multiplication des blés de semences reste libre, conformément aux lois et décrets en vigueur.

ART. 18. — Le Conseil Central réglera le rythme des livraisons des différents organismes vendeurs, de manière à assurer un écoulement proportionnel des blés détenus par chacun d'eux.

Des décrets, rendus après avis du Conseil Central, pourront fixer, soit pour certaines régions, soit pour l'ensemble du territoire métropolitain, les conditions dans lesquelles les coopératives de blé, les organismes assimilés et les négociants inscrits seront astreints à livrer aux industries utilisatrices les blés destinés à la consommation humaine, détenus par eux. Pour le territoire algérien, un arrêté du Gouverneur général, après avis de la Section algérienne, pourra prescrire des mesures analogues.

Toute infraction aux décisions prises en application des dispositions de l'alinéa précédent, sera punie d'une amende de 50 francs par quintal de blé.

Le Comité Départemental devra, en accord avec l'administration des Contributions indirectes, subordonner la délivrance des titres de mouvement, prévus à l'article 22, au res-

pect des dispositions arrêtées par le Conseil Central pour l'écoulement des blés.

Les minotiers et les semouliers devront, en se conformant strictement aux prescriptions du Comité Départemental, s'approvisionner exclusivement auprès des coopératives de blé, des organismes visés à l'article 5 et des négociants en grains.

Toutefois, au cas où, pour éviter des frais de transport et de manipulation, il y aurait avantage à faire livrer directement à la minoterie les blés du cultivateur, les livraisons directes pourront être autorisées par la coopérative et sous son contrôle, dans les conditions fixées par le Comité Départemental. En cas de livraison directe, le paiement sera effectué par la coopérative de blé qui aura autorisé la livraison directe.

Les coopératives de blé et organismes assimilés devront reverser une fraction de la marge de rétrocession afférente aux blés, livrés dans ces conditions (différence entre le prix du blé à la production et le prix de rétrocession à la meunerie). Le montant de cette taxe, qui ne pourra être inférieur à la moitié de la marge de rétrocession, sera fixé par le Conseil Central. Elle sera constatée, recouvrée et poursuivie comme en matière de contributions indirectes, et au profit de la Caisse de Garantie, prévue par l'article 24 ci-après.

ART. 18bis. — A partir de la campagne 1937-1938, les ventes, effectuées aux meuniers par les coopératives de blé et organismes assimilés, devront être payées au comptant, lors de la livraison effective des blés, ou réglées par les seuls moyens autorisés par décret rendu, après avis de l'Of-

fice du Blé, sous le contreseing du ministre de l'Agriculture et du ministre des Finances.

Tous les paiements et règlements, visés ci-dessus, devront être faits par l'intermédiaire des Caisses régionales de Crédit Agricole mutuel, auxquelles les coopératives ou organismes assimilés auront fait escompter des effets susceptibles de recevoir l'aval de l'Office du Blé.

Toutefois, des dérogations à ces dispositions pourront être accordées par l'Office du Blé, sur avis favorable de la Caisse de Crédit Agricole intéressée, aux coopératives qui en feraient la demande.

ART. 19. — Par dérogation aux dispositions qui précèdent, les producteurs, propriétaires exploitant eux-mêmes ou à mi-fruit, les propriétaires affermant leur propriété et dont le fermage est payable en blé, à condition que leur domicile légal soit situé dans la commune où se trouve leur exploitation ou dans une commune limitrophe, les fermiers et métayers, les ouvriers agricoles et les artisans payés habituellement en blé, pourront, dans la limite de 4 quintaux par an et par personne vivant sous leur toit, pratiquer l'échange du blé contre de la farine ou du pain et de farine contre du pain dans les départements et dans les conditions où ces pratiques existent déjà sous forme d'usages locaux. Cette même faculté sera accordée aux père et mère, qui auront abandonné leur propriété à leurs enfants, sous réserve qu'ils en recevront annuellement le blé nécessaire à leur consommation.

Pour bénéficier de cette mesure, les intéressés devront déclarer, à la mairie, la quantité de blé qu'ils entendent échan-

ger, ainsi que le moulin qui effectuera la mouture ou le boulanger qui fournira le pain, et ce à l'exclusion de toute autre formalité.

Les agriculteurs, résidant dans les communes des régions montagneuses, où la culture du blé n'est pas pratiquée et où, en vertu d'usages constants et anciens, l'approvisionnement en blé s'est toujours réalisé par achats à l'extérieur de la commune, pourront acquérir, auprès des coopératives, les quantités de blé nécessaires à leur consommation familiale dans les conditions du présent article. Ces quantités seront transportées sous titre de mouvement depuis la coopérative jusqu'à la minoterie ou boulangerie transformatrices. La liste des communes, où ces pratiques pourront être admises, sera fixée par arrêté du ministre de l'Agriculture, sur avis du Conseil Central.

Pour bénéficier de ce régime, les intéressés devront déclarer à la mairie les quantités de blé qu'ils désirent acquérir, ainsi que le moulin qui effectuera la mouture ou la boulangerie qui fournira le pain.

Les boulangers et les meuniers sont tenus de justifier les quantités de blé d'échange ou de mouture à façon, reçues ou mises en œuvre par eux, ainsi que des quantités correspondantes de farine.

Les quantités de blé ou de farine reçues, à titre de rémunération en nature, par les minotiers et les boulangers échangistes, seront soumises aux taxes et cotisations prévues par les articles 7 et 24 de la présente loi. En outre, la marge de rétrocession (différence entre le prix du blé à la production

et le prix de rétrocession à la meunerie), afférente à ces quantités, sera constatée, recouvrée et poursuivie, auprès des minotiers et boulangers, comme en matière de contributions indirectes et au profit de la Caisse de Garantie, visée à l'article 24 ci-après. Un décret, rendu sur la proposition du ministre de l'Agriculture et du ministre des Finances, déterminera les modalités d'application des dispositions du présent alinéa et, notamment, le taux de conversion des farines en blés.

ART. 20. — Les producteurs de blé, membres d'une coopérative de meunerie ayant pour seul objet d'écraser le blé provenant de leur récolte, seront autorisés à livrer directement la totalité de leurs blés au moulin coopératif auquel ils adhèrent.

Les coopératives agricoles de meunerie et de meunerie-boulangerie, créées et fonctionnant sous le régime de la loi du 5 août 1920, seront considérées comme coopératives de blé au regard de la présente loi.

ART. 21. — Pour la vente de leurs blés aux minoteries, les coopératives ou, en Algérie, à défaut de celles-ci, les sociétés de prévoyance indigènes, pourront, en se conformant strictement aux prescriptions du Comité Départemental et sous leur responsabilité, utiliser tels organismes administratifs ou intermédiaires, agents commerciaux, courtiers, qu'elles jugeront nécessaires à cette répartition.

Le prix de rétrocession à la meunerie est fixé par le Conseil Central.

Les coopératives, situées sur le territoire algérien et les

sociétés indigènes de prévoyance pourront vendre directement aux populations indigènes le blé nécessaire à leur consommation familiale.

ART. 22. — En vue d'assurer le contrôle des opérations prévues à la présente loi, tous les blés seront accompagnés dans leur circulation, depuis les magasins des coopératives de blé ou des négociants en grains ou, d'une manière générale, depuis les centres de stockage, d'un titre de mouvement, délivré par l'Administration des Contributions indirectes, en se conformant aux prescriptions du Comité Départemental, prévues par l'article 18. La même formalité est obligatoire pour tous les blés importés.

Les blés des cultivateurs, autres que ceux destinés à l'échange, livrés directement au meunier, en vertu des dispositions de l'article 18, seront accompagnés dans leur circulation d'un titre de mouvement, obtenu par la coopérative qui aura autorisé cette livraison.

Les coopératives de blé et à titre transitoire les organismes agréés par les Comités Départementaux, en Algérie, à défaut de celles-ci, les sociétés de prévoyance indigènes, pourront créer, en contre-partie des blés qu'elles détiennent effectivement ou qui sont détenus par leurs mandataires, des effets avalisés par l'Office National du Blé et escomptés par les Caisses de Crédit Agricole mutuel, fonctionnant sous le régime de la loi du 5 août 1920 et placés sous le contrôle de la Caisse Nationale de Crédit Agricole. Ces effets seront réescomptés par la Banque de France ou la Banque de l'Algérie, à la demande desdites caisses ou de la Caisse Natio-

nale de Crédit Agricole ou de la Caisse Algérienne de Crédit Agricole.

En cas de livraisons différées, le vendeur remettra à la coopérative un effet ou un reçu pour une somme égale à l'acompte touché par lui.

En contre-partie de ces reçus ou effets, de même qu'en contre-partie des warrants ou effets cautionnés, prévus au troisième alinéa de l'article 17 ci-dessus, les coopératives pourront créer, avec l'assentiment de l'Office du Blé, des effets collectifs avalisés par ledit Office et escomptés dans les conditions prévues au premier alinéa du présent article.

Les reçus des vendeurs devront être, s'il y a lieu, annexés aux effets créés par les coopératives, avalisés par l'Office National du Blé et escomptés dans les conditions prévues au paragraphe précédent.

ART. 23bis. — Lorsque les effets ou warrants, avalisés par l'Office National Interprofessionnel du Blé, dans la métropole ou en Algérie, auront dû être réglés, en tout ou partie, à l'échéance, par cet établissement, aux lieu et place du débiteur auquel l'aval avait été accordé, l'Office du Blé possédera, pour le recouvrement de sa créance en principal et intérêts, un privilège ainsi défini :

Ce privilège, qui ne pourra primer celui du porteur de warrant agricole, tel qu'il résulte de l'article 7 du décret-loi du 28 septembre 1935, modifiant l'article 12 de la loi du 30 avril 1906, portera sur les meubles et effets mobiliers des groupements ou sociétés, auxquels l'Office du Blé aura dû se substituer en vertu de son aval. Il prendra rang immédiate-

ment après les privilèges fiscaux, établis au profit du Trésor.

Le privilège de l'Office National Interprofessionnel du Blé ne pourra être invoqué à l'encontre de droits préférentiels, acquis par des tiers de bonne foi avant l'entrée en vigueur du présent article.

Indépendamment de l'exercice du privilège sur les meubles et effets mobiliers, l'agent de recouvrement pourra requérir, à concurrence du montant, en principal, de la créance de l'Office du Blé, l'inscription d'une hypothèque sur les immeubles des groupements ou sociétés, auxquels ledit Office aura dû se substituer en vertu de son aval.

Cette inscription sera requise, nonobstant toute opposition, sur production d'une copie de l'état exécutoire, délivré en vertu de l'article 2 du décret-loi du 30 octobre 1935, tendant à améliorer et à faciliter le fonctionnement du service du contentieux et de l'agence judiciaire du Trésor.

En outre, l'Office du Blé pourra exercer, dans les conditions, prévues par l'article 1166 du Code civil, tous les droits et actions du débiteur, auxquels il aura dû se substituer.

ART. 24. — Il est créé, entre les coopératives de vente de blé et les organismes, prévus à l'article 5, de la métropole et de l'Algérie et les sociétés indigènes de prévoyance, une Caisse de Garantie, destinée à couvrir les pertes éventuelles jusqu'à concurrence d'un maximum de 70 %, ce pourcentage pouvant, toutefois, être porté à 90 % pour le cas de pertes résultant de cas fortuits ou de force majeure.

Il est, en outre, formé un fonds spécial, dont les ressources seront affectées à l'attribution de primes spéciales aux

coopératives de blé, ayant à supporter les charges d'intérêts et d'amortissement des capitaux investis dans l'acquisition ou la construction de silos ou magasins collectifs.

Les recettes de la Caisse de Garantie et du Fonds spécial seront assurées par une cotisation fixée par le Conseil Central, proportionnelle au nombre de quintaux vendus par chaque coopérative et chaque organisme, prévu à l'article 5. Les négociants en grains seront également assujettis au paiement de cette cotisation, qui sera recouvrée, pour le compte et au profit de l'Office National, par les Comités Départementaux auprès des coopératives, dans les conditions prévues à l'article 25 et par l'Administration des Contributions indirectes auprès des négociants en grains. Le Conseil Central gère la Caisse de Garantie et le Fonds Spécial.

Toutefois, dans le cas de coopératives de meunerie ou de meunerie-boulangerie, la cotisation, visée à l'alinéa précédent, est prélevée sur chaque quintal de blé livré auxdites coopératives.

Le même prélèvement est effectué sur tout quintal de blé importé, lors de l'introduction sur le territoire métropolitain, sauf au cas où la cotisation aurait été perçue au lieu de départ de ce blé, et à l'exception des importations qui pourraient être faites directement par l'Office du Blé.

En outre, la signature de chaque coopérative et des organismes, prévus à l'article 5, pourra être garantie moyennant le versement d'une redevance dont le montant sera déterminé par le Conseil Central.

ART. 25. — Il est établi une taxe à la charge des produc-

teurs sur les quantités récoltées par eux, déduction faite des besoins de l'exploitation, prévus par l'article 19 de la présente loi.

Cette taxe sera perçue par les soins du Comité Départemental, pour le compte et au profit de l'Office National du Blé, auprès des coopératives ou des caisses régionales de Crédit Agricole mutuel, par l'intermédiaire desquelles les paiements aux producteurs doivent être faits sur la base des déclarations de récolte, celles-ci ne pouvant être, en aucun cas, inférieures au total des quantités vendues. Les Comités Départementaux pourront exercer, à cet effet, la procédure prévue en matière de Contributions indirectes.

Toutefois, le recouvrement devra être effectué en trois fractions au minimum, au fur et à mesure de l'écoulement des blés.

Cette taxe se calculera comme suit :

Pour la fraction comprise entre 0 et 100 quintaux, exonération.

Pour la fraction comprise entre 101 et 200 quintaux, 1 fr. par quintal.

Pour la fraction comprise entre 201 et 400 quintaux, 2 fr. par quintal.

Pour la fraction comprise entre 401 et 600 quintaux, 3 fr. par quintal.

Pour la fraction comprise entre 601 et 800 quintaux, 4 fr. par quintal.

Pour la fraction comprise entre 801 et 1.000 quintaux, 5 fr. par quintal.

Pour la fraction au-dessus de 1.000 quintaux, 6 fr. par quintal.

Dans le cas où un fermage sera stipulé payable en argent, à la parité du cours du blé, le fermier pourra déduire de son fermage total une somme égale au montant de la taxe exigible sur la quantité totale de blé ayant servi de base au calcul du fermage, étant entendu que le prix du quintal de blé, prévu dans le bail, ne pourra jamais excéder le prix de vente moyen des blés, nonobstant toute clause contraire insérée dans le bail.

Dans le cas où un fermage sera stipulé payable en blé, le fermier pourra déduire de son fermage une quantité de blé d'une valeur, égale à la taxe exigible sur ce fermage, par application du présent article.

ART. 26. — Le troisième alinéa de l'article 29 du décret de codification du 24 avril 1936 est abrogé et remplacé par les dispositions suivantes :

Elle est perçue sur chaque quintal de farine et de semoule, destiné à la consommation humaine et livré dans la métropole et l'Algérie, ou expédié en Tunisie.

Sous déduction d'une exonération à la base de 3.000 quintaux pour tout exploitant, ne produisant pas plus de 8.000 quintaux, le taux de la taxe est fixé, pour chaque quintal livré par un même exploitant, à :

2 fr. 50, pour les 8.000 premiers quintaux ;

3 fr., de 8.001 à 50.000 quintaux ;

3 fr. 50, de 50.001 à 100.000 quintaux ;

4 fr., au delà de 100.000 quintaux.

La taxe est applicable aux quantités de farines de fève, incorporées aux farines de froment, dans les limites fixées par l'article 24 du décret de codification du 24 avril 1936.

Les farines et semoules, introduites sur le territoire métropolitain, à l'exception de celles produites en Algérie et en Tunisie, acquitteront la taxe sur la base de 3 fr. par quintal.

Pour les produits, dérivés des farines et des semoules, ainsi que pour les produits obtenus par panification directe du blé, un décret, contresigné par les ministres de l'Agriculture et des Finances, fixera le taux de la taxe en fonction des quantités de farine et des semoules contenues dans lesdits produits.

Les dispositions qui précèdent entreront en vigueur à compter du premier jour du mois qui suivra la publication de la loi.

La délivrance des titres de mouvement, prévus par l'article 22 du décret de codification du 24 avril 1936, pourra être refusée aux redevables qui n'effectueront pas régulièrement le versement de la taxe à la mouture.

Le deuxième paragraphe de l'alinéa 2 de l'article 17 du décret de codification du 24 avril 1936 est abrogé.

Nonobstant les dispositions de l'article 10 de la loi du 19 décembre 1900, le Gouverneur général de l'Algérie est autorisé à modifier l'assiette et le tarif des différentes taxes, instituées par les assemblées algériennes pour la défense du marché du blé.

ART. 27. — Est abrogé, à partir du 1^{er} janvier 1937, le prélèvement de 10 % sur le produit de la taxe à la mouture, opéré au bénéfice du service des céréales du ministère de

l'Agriculture, en vertu de l'article 31 du décret de codification du 24 avril 1936.

A partir du 1^{er} janvier 1937, il sera opéré, au profit de l'Office National Interprofessionnel du Blé, un prélèvement de 15 % sur le produit de la taxe à la mouture, établie par l'article 29 du décret de codification du 24 avril 1936.

ART. 28. — Pour assurer le fonctionnement de l'Office National Interprofessionnel du Blé, une avance, remboursable dans un délai maximum de deux ans, pourra lui être consentie, à concurrence de 20 millions de francs par prélèvement sur le compte spécial, ouvert à l'article 24 de la loi du 10 juillet 1933.

ART. 29. — Le code du timbre et le code de l'enregistrement sont complétés respectivement par des articles 377bis et 617bis, ainsi conçus :

Office National Interprofessionnel du Blé, Comités Départementaux et Coopératives de Blé.

Art. 377 bis. — Sont exempts de tous droits de timbre, autres que celui des quittances, les actes, pièces et écrits de toute nature, concernant l'Office National Interprofessionnel du Blé, les Comités Départementaux et les Coopératives de Blé.

Art. 617 bis. — Sont exempts de tous droits d'enregistrement, les actes, pièces et écrits de toute nature, concernant l'Office National Interprofessionnel du Blé, les Comités Départementaux et les Coopératives de Blé.

Les mêmes exceptions sont applicables en Algérie ; à défaut de coopératives de blé, elles profitent aux sociétés de

prévoyance indigènes pour les actes et pièces, relatives à l'exécution de la présente loi.

ART. 30. — Les conditions d'application de la présente loi seront réglées, nonobstant toute dispositions réglementaires contraires, par décrets, rendus sur la proposition du ministre de l'Agriculture, du ministre des Finances, du ministre chargé de l'Economie Nationale, du ministre de l'Intérieur, en ce qui concerne l'Algérie, et du ministre des Affaires Etrangères, en ce qui concerne les blés importés des protectorats de la Tunisie et du Maroc.

En Algérie, un arrêté du Gouverneur général, pris en application du décret, visé à l'alinéa précédent, fixera les conditions spéciales d'application de la présente loi.

Un représentant du Conseil Central de l'Office sera délégué, d'une façon permanente, auprès de chacun des gouvernements de l'Algérie, de la Tunisie et du Maroc, pour assurer la liaison entre l'Administration Centrale de l'Office National du Blé et les organismes locaux, créés dans le même objet.

Ce fonctionnaire sera désigné avec l'agrément du Gouverneur général de l'Algérie et de chacun des Résidents généraux de la Tunisie et du Maroc.

ART. 31. — Toutes infractions à la présente loi et aux décrets, prévus par l'article 30 ci-dessous, seront punies d'une amende fiscale de 50 à 100 fr., majorée du quintuple des droits fraudés ou compromis.

La première phrase de l'alinéa 4 de l'article 4 du décret du 24 avril 1936, portant codification des textes législatifs

concernant l'organisation et la défense du marché du blé, est modifiée ainsi qu'il suit :

Toute infraction à ces prescriptions sera passible d'une amende de 2.000 fr. nets et sans décime par hectare.

En outre, toute vente ou tout achat de blé ou de farine, effectué en violation des dispositions des articles 6, 9, 17, 18 et 19, sera puni d'une amende fiscale égale au double du prix du blé ou de la farine, vendue ou achetée dans ces conditions, sans que cette pénalité puisse s'ajouter à celles fixées par le premier alinéa du présent article.

Si le délinquant est un minotier ou un négociant en grains, déjà condamné depuis moins de cinq ans pour la même infraction, la condamnation entraînera, de plein droit, contre lui, l'interdiction d'exploiter, soit un moulin, soit un commerce de grains, pendant un délai dont le tribunal fixera la durée. Pendant ce délai, le condamné ne pourra, à peine d'une amende de 500 à 5.000 fr., être employé, à quelque titre que ce soit, dans l'établissement qu'il exploitait, même s'il l'a vendu, loué ou mis en gérance.

Toutes les amendes, infligées en vertu de la présente loi, seront perçues au bénéfice de l'Office du Blé, déduction faite d'une fraction de 50 % de l'amende, qui sera versée au budget de la commune sur le territoire de laquelle est situé le principal établissement du délinquant. Ce dernier sera, en outre, privé des avantages des lois codifiées par le décret du 24 avril 1936 et des avantages stipulés dans la présente loi.

Les contrevenants seront, en outre, passibles, s'il y a lieu,

des pénalités édictées par la législation douanière.

Les dispositions des alinéas 5, 6, 7 et 8 de l'article 33 du décret de codification du 24 avril 1936, sont applicables aux infractions à la présente loi et aux décrets et arrêtés ministériels, pris pour son application.

L'article 463 du Code pénal, ainsi que la loi du 26 mars 1891, sont applicables aux infractions et délits visés au présent article.

ART. 32. — A partir de la promulgation de la présente loi, est interdite la cotation des blés dans les bourses de commerce.

ART. 33. — Le ministre de l'Agriculture présente, chaque année, au Président de la République, un rapport sur les opérations de l'Office National Interprofessionnel du Blé. Ce rapport est publié au « Journal Officiel ».

ART. 34. — En vue d'assurer, sans délai, le fonctionnement de l'Office du Blé, le ministre de l'Agriculture est autorisé à employer un personnel provenant, d'une part, de fonctionnaires et agents détachés par application des articles 33 de la loi du 30 décembre 1913 et 15 de la loi du 14 avril 1924, ainsi que du décret-loi du 30 juin 1934 et, d'autre part, d'agents auxiliaires. Les dépenses, engagées à ce titre sur le budget de l'Office, ne devront pas dépasser jusqu'au 31 décembre 1936, la somme de 5 millions de francs.

Les effectifs de ce personnel et sa rémunération seront fixés par décrets, contresignés du ministre des Finances et du ministre de l'Agriculture.

Toutefois, les décrets, portant fixation des effectifs défi-

nitifs de l'Office, devront être soumis à la ratification législative avant le 1^{er} janvier 1937.

Le statut du personnel de l'Office National Interprofessionnel du Blé fera l'objet d'un décret, contresigné des ministres de l'Agriculture et des Finances et pris sous la forme d'un règlement d'administration publique.

Dans la limite des effectifs définitifs, fixés par les décrets pris en application du troisième alinéa du présent article, ce personnel bénéficiera de la loi du 14 avril 1924 sur les pensions civiles. Un décret, rendu sous le contresign des ministres de l'Agriculture et des Finances, déterminera les conditions dans lesquelles la charge de ces pensions incombera à l'Office du Blé.

Toutefois, les agents, recrutés en vertu des décrets pris en application du deuxième alinéa du présent article, ne bénéficieront de ladite loi qu'autant qu'ils auront fait l'objet d'une nomination définitive, dans les conditions qui seront fixées par le statut susvisé.

ART. 35. — Sont abrogées, toutes dispositions contraires à la présente loi, qui est applicable aux départements de la Moselle, du Haut-Rhin, du Bas-Rhin et à l'Algérie.

BIBLIOGRAPHIE.

I. — OUVRAGES GENERAUX.

Les Prix :

AFTALION (Albert). — *L'équilibre dans les relations économiques internationales* (1937).

BAUDIN (Louis). — *La monnaie et la formation des prix* (1936).

NOGARO (Bertrand). — *La monnaie et les phénomènes monétaires contemporains* (1935).

— *Le problème de la dévaluation en France* (1935).

— *Les prix agricoles mondiaux et la crise* (1936).

— *La crise économique dans le monde et la France* (1936).

— *Les grands marchés agricoles et les mouvements généraux des prix de la crise actuelle.* (R. Pol. Parl., 10 oct. 1935.)

Les Produits agricoles :

FELCOURT (E. de). — *L'économie dirigée et l'agriculture.* (R. Eco. Intern., nov. 1935.)

FROMENT (P.). — *La production agricole.* (R. Econ. Pol., mai-juin 1936.)

HISSENHOVEN (Paul Van). — *Le commerce international des grains* (1923).

- HITIER (H.). — *Economie dirigée et agriculture*. (R. des Deux Mondes, 1^{er} déc. 1935.)
- NICOTRA (G.). — *Crise agricole et crédit agricole*. (Janv. 1936.)
- NOGARO (Bertrand). — *Le marché mondial du blé et de la crise*. (R. Pol. Parl., 15 mai 1936.)
- *La crise de l'agriculture et la politique agricole en France*. (R. Econ. Intern., janv. 1936.)
- SIROL (J.). — *Les caractères actuels de la crise agricole et, en particulier, la crise du blé en France*. (R. Econ. Pol., janv.-fév. 1936.)
- WAUTERS (A.). — *La crise et le problème agraire*. (R. Sc. Econ., déc. 1935.)

Le Blé :

- BORNEOSTEL (Henry). — *Peut-on stabiliser les prix du blé ?* (1935).
- HEVESY (Paul de). — *Le problème mondial du blé* (1934).
- HITIER (Joseph). — *La question du blé*. (Grenoble, 1902.)
- LEFEBVRE (Georges). — *Les bases d'une politique stable du blé en France* (1934).
- MASPETIEL (Roland) et DEMONGEOT-PERRON (G.). — *La crise du blé en France et dans le monde* (1935).
- MUSSET (René). — *Le blé dans le monde* (1923).

II. — LEGISLATION FRANÇAISE ANTÉRIEURE A L'OFFICE DU BLÉ.

ASS. GÉN. DES PRODUCT. DE BLÉ. — *L'organisation du*

- stockage et le financement de la récolte de blé.* (Paris, 1932.)
- BÖKER (H.). — *La politique française du blé depuis 1929.* (R. Int. Agri., mars 1937.)
- CARRET (J.). — *Le marché du blé, sa réglementation en France* (1934).
- COEVOET (André). — *La législation française du blé* (1936).
- GROÏSME (Robert). *La politique française du blé depuis la guerre* (1936).
- JAVAL (A.). — *L'organisation de la profession agricole.* (J. des Econ., janv.-fév. 1936.)
- MASPETIOL (R.). — *Le nouveau statut du blé en France.* (R. Econ. Intern., fév. 1936.)
- PICHAT (G.). — *La question du blé.* (R. Pol. Parl., 1932.)
— *La défense du marché du blé.* (R. Pol. Parl., 1933.)
— *La taxation du prix du blé.* (R. Pol. Parl., 1933.)
- SCHOEN (Albert). — *Les marchés agricoles français et l'intervention de l'Etat* (1936).
- TOUZET (Maurice). — *Travaux des Chambres d'Agriculture. Codification des textes relatifs à la défense du marché du blé* (1935).

III. — L'OFFICE NATIONAL INTERPROFESSIONNEL DU BLÉ.

- BOUDEHAU (Lucien). — *Etudes et commentaires de la loi sur l'Office du Blé* (1937).

CARRET (J.). — *Manuel pratique de la réglementation concernant l'Office du Blé* (1936).

GIRARD (H.). — *Les réformes qui s'imposent.* (L'Agriculture pratique, 13 fév. 1937.)

HALLÉ. — *Que sera l'Office du Blé?* (Journée Industrielle, 20 sept. 1929.)

HORUBOSTEL (Henry). — *Peut-on stabiliser les prix du blé?* (1935).

JAVAL (A.). — *Application difficile de la loi sur l'Office du Blé.* (Le Temps, 10 nov. 1936.)

PEYRON (Eloi). — *L'Office du Blé, piège à paysans* (1936).

SAILLERON (L.). — *L'Office du Blé.* (R. Pol. Parl., 10 sept. 1936.)

IV. — LEGISLATION ETRANGERE.

Allemagne :

BERTRAND (Raymond). — *Le corporatisme agricole et l'organisation des marchés en Allemagne* (1937).

X... — *Le problème du blé en Allemagne.* (Bulletin Quotidien, 22 janv. 1937.)

Italie :

GHETTI (E.). — *Le aziende agrarie italiane.* (Econ., juill. 1936.)

MORTARA (G.). — *Elementi statici sull' economia agraria italiana.* (Riv. Pol. Econ., juil.-août 1935.)

VIRGILLI (F.). — *L'attuale produzione granaria mondiale.* (Riv. Pol. Econ., janv. 1936.)

Tchécoslovaquie :

FEIERABEND (M.). — *Le problème de l'alimentation au point de vue économique.* (Est Européen agricole, avril 1936.)

PROKÈS (D^r Ant.). — *L'économie dirigée et l'agriculture tchécoslovaque.* (Est Européen agricole, octobre 1936.)

PROKÈS (D^r Ant.) et TOMAN (D^r). — *Les faits récents intéressant la vie agricole en Tchécoslovaquie.* (Est Européen agricole. Chronique mensuelle.)

SPINDLER (A.). — *Société tchécoslovaque du blé (1936).*

VACLAV LÈSTINA (D^r). — *La seconde année du fonctionnement du monopole des céréales.* (Est Européen agricole, janv. 1936.)

V. — PERIODIQUES A CONSULTER.

a) Pour suivre la discussion parlementaire de la loi.

Journal Officiel.

Débats parlementaires de la Chambre des Députés.

— J. O. 4 juillet 1936.

— J. O. 1^{er} août 1936.

— J. O. 2 août 1936.

— J. O. 12 août 1936.

— J. O. 13 août 1936.

— J. O. 14 août 1936.

Débats parlementaires du Sénat.

- J. O. 22 juillet 1936.
- J. O. 23 juillet 1936.
- J. O. 24 juillet 1936.
- J. O. 6 août 1936.
- J. O. 7 août 1936.
- J. O. 11 août 1936.
- J. O. 13 août 1936.
- J. O. 14 août 1936.

b) Pour suivre la politique de l'Office du Blé.

L'Agriculture pratique, 26, rue Jacob, Paris. (En particulier : n^{os} du 6 fév. 1936, 13 fév. 1936, 25 nov. 1936, 26 juin 1937, 3 juill. 1937, 10 juill. 1937, 14 juill. 1937.)

Bulletin de l'Agence de presse agricole, 3, rue Soufflot, Paris.
Bulletin de Documentation sur le marché du blé, publié par l'Association Générale des Producteurs de Blé, 18, rue des Pyramides, Paris.

Bulletin Mensuel de la Statistique Générale de la France.

Comptes rendus de l'Académie d'Agriculture, 18, rue de Bellechasse.

Comptes rendus de l'Assemblée permanente des Chambres d'Agriculture, 11 bis, rue Scribe, Paris. (En particulier : n^o de nov. 1936.)

Revue des Agriculteurs de France, 8, rue d'Athènes, Paris. (En particulier : n^{os} d'août 1936, sept. 1936, mai 1937, juin 1937, août 1937, sept. 1937.)

Revue du Blé et de la Meunerie.

Revue d'Economie politique, 22, rue Soufflot, Paris. (Le numéro spécial de mai-juin.)

Revue Internationale d'Agriculture (Rome).

TABLE DES MATIERES.

PREMIERE PARTIE.

ORIGINE DE LA LOI DU 15 AOUT 1936	9
CHAPITRE I ^{er} . — <i>La situation du marché du blé en août</i> <i>1936</i>	11
Section I : Les conditions générales du marché .	11
§ I. Caractéristiques du marché du blé . . .	12
§ II. La crise du blé dans le monde	14
Section II : Le marché français	17
§ I. Situation des producteurs de blé en France	17
§ II. L'état de la législation lors de la création de l'Office du Blé	25
§ III. Octroi de facilités de crédit	28
CHAPITRE II. — <i>La politique de revalorisation des cours</i> <i>du blé</i>	32
Section I : Période 1929-1933	32
§ I. Mesures de protection douanière	33
§ II. Mesures d'organisation du marché . .	34
Section II : Période 1933-1935	36
§ I. Etablissement d'un prix minimum . . .	36
§ II. Renforcement des mesures d'organisation du marché	37
Section III : Période 1935-1936	39
§ I. L'assainissement définitif du marché . .	41
§ II. La politique des prix	43

DEUXIEME PARTIE.

L'OFFICE NATIONAL INTERPROFESSIONNEL DU BLÉ . . .	45
CHAPITRE I ^{er} . — <i>L'organisation du service public</i> . .	47
Section I : Les organes administratifs	47
§ I. L'Office National	47
§ II. Les Comités Départementaux	53
Section II : Organismes interposés entre le produc- teur et le consommateur	56
§ I. Les coopératives de blé	56
§ II. Les négociants en blé	58
CHAPITRE II. — <i>La politique du blé</i>	61
Section I : La détermination du prix du blé . .	61
§ I. Epoque de la fixation du prix du blé . .	62
§ II. La détermination du prix du blé . . .	63
§ III. L'échelonnement des ventes	66
§ IV. Etablissement de barèmes tenant compte de la qualité du blé	67
Section II : L'organisation du marché	69
§ I. La direction du marché	69
§ II. Le monopole de l'importation et de l'ex- portation	70
CHAPITRE III. — <i>Le commerce organisé du blé</i> . . .	74
Section I : Position du producteur vis-à-vis du ser- vice public	75
§ I. Obligations imposées aux producteurs .	75
§ II. Le paiement du blé présenté à la vente	80

Section II : Position du meunier vis-à-vis du service public	84
§ I. Réglementation des opérations	85
§ II. Contrôle des opérations	88
CHAPITRE IV. — <i>L'organisation financière</i>	91
Section I : L'organisation financière des coopératives	91
§ I. Dépenses afférentes au blé effectivement reçu	92
§ II. Dépenses afférentes au blé dont la livraison a été différée	94
Section II : L'organisation financière de l'Office	95
§ I. Les charges de l'Office	95
§ II. Les ressources de l'Office	97
CHAPITRE V. — <i>Questions subsidiaires</i>	100
Section I : Régimes transitoires	100
Section II : Champ d'application de la loi du 15 août 1936	102
Section III : Ajustements nécessités par la création de l'Office du Blé	105
§ I. Le commerce des blés de semence	105
§ II. Le pain et la farine	107
§ III. Les baux en nature	108

TROISIÈME PARTIE.

LA PORTÉE PROFONDE DE LA LOI DU 15 AOÛT 1936	111
--	-----

CHAPITRE I^{er}. — <i>Le fonctionnement pratique d'un service public</i>	
	113
Section I : La législation étrangère	113
§ I. L'Office du Blé italien	114
II. La Société Tchèqueoslovaque des Céréales	119
Section II : Les premières années de l'Office français	122
§ I. L'organisation du service	122
§ II. La détermination du prix du blé	123
CHAPITRE II. — <i>La loi du 15 août 1936 sous l'aspect doctrinal</i>	
	127
Section I : Mesures originales contenues dans la loi du 15 août 1936	127
§ I. L'organisation professionnelle	128
§ II. La représentation des intérêts généraux dans les organes de direction	129
Section II : La portée profonde de la loi du 15 août 1936	131
§ I. Un prix d'arbitrage	132
§ II. Une décision remise en question chaque année	133
<i>Complément</i>	137
<i>Bibliographie</i>	179
<i>Table des matières</i>	187

